Vision2035

Gemeinsam die Stadt verändern
Ensemble, changeons la ville

34

Stratégie climatique – pages 4 - 5

Des informations en direct avec Barbara Schwickert sur la stratégie de la ville vers la neutralité climatique. Pour ceux qui veulent s'y retrouver.

Der ORT – Seite 8

«Wenn man etwas will, gibt es einen Weg», sagt Christine Walser und lanciert hinter der Neumarkt-Migros einen einzigartigen Vernetzungsort. Das hat viel Vorbereitung und Mut gebraucht.

Ici c'est Vélo – Seite 10

Wie kann Biel zu einer richtigen Velostadt werden? Diese Frage hat Sofian Waeber im Rahmen seiner Maturarbeit beschäftigt. Inspiration hat er sich persönlich in Kopenhagen geholt.

Imagination – page 11

Sophie Perdrix invite à ré-imaginer notre futur. L'imagination un outil pour faire face aux alertes terrifiantes sur les conséquences du changement climatique et combattre la passivité ou le sentiment d'impuissance.

Rise Up for Change – Seite 14

Ziviler Ungehorsam für das Klima auf dem Berner Bundesplatz: wir haben es alle mitbekommen. Hier noch ganz persönliche Einblicke von Aktivistinnen.

Nuit des mille Questions – page 17

La nuit des mille questions revient ! Sur le thème de l'entre-temps, des conférences, des ateliers, des questionnements, des réponses aussi. Par les temps qui courent, une mesure sanitaire indispensable !

Stand 5G – Seite 19

Was passiert eigentlich aktuell in Biel in Sachen 5G? Hinter den Kulissen Einiges. Erschreckende Einblicke von Zweien, die sich eingehend mit der Materie befassen.

Devinette – pages 22 - 23

Mais qui est cet individu décrié, privé de droits et de dignité. Un questionnement salutaire sur le fonctionnement de nos assurances sociales. Avec la proposition d'une solution réaliste.

FILMPODIUM BIEL/BIENNE

FILMPODIUM BIEL/BIENNE // CentrePasquArt // Seevorstadt/Faubourg du Lac 73
T 032 322 71 01 // info@filmpodiumbiel.ch // www.filmpodiumbiel.ch

LINDENEGG

VILLA

HOTEL

Lindenegg 5
2502 Biel/Bienne
+41 32 322 94 66
lindenegg.ch

RESTAURANT

VOTRE ÉPICERIE BIO&VRAC AU COEUR DE BIENNE

IHR BIO&UNVERPACKT LADEN IM HERZEN VON BIEL

Chez Mamie
BIO - VRAC

ALLTÄGLICHE LEBENSMITTEL
NATURKOSMETIK
BIO PUTZMITTEL
LIFESTYLEPRODUKTE
UND VIELES MEHR!

ALIMENTATION QUOTIDIENNE
COSMÉTIQUE NATURELLE
PRODUITS D'ENTRETIEN BIO
PRODUITS LIFESTYLE
ET BIEN PLUS!

Rue du Collège 1 - 2502 Biel/Bienne
chezmamie.bielbienne@gmail.com
chezmamie-biovrac.ch - 079 812 48 82

Das Terrain Gurzelen gratuliert
zum 10-Jährigen. Wir freuen
uns schon über Eure Volljährigkeit!
Le Terrain Gurzelen vous félicite
pour votre 10e anniversaire.
Vivement que l'on fête votre majorité!

www.terrain-gurzelen.org

gārbi
BREIHAUS

de plus
en plus
BIO -
logisch

CANTINE MOBILE

restaurant & catering
www.cantinemobile.ch

In »Neon Pink & Blue« findet sich eine Drag Queen in einem Klimasommer obdach- und papierlos am Zürisee wieder. Ohne Garderobe out the closet, ohne Badezimmerspiegel und Kostüme ergreift X ein Gefühl der Nacktheit.

Geschichten zu in Frage gestellter Identität und schwer belegbarer Herkunft drängen sich ins untergehende Postkartenbild des Alpenpanoramas.

HOT LIST 2020

NEON PINK & BLUE
wurde unter die besten zehn Neuerscheinungen aus unabhängigen Verlagen in Deutschland, Österreich und der Schweiz gewählt.

ISBN 978-3-03867-027-8,
CHF 30, www.diebrotsuppe.ch

verlag die brotsuppe

PRO VELO
BIEL/BIENNE·SEELAND
JURA BERNOIS

Für die Interessen
der Bieler
Velofahrenden

Pour les intérêts
des cyclistes
biennoises

www.pro-velo-biel.ch

DRUCKEREI

HULLIGER
DRUCK + KOPIE

COPY SHOP

MURTENSTRASSE 28 BIEL/BIENNE
INFO@HULLIGERDRUCK.CH
TEL. 032 323 46 36

WWW.HULLIGERDRUCK.CH

ÉPICERIE 79A
GENOSSENSCHAFT COOPÉRATIVE
Schützengasse 79a, Rue du Stand 79a
2502 Biel/Bienne 032 342 13 05

NMB
Nouveau Musée Bienne
Neues Museum Biel

NMB Nouveau Musée Bienne
Faubourg du Lac 52
2501 Biel/Bienne
Mardi–Dimanche 11:00–17:00
www.nmbienne.ch

Neues Museum Biel
Seevorstadt 52
2501 Biel/Bienne
Dienstag–Sonntag 11:00–17:00
www.nmbiel.ch

HELLO, ROBOT.
Le design entre humain et machine
Design zwischen Mensch und Maschine
26.9.2020 – 3.1.2021

Edito

Ensemble pour encore mieux !

10 ans d'existence de Vision 2035, 34 éditions, environs 100 000 journaux livrés aux 4 coins de la ville de Bienne !

Ce sont là des chiffres marquants d'un mouvement qui a commencé en 2010 ici à Bienne avec une série de manifestations initiées par Mathias Stalder (page 9). Dès le début le slogan et le sous-titre de Vision 2035 a été « Ensemble changeons la ville ». Eh oui, il s'est passé des choses au cours de la dernière décennie, le projet d'agriculture contractuelle TerreVision est devenu adulte (page 16), de même que la Cantine Mobile et le jardin communautaire Arbres à palabres. Des ateliers de transition ont trouvé leur place et de grands évènements en réseau comme Perspectiva ou plus récemment le Festival du développement durable Biu en Vert (page 20). Beaucoup se sont mis en mouvement, se sont engagés et ont lancé des projets pour un avenir plus social et écologique. Ils ont aussi protesté contre ce qui est absurde, destructif et oppressif, généré par une économie fondée sur le profit et la croissance sans fin : les projets tels que Westast ou Agglolac ou la mise en place du réseau de téléphonie 5G (page 19).

Au fil des ans, notre journal a suivi et examiné ces points focaux et d'autres, mais nous avons également mis en lumière les perles de la transition et de la création artisanale locale. Nous avons laissé la place à des idées visionnaires, à des commentaires pointus, des portraits de personnalités passionnantes, des interviews, des biographies. Nous avons pris clairement position et nous continuerons à le faire. Parce qu'il reste beaucoup à faire. Malgré cet anniversaire, l'envie de faire la fête n'est pas vraiment là. Notre planète a de la fièvre, le climat menace de s'effondrer et entre nos maisons quotidiennement des milliers de voitures circulent encore. Depuis longtemps, Bienne pourrait et devrait être une véritable ville de vélos (page 10). Pendant la quarantaine, c'était calme, la nature pouvait respirer, maintenant tout est presque à nouveau comme avant. Le bruit, la puanteur, le stress, la peur et les soucis financiers dominent la vie quotidienne de beaucoup d'entre nous.

Mais que faut-il donc faire pour trouver une issue à ce pétrin engendré par les humains ? Révolte comme au Rise Up à Berne (page 14), panique (page 15 en bas) ou imagination (page 11) ? Probablement un peu de de tout cela et surtout des actions très concrètes (page 6 et pages 12 et 13). Nous pouvons tous faire quelque chose et commencer par nous-mêmes. Bien sûr la politique doit aussi tirer à la même corde (pages 4, 5 et 7). Enfin et surtout, il est essentiel que nous nous mettions en réseau pour avoir un sentiment de communauté, par exemple dans des endroits comme Le ORT (page 8).

On reste sur le pont et on en fait plus ! Cela vaut aussi pour Vision 2035. L'augmentation constante du nombre d'abonnements est motivante et montre que notre travail journalistique indépendant est apprécié. Mais 440 abonné.es ne représentent même pas 1% de la population de Bienne. Ce nombre d'abonné·es doit augmenter ! Mieux encore, que beaucoup plus de personnes lisent nos articles, en discutent, échangent, passent à l'action. Et que faire pour y parvenir ? Le mot d'ordre pourrait être : lire ce journal et le passer plus loin, offrir un abonnement à quelqu'un qui ne l'a pas encore, écrire une contribution. Participer au cœur de Vision 2035. Bienvenue info@vision2035.ch !

A cette place, merci du fond du cœur à tous ceux et celles qui nous ont soutenus jusqu'ici, avec des dons, des abonnements de soutien, en tant qu'abonnés fidèles ou annonceurs. Un remerciement spécial à la coopérative Phönix et à l'imprimerie Ediprim qui ont publié une annonce payante dès le début et dans chaque édition. Wow !

Le plus grand merci revient à tous ceux qui ont rempli les 34 numéros de Vision 2035 de contenus incomparables. Ce sont par des mots et des écrits 356 auteures et auteurs, 32 créateurs et créatrices, dessinateurs et dessinatrices, graphistes. Fêtons tout cela !

Et maintenant, bonne lecture !

Janosch Szabo, coéditeur et coordinateur de cette édition

IMPRESSUM

Vision 2035 , N° 34, 10/2020
Zeitung für die Wende
Journal pour un nouveau cap

Druck/Impression
Ediprim AG/SA
Fritz-Oppliger-Strasse 15
2504 Biel/Bienne
www.ediprim.ch

Auflage/Tirage
2000 Exemplare/exemplaires

Layout
Andreas Bachmann, grafikartelier.ch

Illustrationen/illustrations, Photos
Sara Wernz, Titelseite, S11, www.sararas.ch
Myriam Roth, S. 4-5
Tobias Aeschbacher (Hyperraum), S. 7
Andreas Bachmann, S. 12-13

Redaktion/rédaction, Korrektorat/Correctorat
Andreas Bachmann
Joël Guélat
Claire Magnin
Gaia Renggli
Janosch Szabo

AutorInnen/Auteur-e-s
Claire Magnin
Lukas Weiss
Manuel Schüpbach
Janosch Szabo
Sophie Perdrix
Ledjo
Mathilde Hofer
Miro
Andreas Bachmann
Mathias Stalder
Ilias Panchard
Nadja Magnin
Jean-Luc Bawidamann
Margit Jäger
Antoine Glauser
Agnès Leonetti
Fabienne Pahud
Aya Kato Glutz
Verena Lafargue
Lara Läubli
Mirjam Kuhn

Mit einer Spende helfen Sie
die Kosten dieser Zeitung zu decken
Aidez-nous à couvrir les frais
de ce journal avec un don
Konto bei Alternativer Bank Schweiz
Vision2035 / Marktgasse 34 / 2502 Biel
IBAN CH10 0839 0034 2133 1000 0

Ein Abonnement (4 Ausgaben) kostet Fr. 25.–
ein Förderabo Fr. 50.–
ein Gönnerabo Fr. 75.–
Die Mitgliedschaft kostet Fr. 15.–

Un abonnement (4 numéros) coûte 25.–
abonnement de soutien 50.–
abonnement de donateurs 75.–
La cotisation de membre 15.–

Vision 2035, www.vision2035.ch
Marktgasse 34, 2502 Biel
info@vision2035.ch, 077 438 78 97

Edito

Machen wir's grösser!

10 Jahre Vision 2035, 34 Ausgaben, rund 100 000 in Umlauf gebrachte Zeitungen.

Das sind Zahlen einer Bewegung, die 2010 hier in Biel mit einer von Mathias Stalder initiierten Veranstaltungsreihe ihren Lauf nahm (Seite 9). «Gemeinsam die Stadt verändern» war von Anfang an das Motto und der Untertitel der Zeitung. Und ja, es ist Einiges passiert im letzten Jahrzehnt, das Vertragslandwirtschaftsprojekt TerreVision entstanden (Seite 16), die Cantine Mobile und der Gemeinschaftsgarten Arbres à palabres. Es haben Transitionworkshops stattgefunden und grosse vernetzende Anlässe wie die Perspectiva oder zuletzt das Festival Biu en Vert (Seite 20). Vieles ist in Bewegung, viele Leute engagieren sich, lancieren Projekte für eine sozialere und ökologischere Zukunft und protestieren gegen das, was dem an Wahnsinn, Destruktivem und Verdrängendem seitens der profit- und wachstumsfixierten Wirtschaft entgegensteht: Projekte wie der Westast oder Agglolac und der ganze Ausbau des 5G-Mobilfunk-Netzes (Seite 19).

Wir begleiten und durchleuchten diese Brennpunkte seit Jahren, rücken aber auch Perlen der Transition und des lokalen handwerklichen Schaffens ins Licht. Wir geben visionären Ideen Platz, pointierten Kommentaren, Porträts, Interviews, Hintergrundgeschichten. Wir beziehen Stellung. Und wir werden es weiter tun, es gibt noch viel zu tun. Trotz Jubiläum ist uns nicht gerade nach Feiern zumute. Unser Planet hat Fieber, das Klima droht zu kippen, und zwischen unseren Häusern fahren immer noch täglich tausende Autos umher. Dabei könnte und sollte Biel längst eine richtige Velostadt sein (Seite 10). Während des Lockdowns war es ruhig, jetzt ist wieder fast alles wir vorher. Lärm, Gestank, Stress, Angst und Geldsorgen dominieren den Alltag von Vielen.

Aber was braucht es, um aus dem Mensch gemachten Schlamassel herauszufinden?

Aufstand wie am Rise Up in Bern (Seite 14), Panik (Seite 15 unten), oder Imagination (Seite 11)? Wohl von allem etwas, und vor allem auch ganz konkrete Taten (Seite 6 und Seiten 12 - 13). Wir können alle etwas tun, bei uns selbst anfangen. Die Politik muss natürlich auch mitziehen (Seiten 4, 5 und 7). Und nicht zuletzt ist entscheidend, dass wir uns vernetzen, um ein Gefühl von Gemeinschaft zu bekommen an Orten wie Der ORT (Seite 8).

Bleiben wir also dran, machen wir's grösser! Das gilt auch für die Vision 2035. Die stetig steigenden Abozahlen sind motivierend und ein Zeichen, dass unser journalistisches Schaffen wertgeschätzt wird. Aber 440 AbonnentInnen sind noch nicht einmal 1 Prozent der Bieler Bevölkerung. Es dürfen viel mehr werden. Wichtiger allerdings: dass möglichst Viele unsere Artikel lesen, darüber diskutieren, in Handlung kommen. Was tun dafür? Diese Zeitung lesen und dann weiterreichen. Jemandem ein Abo schenken (zum Beispiel zu Weihnachten). Selbst einen Beitrag einreichen. Im Herzen der Vision 2035 mitwirken. Willkommen: info@vision2035.ch!

An dieser Stelle: Danke von Herzen allen, die uns bis hierhin unterstützt haben, mit Spenden und Förderbeiträgen, als treue AbonnentInnen oder InserentInnen. Ein spezielles Merci geht an die Genossenschaft Phönix und die Druckerei Ediprim, die von Anfang an in jeder Ausgabe eine Anzeige geschaltet haben. Wow!

Das grösste Merci gebührt aber all jenen, welche die bisher 34 Nummern der Vision 2035 mit unvergleichlichem Inhalt gefüllt haben. Das sind sage und schreibe 256 Autorinnen und Autoren, sowie 32 GestalterInnen, ZeichnerInnen, GrafikerInnen. Feiern wir das!

Und nun: gute Lektüre.

Janosch Szabo, Mitherausgeber und Koordinator dieser Ausgabe

Eure Beiträge sind erwünscht

Was tun, um der aktuellen multiplen Krise (Ökologie, Ressourcen, Klima, Biodiversität…) etwas Positives entgegenzusetzen?

Diese Frage stellen sich derzeit ganz viele Menschen und finden die unterschiedlichsten Antworten darauf. Unsere nächste Ausgabe soll deshalb ganz im Zeichen des Aktivismus stehen: wir suchen kleine und grosse Gruppen, Projekte oder auch einzelne Menschen, die sich aktiv, engagiert und mit viel Herzblut für eine Transformation unseres Systems einsetzen. Wer ist in Biel und Umgebung aktiv? Welche Gruppen anderswo auf der Welt könnten uns in Biel zur Nachahmung inspirieren? Wen sollten wir treffen, kennenlernen? Wer sucht noch Leute für ein neues Projekt? Schreibt uns! info@vision2035.ch.

Vos contributions sont bienvenues

Que faire pour contrer de manière positive la crise actuelle multiple (écologie, ressources, climat, biodiversité…) ?

C'est la question qui se pose actuellement à un grand nombre de personnes et à laquelle les réponses sont les plus variées. Notre prochaine édition sera donc placée sous le signe de l'activisme : nous cherchons des petits ou des grands groupes, des projets ou des individus actifs, engagés et dévoués à la transformation de notre système. Qui est actif à Bienne et dans les environs ? Quels autres groupes dans le monde pourraient nous inspirer à Bienne ? Qui devrions-nous rencontrer, connaître ? Qui cherche d'autres personnes pour un nouveau projet ? Écrivez-nous ! info@vision2035.ch

Stratégie et règlement climatique : une première étape importante

La question climatique revient en première ligne dans le débat public et la ville de Bienne bouge. Responsable du domaine de l'énergie et des travaux publics, Barbara Schwickert s'est prêtée à nos question sur la stratégie climatique élaborée pour protéger le climat à Bienne.

Claire Magnin

Les motions sur l'urgence climatique ont été acceptées par le Conseil de Ville en octobre 2019. Le rapport sur la stratégie climatique et le règlement arrivent en août 2020. Peux-tu expliquer le processus et les difficultés rencontrées pour établir ce rapport ?

Barbara Schwickert : la ville de Bienne travaille sur la question de l'énergie, de l'électricité, de la chaleur et de la mobilité depuis de nombreuses années, tous des thèmes qui concernent le climat, mais qui n'était pas nommé ainsi. En été 2019 le Conseil municipal a adopté un crédit en faveur du climat, avant l'adoption des motions sur l'urgence climatique. Pour élaborer cette stratégie il a fallu connaître précisément la situation à Bienne. Où en sommes-nous en matière d'émission de CO_2 ? Et ensuite quelles sont les mesures à prendre, comment mesurons-nous les progrès. Ne pas se contenter de déclarations sur le CO_2, mais savoir exactement quelle est la situation et son évolution. Actuellement la stratégie est établie et le Conseil de Ville a accepté le règlement. Bienne est la première ville qui connait ses émissions de CO_2 et qui a fixé des équivalents CO_2 intermédiaires à abaisser d'ici 2045. Ces limites sont dans le règlement sur le climat, c'est unique et d'autres villes sont intéressées, tant à la stratégie qu'au règlement.

L'urgence est là, mais le rapport et le règlement prévoient la neutralité climatique sur le territoire biennois en 2050. Cette date ne donne-t-elle pas un signal qu'en fait il n'y a pas urgence ?

C'est la raison pour laquelle nous avons fixé des buts intermédiaires. Nous pouvons agir sur le territoire biennois, mais par exemple nous n'avons aucune influence sur l'utilisation de voitures électriques, sauf sur celles de l'administration. Nous avons fixé la neutralité climatique pour l'administration à 2040, ici nous avons la possibilité de prendre des mesures. Ensuite, le Conseil municipal a soutenu l'amendement du Conseil de ville d'examiner tous les 5 ans si les buts peuvent être renforcés.

La ville est très dépendante des autres niveaux politiques. Quelle est la collaboration possible avec d'autres villes et les communes environnantes ?

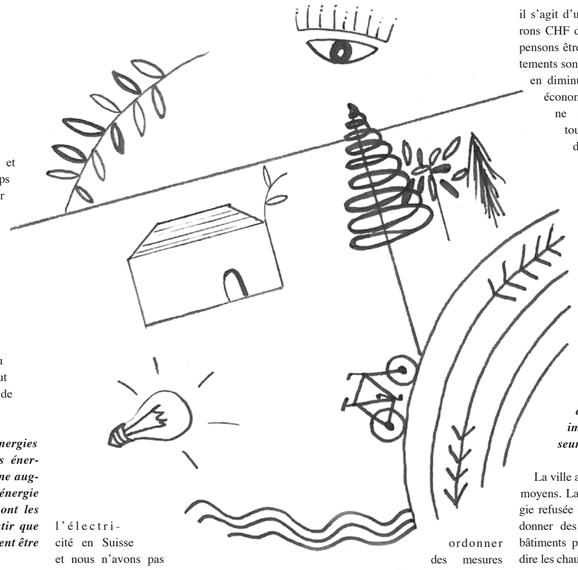
Nous travaillons beaucoup au niveau régional, avec l'Union Suisse des Villes, partenaire important au vu de la similarité des situations. Nous avons aussi pu présenter notre stratégie et notre règlement à Biel-Seeland. Nous travaillons aussi au niveau du solaire avec la plateforme Solair Seeland. Il ne faut pas que chacun invente la roue, la collaboration permet aussi des échanges de savoirs. Dans le cadre aussi du Label Cités de l'énergie les échanges par région et par thème sont très importants, car on peut collaborer et être informé des actions des autres villes et communes.

Le Conseil fédéral veut généraliser la libéralisation de l'électricité à tous les consommateurs. Quelles pourraient en être les conséquences pour ESB et pour la stratégie d'une électricité durable ?

Le Conseil municipal s'est toujours prononcé contre cette libéralisation, car l'élément du prix aura une influence, certains voudront acheter de l'électricité au prix le plus bas. Cette libéralisation met énormément de pression sur les énergies renouvelables. Je ne comprends pas la Confédération qui, par ailleurs a aussi des stratégies sur l'énergie 2050 et le climat met en même temps en concurrence et en danger celles-ci. A Bienne et jusqu'à présent peu d'entreprises ont quitté ESB. Cela coûte peut-être un peu plus cher, car ESB fourni à tous de l'énergie renouvelable, elle ne vend aucun produit non renouvelable. Ainsi le Conseil fédéral ouvre la porte à des produits issus du nucléaire ou du charbon. Ce n'est en tout cas pas la stratégie de ESB ni de la ville de Bienne.

La Ville tend vers des énergies durables, la limitation des énergies fossiles va entrainer une augmentation des besoins en énergie électrique propre. Quels sont les plans concrets pour garantir que ces nouveaux besoins puissent être couverts ?

Je pense que cela va s'équilibrer. D'une part les nouveaux appareils sont toujours plus efficaces et consomment moins d'énergie. Mais parallèlement on utilise davantage d'énergie pour les pompes à chaleur par exemple. La demande va certainement un peu augmenter, mais pas excessivement. ESB peut acheter l'électricité manquante. La Suisse vend de l'électricité, mais en achète aussi à l'étranger. C'est un marché. Et la Suisse doit se poser la question : combien de notre propre électricité devons-nous produire en Suisse. Je suis convaincue que nous ne devons pas trop dépendre de l'étranger. La production locale prend toujours plus d'importance. Nous pouvons aussi développer le solaire, Hagneck, de



l'électricité en Suisse et nous n'avons pas de participation à l'étranger. Mais la ville de Bienne ne fonctionne pas qu'avec de l'électricité locale, elle n'achète et n'achètera que de l'électricité d'origine durable. Le Conseil d'administration de ESB a voté un crédit important pour une campagne autour de l'efficacité énergétique. Genève a développé un programme Eco21 que nous allons reprendre en grande partie. Il faut informer et soutenir la population, il y a un grand potentiel d'économies tant au niveau de l'électricité qu'au niveau du chauffage.

La ville peut-elle prendre des mesures concernant l'illumination des vitrines commerciales la nuit ou l'éclairage public, gourmand en électricité ?

Pour les vitrines commerciales, malheureusement nous ne pouvons pas ordonner des mesures d'économies, une intervention parlementaire a été rejetée il y a quelques années. En revanche, nous sommes devenus plus efficaces dans le domaine de l'éclairage nocturne, en remplaçant les ampoules à incandescence par des ampoules LED qui utilisent moins de courant. Nous avons diminué la durée de l'éclairage public en éclairant un peu plus tard et en éteignant un peu plus tôt, ce que personne n'a remarqué, Cette mesure nous a permis des économies de plus de 20%, elle ne coûte rien et elle est efficace.

Avec quel moyens la stratégie climatique va-t-elle être financée ?

L'augmentation du prix du gaz naturel de 0.2 ct par kWh, rapporterait environs un demi-million/an dans le financement spécial protection du climat. Pour un ménage de 4 personnes il s'agit d'une augmentation d'environs CHF de 25.00/an, ce que nous pensons être supportable. Les appartements sont souvent trop chauffés et en diminuant d'un degré on peut économiser 6% d'énergie. Nous ne pourrons pas financer toutes les actions que prendra la ville avec le financement spécial, mais nous pouvons orienter les investissements ordinaires vers la neutralité climatique. Par exemple, si la Ville construit une école, les mesures de protection du climat et leur coût seront intégrés dans les investissements et financés à travers les impôts.

Quelles sont les conditions qui peuvent être imposées aux investisseurs privés?

La ville a malheureusement peu de moyens. La loi cantonale sur l'énergie refusée en 2019 aurait permis de donner des moyens concernant les bâtiments privés, par exemple interdire les chauffages à mazout ou exiger davantage de rénovations. Le canton prépare une nouvelle version. Ceci nous montre notre dépendance au canton. Cependant, la stratégie climatique prévoit que les constructions sur des terrains en droit de superficie peuvent faire l'objet de conditions ou de propositions avantageuses pour les investisseurs.

De quels moyens financiers la ville aura-t-elle besoin par année pour financer les mesures climatiques ?

Il n'est pas possible de donner un chiffre. Le demi-million provenant de l'augmentation du prix du gaz naturel sera utilisé pour soutenir des mesures supplémentaires allant au-delà de ce qui est prévu par la loi. Il servira à soutenir des projets de la Ville, mais également des mesures prises par des privés.

«Pour l'instant, il y a une forte majorité pour des mesures de limitations de la circulation. La voiture est responsable d'un tiers des émissions de CO2. Il faut donc s'emparer de cette problématique. A un moment il faut trancher et on ne peut pas satisfaire tout le monde. »

La Ville peut-elle contrôler que les mesures prise par le secteur privé ne se répercute pas sur les plus fragiles y compris lorsqu'un soutien financier a été octroyé par la ville ?

On ne peut pas contrôler et normalement les propriétaires répercutent leurs frais sur les loyers, c'est clair. Mais la chaleur renouvelable ne sera pas plus chère et la loi sur le CO2 rendra les énergies fossiles toujours plus onéreuses. Par exemple, pour les réseaux de chaleur à distance, le prix est concurrentiel. Et les propriétaires n'auront pas besoin d'investir, car c'est ESB qui financera le réseau, financements qui sera amorti au travers du prix de l'énergie. Les grandes entreprises peuvent se brancher sur les réseaux de chaleur à distance. Mais si une entreprise construit à neuf, les conditions fixées par le canton sont strictes, par exemple le mazout est interdit. Nous ne pouvons pas exiger que les entreprises raccordent les constructions actuellement existantes au réseau de chaleur à distance. Mais nous pouvons offrir cette possibilité. Par exemple à la Champagne ESB a déjà un réseau à partir des eaux souterraines. Nous pouvons prendre contact avec les entreprises et les propriétaires et leur proposer cette solution. Les personnes sont prêtes à changer. ESB a aussi une offre de « contracting » c'est-à-dire que c'est ESB qui investit, par exemple dans une pompe à chaleur, qui se charge également de l'entretien et ces investissements sont payés pendant 25 ans au travers du prix de l'énergie.

Certaines mesures, en particulier celles sur la circulation routière peuvent déclencher de vives oppositions ? A quelles oppositions t'attends-tu ?

Pour l'instant nous avons une majorité politique qui souhaite des mesures de limitation de la circulation, de promotion du vélo et de la marche. Mais c'est un thème très émotionnel et il y a une forte minorité qui considère que ces limitations sont contre la voiture et une atteinte à la liberté de circuler comme on veut avec des places de parc partout, etc. Nous avons eu cette discussion au Conseil de ville, où l'UDC voulait limiter les zones 30 km/h. Pour l'instant, il y a une forte majorité pour des mesures de limitations de la circulation. La voiture est responsable d'un tiers des émissions de CO2. Il faut donc s'emparer de cette problématique. A un moment il faut trancher et on ne peut pas satisfaire tout le monde.

Il n'y a rien dans la stratégie sur l'A5, qui est un des thèmes qui a fait le plus de bruit ces dernières années. Pourquoi ?

Il n'y a rien en effet. Mais dans la stratégie, il n'y a pas non plus de mesures concrètes concernant des autres projets sur le trafic. Cependant toute la stratégie de circulation en ville de Bienne doit être orientée vers la neutralité climatique, tous les projets doivent être neutres ou aller dans la direction de la neutralité. Il est clair que davantage de routes entraîne davantage de voitures. Le Conseil de ville peut contrôler les émissions de CO2 comme prévu dans le règlement et devra se prononcer sur le projet de l'A5. Nous avons actuellement un processus de dialogue sur ce sujet, à côté de la stratégie climatique.

«Le Conseil municipal a pris des décisions pour la mise en place de cette stratégie climatique. Mais cela a aussi été possible grâce à la pression et aux mouvements populaires, aux manifestations, Vision 2035, les jeunes.»

À part la mise sur pied d'un comité d'accompagnement, une augmentation des effectifs du personnel est-elle prévue dans les différents départements pour mettre en œuvre la stratégie climatique ?

Une augmentation du personnel est prévue. Le Conseil de ville décidera lors de la discussion sur le budget en octobre. Nous proposons un poste supplémentaire pour le service de l'environnement, un demi-poste pour le climat pour accompagner tous les projets et un demi-poste pour la biodiversité qui est une thématique un peu différente mais qui s'apparente à celle du climat. Le conseil municipal a aussi décidé d'augmenter les effectifs de 1 poste pour l'entretien des bâtiments, ce qui est très important dans le domaine des énergies, ainsi que pour la circulation/travaux publics. Nous devons aller de l'avant, mais si nous n'avons pas le personnel nécessaire nous ne le pourrons pas. Le comité d'accompagnement sera composé de scientifiques, ils conseilleront le Conseil municipal. Le thème est complexe, nous travaillons déjà de manière interdisciplinaire sur différents axes, bâtiments, circulation et consommation. Nous voulions des scientifiques pour refléter les actions de l'administration et les évaluer. Nous avons aussi invité Mme Rebetez de l'Université de Neuchâtel. Beaucoup se considèrent climatologues, souvent avec des opinions sans aucune base scientifique. Nous voulons avoir l'avis de scientifiques pour appliquer concrètement la stratégie climatique. Il y a cependant deux volets : nous avons travaillé sur la réduction du CO2, un autre volet sera l'adaptation au réchauffement climatique, qui comprend aussi la protection de la biodiversité. Les moyens et le temps nous ont manqué pour travailler sur cette thématique. Un deuxième pas devra se faire dans les années à venir.

Que prévoit de faire la Ville concernant les énergies grises ?

Informer la population, l'inciter à des comportements durables sur l'alimentation, les transports, nous avons aussi prévu un programme « écoles de l'énergie ». Nous pensons également introduire une plateforme climat biennoise pour le secteur privé. Pour l'administration, nous veillons à ce que nos achats, par exemple de papier, soient climat-compatibles. Nous allons revoir nos règles concernant entre autres le matériel de construction. Nous pouvons aussi informer les constructeurs privés.

As-tu autre chose à dire ?

Le Conseil municipal a pris des décisions pour la mise en place de cette stratégie climatique. Mais cela a aussi été possible grâce à la pression et aux mouvements populaires, aux manifestations, à Vision 2035, les jeunes. Il est très important que ces mobilisations continuent, que chacun et chacune s'engage à son niveau. Ne pensons pas, maintenant c'est bon, la ville agit ! Chacun et chacune peut participer et doit participer. C'est très réjouissant de voir la jeune génération s'engager et les initiatives qui sont prises.

Illustration: Myriam Roth

Stratégie et Règlement sur la protection du climat de la Ville de Bienne

La stratégie climatique de la Ville de Bienne donne des instruments pour mener une politique climatique efficace, sur le territoire biennois et dans l'administration municipale ainsi que sur les émissions grises. Elle doit permettre une neutralité climatique en 2050 sur le territoire biennois et 2040 pour l'administration municipale.

La Ville de Bienne a établi l'état actuel des émissions de CO_2 au niveau du territoire (en 2017 environ 230'000 tonnes d'équivalent CO_2) et au niveau de l'administration municipale. Elle fixe des objectifs intermédiaires de diminution des émissions de CO_2 et ce jusqu'à 2050. Elle renonce aux compensations CO_2.

Axes stratégiques sur le territoire communal et dans l'administration

Bâtiments

Baisser la consommation d'énergie et alimenter en énergies renouvelables :
Chaleur à distance, rénovation et isolation des bâtiments, photovoltaïque, prescriptions et consignes énergétiques en matière de construction, structures tarifaires

Trafic

Éviter et déplacer le trafic motorisé et rendre les moyens de transports renouvelables :
Promouvoir l'offre de la mobilité douce et des transports en commun, recharges électriques pour les véhicules, TPB zéro émissions nettes, prescriptions mobilité durable dans les contrats de droit de superficie.

Consommation

Diminuer la consommation adopter une consommation plus respectueuse du climat :
Sensibilisation de la population, alimentation dans les écoles, écoles de l'énergie, impliquer les entreprises avec une plateforme climat, achats municipaux, matériel de construction

Le Règlement sur la protection du climat de la Ville de Bienne fixe les objectifs, les principes et les moyens à disposition :

- Il vise à la neutralité climatique sur le territoire à 2050 et celle de l'administration à 2040.
- Il fixe les objectifs intermédiaires sur la quantité de CO_2 qui devra être diminuée.
- Il oblige à contrôler annuellement les résultats (quantité de CO_2 libéré et consommation d'énergie) et les publier dans le rapport de gestion et tous les 5 ans dans un rapport détaillé au Conseil de ville.
- Dans le cadre de ce compte rendu tous les cinq ans, le Conseil municipal examine les objectifs fixés par le règlement et soumet des (nouvelles) propositions au Conseil de ville.
- Il crée un financement « protection du climat » permettant de financer des mesures spéciales qui vont au-delà des exigences légales ou à soutenir des mesures correspondantes de personnes privées qui ne seraient pas viables économiquement sans ce soutien.,
- Il fixe la manière dont ce financement sera alimenté : par une taxe de 0.2ct KWh sur le gaz naturel non renouvelable, les produits de la redevance versés par ESB ou une somme prévue au budget ordinaire.

Commentaire

Claire Magnin

Le Conseil municipal a donc livré sa copie, sous la forme d'un texte sur la stratégie et d'un règlement pour la protection du climat, adopté par le Conseil de ville et imposant la neutralité climatique sur le territoire biennois à 2050.

Il faut relever qu'un travail de bénédictin a été fait pour connaître la quantité de CO_2 émise par les habitants de la ville de Bienne. Et ces chiffres sont précieux. Nous sommes envahis par des chiffres globaux, qui peinent à donner une image réelle de ce qui se passe. A Bienne nous savons que nous émettons 230'000 tonnes de CO_2. Et ce chiffre est aussi un socle sur lequel nous appuyer pour évaluer les progrès ou d'autres mesures nécessaires.

Ce texte rend aussi conscient combien tous sont interdépendant de tous. La Ville de Bienne l'est des décisions prises par le canton, la confédération ou/et les communes environnantes. Une coopération est indispensable. Par exemple, il serait impératif que le canton ou mieux la Confédération bannisse les chauffages à mazout pour toute nouvelle construction et pour celles déjà existantes, cette mesure permettrait une accélération vers la neutralité climatique.

Le Conseil municipal a aussi donné ses priorités : l'énergie et la circulation, la consommation. Concernant l'énergie il y a plusieurs axes sur lesquels on peut travailler immédiatement. Enfin que ESB peut immédiatement s'y atteler : chauffage à distance, biogaz, photovoltaïque.
Sur la circulation rien de tel, comment va-t-on enclencher le retropédalage des moyens de transport individuels motorisés. Et que devient l'A5 dans tout cela ? La Ville ne peut, avec ce règlement que s'opposer énergiquement à cette bretelle autoroutière.

Le Conseil de Ville a accepté à une large majorité le règlement. Mais que va-t-il se passer lorsqu'il s'agira de décider de diminuer les places de parc pour végétaliser ces espaces, d'augmenter la surface routière dédié au vélo, d'augmenter les crédits de construction afin d'y intégrer des mesures de protection du climat, de voter des crédits spéciaux pour réaliser concrètement la stratégie de protection du climat, d'augmenter le personnel de l'administration afin qu'il puisse suivre les travaux ou encore d'imposer des normes environnementales aux investisseurs, comme à AggloLac !

Le pas suivant concerne la biodiversité, elle est l'autre jambe sur laquelle la ville doit avancer !

La stratégie est là, elle est cohérente, sérieuse et donne des impulsions. Mais ce qui sera déterminant c'est sa mise en œuvre. Et pour cette mise en œuvre, c'est le Conseil de ville qui en portera la responsabilité. C'est lui qui donnera les moyens aux différents acteurs de l'administration d'aller de l'avant. Toutes ses composantes devront accepter que l'ère de la voiture à tout-va c'est terminé, que chacun ne fait pas tout ce qu'il veut et que chacun et chacune est responsable pour les autres et pour la génération suivante.

Il reste un Hic ! Tous reconnaissent que la neutralité d'ici 2050, c'est trop tard, si l'on croit les scientifiques. Il faudra donc que la société civile poursuive ses pressions, afin d'activer le mouvement.

Kommentar

Fehlende Ambitionen für Klimareglement im Stadtrat

Nina Schlup

Eigentlich eine gute Sache, das neue Bieler Klimareglement. Es hat klare Fristen, die Finanzierung ist geregelt, die Sozialverträglichkeit wird erwähnt, und in einigen Punkten geht es sogar über die dazugehörige Motion hinaus. Die Stadtverwaltung soll schon bis 2040 klimaneutral werden. Nur leider wurde diese Motion schon vor 2 Jahren ausgearbeitet. Und seit dann haben sich die wissenschaftlichen Fakten etwas geändert. Um nicht an einen sogenannten «Tipping Point» zu stossen, einen Punkt, der so katastrophale Kettenreaktionen auslöst, dass wir die Folgen nicht einmal ansatzweise berechnen können, und es unmöglich sein wird diese Reaktionen rückgängig zu machen, müssen wir mittlerweile netto Null bis 2030 erreichen und nicht erst bis 2050. Mit anderen Worten müssen wir also bis 2030 klimaneutral werden, wenn wir nicht wollen, dass unser Klima anfängt sich selbst immer weiter aufzuheizen und somit unsere ganze Lebens- und Zivilisationsgrundlage zerstört.

Auf dem Weg zur Klimamahnwache anlässlich der Stadtratssitzung vom 20. August 2020.

Die logische Reaktion auf diese neuen Erkenntnisse wäre doch nun, dass wir alles daran setzten, netto Null bis 2030 zu erreichen und diese Katastrophe zu verhindern. Aber nein, der Bieler Stadtrat sieht dies anders. Der Vorschlag der JUSO, netto Null bis 2030 (anstatt bis 2050), wird als ‘unrealistisch’ angesehen und deshalb abgelehnt. Auch ein Vorschlag der SP/JUSO/Grüne 2050 als allerspätestes Ziel anzusehen und alle 5 Jahre zu untersuchen, ob es nicht möglich sei dieses Ziel nach Vorne zu verschieben, wird von einer knappen Mehrheit abgelehnt.
Es kann doch nicht sein, dass wir Politiker*innen haben, welche in Sachen Krisenprävention immer noch auf das Minimum setzen und denen ehrgeizige Ziele einfach zu anstrengend sind, um es überhaupt zu versuchen. Mit so einer Einstellung werden wir die Krise nicht überwinden.

Als Fazit kann man also sagen, dass die Bau- und Energiedirektion der Stadt Biel, welche dieses Klimareglement erarbeitet hat, gute Arbeit gemacht hat; Die Verantwortlichen haben die Punkte der Motion fast ausschliesslich auf eine sinnvolle Weise umgesetzt und sind an einigen Stellen noch weiter als die Motion gegangen. Leider hat der Stadtrat nicht gleich gute Arbeit gemacht. Obwohl er die Möglichkeit gehabt hätte, das Klimareglement dem aktuellen Wissensstand anzupassen und somit zu verschärfen hat er es versäumt und sich lieber in der Minimalpolitik zurückgelehnt als sich und der Stadt Biel ein ehrgeiziges, aber nötiges Ziel zu setzen.

Doch leider kann die Stadt Biel die Klimakrise nicht allein lösen. Egal wie gut unser neues Klimareglement ist, oder auch nicht ist, viele wichtige Entscheide und Gesetze liegen nicht in der Kompetenz der Stadt, sondern müssen auf Kantons- oder Bundesebene beschlossen werden. Dies soll jedoch keinesfalls eine Ausrede für die Bieler Politiker*innen sein, um auf der städtischen Ebene nichts zu machen; im Gegenteil, es soll uns alle motivieren, in unseren politischen und auch persönlichen Entscheiden in allen Grössenordnungen ans Klima zu denken und uns ehrgeizige Ziele zu setzen. Denn es gibt überall etwas, was verändert werden kann und soll, und nur wenn wir überall und ambitioniert handeln, haben wir eine Chance diese Krise zu verhindern und unseren Kindern eine bessere und sauberere Welt zu hinterlassen!

Nina Schlup, 18 Jahre, Maturandin, JUSO-Mitglied, Klimastreikende

Fotos: Andreas Bachmann

Bilan positif après 12 ans au Conseil municipal

Une réalisation importante : le Parc de la Suze.

Première femme verte élue à l'exécutif biennois, première femme restée 12 ans dans le costume, Barbara Schwickert a marqué la politique environnementale de Bienne. Quel bilan tire-t-elle de son action ?

———
Claire Magnin
———

Question : tu es restée 12 ans au Conseil municipal. Quels ont été, pour toi, tes réalisations les plus importantes ?

Barbara Schwickert : d'abord la stratégie climatique et son règlement. Nous avons maintenant un cadre qui est aussi un défi pour le futur. Pendant ces 12 ans, d'énormes changements ont eu lieu. A mon arrivée, la question de l'énergie sortait à peine du moyen-âge. La sortie de ESB du nucléaire, ce qui était quelque chose de très important pour moi, car jeune j'étais engagée contre le nucléaire, la stratégie de la chaleur, sortir du gaz naturel, toutes ces décisions ont préparé la stratégie climatique actuelle. Nous avons investi beaucoup d'argent et il est clair que j'ai pu influencer cette orientation. Un autre projet important pour moi a été le Parc de la Suze. C'était un grand projet qui réunit différents aspects qui me sont chers : le vélo, les piétons, réunir le centre-ville, Mâche, Boujean et la Champage, C'est un projet phare pour la biodiversité, la renaturation de la Suze, qui était enfermée dans un corset. Les poissons sont à nouveau là et nous avons pu développer de petits projets, des prairies pour les papillons, les abeilles, etc.

Question : et quels sont les projets que tu n'as pas pu mener à bien ?

Barbara Schwickert : la Place du Marché Neuf est le projet que je n'ai pas pu mener à bien. Cette place est actuellement « moche ». Mais il sera possible de réfléchir à un autre projet dans les années à venir. Certaines réalisations prennent beaucoup de temps. S'ajoute le prix et nous n'avons pas toujours l'argent. Il y a des oppositions ce qui rallonge encore les délais. Il faut aussi avoir des petits projets, qui peuvent être réalisés assez rapidement comme dernièrement les livres libre-service dans le parc de la ville et réalisé avec les habitants. Il faut se rendre compte que pour les grands projets, la Ville c'est comme piloter un transatlantique. On pense aujourd'hui autrement qu'il y a 12 ans.

Questions : et quels sont les projets qui ne sont pas terminés, mais que voudrais voir terminés par ton ou ta successeur/euse ?

Barbara Schwickert : mettre en œuvre la stratégie climatique, c'est primordial. A l'avenir il faudra que le Conseil de Ville approuve les mesures concrètes qui lui seront présentées, telles que la suppression des places de parc ou des rénovations plus onéreuses des écoles, etc. Et surtout poursuivre les projets de chaleur à distance. ESB devra beaucoup investir et il faut lui donner cette possibilité.

Question : tu as été la première femme verte au conseil municipal, comment as-tu vécu cette première, quelles ont été les difficultés, mais aussi les avantages ?

Barbara Schwickert : j'étais il est vrai la première femme verte, mais seulement la 3ème femme. Et j'ai été en fonction pendant une plus longue période, par rapport aux deux autres conseillères municipales. Après les premiers 4 ans de fonction, Silvia Steidle est arrivée, nous étions deux femmes et c'était bien de n'être plus la seule femme. Être la seule femme est un peu étrange, comme être le ou la seul.e romand.e, je m'imagine. Mais je dois dire que dès le début j'ai été bien acceptée au Conseil municipal mais aussi dans ma Direction, d'abord à la sécurité puis aux travaux publics, où il y a beaucoup plus d'hommes que de femmes. Mais il y a toujours eu du respect et j'ai pu travailler. Cela dépend aussi de la manière dont on dirige le département. Je n'ai jamais eu peur, j'ai ma place indépendamment d'être une femme ou un homme, je suis la directrice et c'est ma place. Je me suis sentie à l'aise et recevoir des retours positifs le permet aussi. J'ai toujours été prise au sérieux, j'avais aussi des partenaires en face de moi. Pour Bienne, c'est aussi un défi d'avoir ces différentes composantes représentées au Conseil municipal. Les Verts durant ces 12 ans ont pris de l'importance. Et c'est pour moi important qu'ils y soient représentés. Et il y a aussi à Bienne le double défi des langues et des sexes. Ainsi il est important de rester à 5 conseillers municipaux, car cela permet de mieux équilibrer les différentes composantes.

Foto: Andreas Bachmann

Morgen lebst du anders

Dass das westliche Gesellschaftsmodell in seiner aktuellen Ausprägung nicht zukunftsfähig ist, ist inzwischen breiter politischer Konsens. Doch darüber, wie eine zukunftsfähige Gesellschaft aussehen soll und wie diese zu realisieren ist, wird weiterhin heftig gestritten. Der Autor schlägt vor, sich für den notwendigen gesellschaftlichen Wandel an zwei ganz konkreten Kriterien zu orientieren und sich praktisch handelnd auf den Weg zu machen - fossilfrei und ressourcenneutral.

———
Lukas Weiss
———

Einer der Grundsätze der Wirtschaftslehre lautet, dass man vom erwirtschafteten Ertrag und nicht von der Grundsubstanz, also dem Grundkapital seines Unternehmens leben sollte. Spätestens seit den 1970er-Jahren und den Ölkrisen wissen wir, dass die fossilen Energien, mit denen wir unsere Gesellschaft befeuern, endlich sind. Das, was wir in unseren Motoren, Heizungen, Industrien und Müllverwertungsanlagen tagtäglich verbrennen, erneuert sich nicht. Es ist weg, verbraucht. Statt vom nachwachsenden Ertrag leben wir vom Grundkapital unseres Planeten, unserem Grundkapital.

Müllkippe

Jeder Liter Erdöl, Benzin, Gas, jedes Kilo Braun- oder Steinkohle, grundsätzlich jedes Kilo Rohstoff, das wir dem Erdmantel entreissen und letztlich verbrennen, ist für die Zukunft verloren – dauerhaft verloren, zerstört. Das ist das Gegenteil von nachhaltig. Und nicht nur was wir verbrennen, belastet die Luft und indirekt unsere Böden und unsere Gewässer: Seien es Mikroplastik, synthetische oder andere chemische Giftstoffe, unsere Welt ist von Pol zu Pol, von den höchsten Gipfeln bis hinunter in die Tiefsee zu einer gigantischen Müllhalde für Mi-

«Unmöglich ist, so weiterzumachen wie bisher. Wir schaufeln damit der Menschheit ihr eigenes Grab. Es geht hier nicht um Naturschutz, es geht um uns, uns Menschen, unsere Nachkommen, unsere Kinder. »

kropartikel geworden, die sich nicht zuletzt auch in unseren Körpern anreichern.

Nachhaltig ist, was nachwächst, sich erholt, regeneriert, sich auf natürliche Weise, d.h. ohne den Verbrauch fossiler Energie erneuert. Wald, der nachwächst, ein Wasserreservoir, das sich auf natürliche Weise wieder füllt. Ein Mensch, der direkt und indirekt keine fossile Energie verbraucht.
Dies bedingt eine Mobilität, die ohne fossile Energien funktioniert, Häuser, die ohne fossile Energie auskommen, Nahrung, die ohne fossile Energie hergestellt und konsumiert wird, die Umstellung unserer gesamten industriellen Herstellungsprozesse auf eine fossilfreie Produktion. Dies bedeutet nichts weniger als eine gigantische gesellschaftliche Transformation: die Neuerfindung einer fossilfreien und ressourcenneutralen Weltgemeinschaft.

Anders und besser

Unmöglich? Unmöglich ist, so weiterzumachen wie bisher. Wir schaufeln damit der Menschheit ihr eigenes Grab. Es geht hier nicht um Naturschutz, es geht um uns, uns Menschen, unsere Nachkommen, unsere Kinder. Unser Widerstand gegen die Erkenntnis, dass dem Menschen auf einem begrenzten Planeten Grenzen gesetzt sind, ist verständlich, aber zwecklos. Wir können die seit den 1990er-Jahren hinlänglich bekannten Tatsachen zum Klimawandel leugnen, dies wird uns aber nicht retten. Im Gegenteil, weitermachen wie bisher ist zutiefst egoistisch und wird uns nur noch viel weiter in die Bredouille führen. Das Hauptproblem, das wir haben, ist Angst: die Angst vor dem Wandel, die Angst, Privilegien zu verlieren, auf einen Teil unseres Wohlstandes, auf weiteres Wachstum verzichten zu müssen und weniger konsumieren zu können.

Dabei könnte Vieles anders und besser sein, gemeinschaftlicher, solidarischer, fair und eben auch fossilfrei und ressourcenneutral. Die Transition-Bewegung und zahlreiche andere Gemeinschaften haben sich weltweit bereits auf den Weg gemacht, und täglich entstehen neue, den jeweiligen regionalen Bedürfnissen angepasste Lösungen. Harald Welzer und Bernd Sommer schreiben in ihrem 2017 erschienenen Buch zum Thema Transformationsdesign: «Verändern werden sich unsere Gesellschaften vor dem Hintergrund ihres nicht nachhaltigen Stoffwechsels mit der aussermenschlichen Natur auf jeden Fall; die Frage ist nur, ob by design oder by disaster». Ich bin für «by design», hier, bei uns und jetzt.

Lukas Weiss ist Umwelt-Erwachsenenbildner und Absolvent eines Masterstudiums für gesellschaftliche Transformation. Er ist Vorstandsmitglied der Vision 2035 und der Grünen Seeland, sowie Leiter der Zukunftswerkstatt und Mitglied des Gemeinderates von Täuffelen-Gerolfingen. www.lukasweiss.ch

Wer hilft mit, Perspektiven und konkrete Projekte für eine fossilfreie und ressourcenneutrale Region Biel- Bienne-Seeland zu entwickeln? Kontakt zur Arbeitsgruppe und weitere Informationen: info@lukasweiss.ch / 079 279 96 65

Vortrag und Werkstatt

Lukas Weiss zur Frage nach der konkreten Ausgestaltung einer zukunftsfähigen Gesellschaft

Mittwoch, 27. Januar 2021
18:00 - ca. 21:30 Uhr
Farelsaal, Biel Bienne

Anzeigen

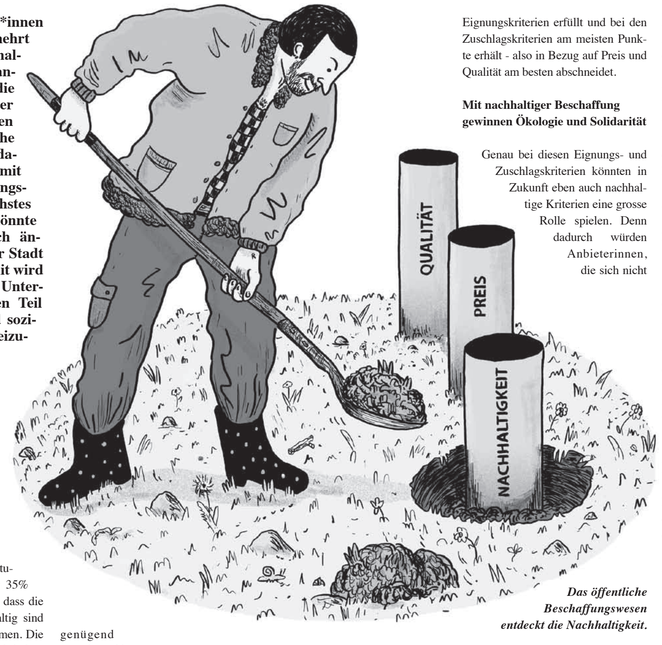
PHÉNIX
COOPERATIVE
GENOSSENSCHAFTSLADEN
Biologische Lebensmittel und Naturkosmetik
Bahnhofstr.4, Rue de la gare 4, 2502 Biel/Bienne
Mo/Lu- Fr/Ve 8.00-19.00, Sa 8.00-16.00
info@phoenixbioladen.ch
032 323 22 62

Optez pour des imprimés climatiquement neutres
Setzen Sie auf klimaneutrale Drucksachen
Pour de plus amples informations appelez le **032 344 29 29** ou **www.ediprim.ch**
Für weitere Informationen rufen Sie uns unter **032 344 29 29** oder **www.ediprim.ch**
15 rue Fritz-Oppliger 15
Fritz-Oppligerstrasse 15
info@ediprim.ch
2501 Biel/Bienne
ediprim
myclimate shape our future
FSC

Wie der Staat ab 2021 auf Shoppingtour geht

Während Schweizer*innen beim Konsum vermehrt auf ökologische Nachhaltigkeit und fairen Handel achten, fristet die Nachhaltigkeit bei der Vergabe von Aufträgen durch die öffentliche Hand ein Schattendasein. Noch. Denn mit dem neuen Beschaffungsgesetz, welches nächstes Jahr in Kraft tritt, könnte sich dies nun endlich ändern. Und auch in der Stadt Biel tut sich was. Damit wird auch der Druck auf Unternehmen steigen, ihren Teil zur ökologischen und sozialen Nachhaltigkeit beizutragen.

———
Manuel Schüpbach
———



Das öffentliche Beschaffungswesen entdeckt die Nachhaltigkeit.

Die Schweizer Bevölkerung setzt beim Kauf von Produkten des täglichen Bedarfs vermehrt auf ökologische und soziale Nachhaltigkeit. So achten gemäss einer im April 2020 veröffentlichten Studie der Hochschule Luzern 35% der Befragten häufig darauf, dass die Produkte ökologisch nachhaltig sind und aus fairem Handel stammen. Die Corona-Krise tut diesem Verhalten keinen Abbruch, sondern verstärkt es sogar. Die Nachfrage bestimmt bekanntermassen das Angebot. Und so beeinflusst das Kaufverhalten natürlich auch die Produzent*innen und Detailhändler*innen, was wiederum dazu führt, dass das Sortiment in unseren Supermärkten stetig nachhaltiger wird.

Die öffentliche Hand setzt noch kaum auf nachhaltige Kriterien

Wenn wir nun aber den Blick weg von den Konsument*innen und hin zur öffentlichen Hand wenden, so ergibt sich dort ein anderes Bild. Die öffentliche Hand – bestehend aus Bund, Kantonen und Gemeinden – beschafft jährlich Produkte und Dienstleistungen im Rahmen von 40 Milliarden Franken, was den durchschnittlichen Konsumausgaben von nahezu einem Viertel aller Schweizer Haushalte entspricht. Darunter fallen Bauarbeiten, Gärtner*innenarbeiten, Beratungsleistungen, Büromöbel, Handys, neue Kampfjets und so makaber es tönen mag – auch Ratten und Schweine zu Forschungszwecken. Summa summarum also alles was nicht selbst erbracht bzw. produziert werden kann und daher eingekauft werden muss.
Doch die öffentliche Hand tut sich aktuell noch sehr schwer damit, bei der Vergabe von Aufträgen auf nachhaltige Kriterien zu setzen – und dies, obwohl die nachhaltige Entwicklung als Staatsziel in der Bundesverfassung festgeschrieben ist:

«Nachhaltige Entwicklung ist eine Entwicklung, die die Bedürfnisse der Gegenwart befriedigt, ohne zu riskieren, dass künftige Generationen ihre eigenen Bedürfnisse nicht befriedigen können»
Auszug aus dem Brundtland-Bericht der Weltkommission für Umwelt und Entwicklung der Vereinten Nationen

Die einzigen nachhaltigen Kriterien, auf welche die öffentliche Hand bei der Vergabe von Aufträgen zwingend achten muss, sind, ob Unternehmen die Lohngleichheit zwischen Frau und Mann, sowie die Arbeitsbedingungen und Arbeitsschutzbestimmungen einhalten. Als Arbeitsbedingungen gelten die Gesamtarbeitsverträge und die Normalarbeitsverträge und, wo diese fehlen, die tatsächlichen orts- und berufsüblichen Arbeitsbedingungen. Dies ist natürlich bei weitem nicht genügend um dem Verfassungsauftrag gerecht zu werden und insbesondere auch im Hinblick auf die Umsetzung des Pariser Klimaabkommens absolut unzureichend.
Doch es tut sich was: Im Juni 2019 wurde das revidierte Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) verabschiedet, welches am 1. Januar 2021 in Kraft treten wird und weitaus grösseren Spielraum für nachhaltige Beschaffungen bietet. Der Kanton Bern plant seine Gesetze und Verordnungen bis im Herbst 2021 auf das neue Bundesgesetz anzupassen und auch in der Stadt Biel wurden wichtige Schritte eingeleitet: Mit dem Klimaschutzreglement, welches im September 2020 verabschiedet wurde, setzt sich die Stadt Biel das Ziel, das Pariser Klimaabkommen auf Gemeindegebiet umzusetzen und bis 2050 klimaneutral zu werden. Nebst dem Klimaschutzreglement wurden durch die neu gewählte Gemeinderätin Lena Frank bereits im August 2020 zwei darauf aufbauende Vorstösse zur nachhaltigen Beschaffung im Bieler Stadtrat eingereicht. Mit diesen fordert sie den Gemeinderat auf, das Beschaffungswesen der Stadt an das Klimaschutzreglement anzupassen und nachhaltige Kriterien in der Beschaffung konsequent zu verfolgen.

Das öffentliche Beschaffungsrecht kurz erklärt

Bund, Kantone und Gemeinden sowie auch von der öffentlichen Hand beherrschte Unternehmen wie beispielsweise die SBB und die Swisscom, aber auch der Flughafen Zürich und die Bieler CTS Group unterstehen alle dem öffentlichen Beschaffungsrecht. Dieses basiert auf einem Übereinkommen der Welthandelsorganisation (WTO) und sieht vor, dass der Einkauf von Produkten und Dienstleistungen nach bestimmten Vorgaben durchgeführt wird. Ziel dieser Vorgaben ist primär die Stärkung des Wettbewerbs unter den Anbieterinnen, die Förderung des wirtschaftlichen Einsatzes der öffentlichen Mittel, sowie die Verhinderung von Korruption. Doch wie sehen diese Vorgaben konkret aus?

Bei einer öffentlichen Beschaffung gibt es verschiedene Verfahren, einen Auftrag zu vergeben. Grundsätzlich gilt: Je höher die erwarteten Kosten der Beschaffung, desto strenger und komplexer das Verfahren:

- **Offenes & Selektives Verfahren:** Der Auftrag wird öffentlich publiziert und ist uneingeschränkt einsehbar. Jede Anbieterin, die gewisse Kriterien erfüllt, kann beim offenen Verfahren eine Offerte einreichen. Beim selektiven Verfahren erfolgt eine Vorauswahl.

- **Einladungsverfahren:** Der Auftrag muss nicht öffentlich publiziert werden, jedoch müssen mindestens drei Anbieterinnen direkt angefragt werden, eine Offerte einzureichen.

- **Freihändige Vergabe:** Der Auftrag kann direkt an eine Anbieterin vergeben werden. Es handelt sich dabei jedoch um eine Ausnahme, welche begründet werden muss (oft aufgrund unbedeutender Kosten).

Insbesondere beim offenen und selektiven Verfahren müssen klare Kriterien definiert werden, die für die Auswahl der Anbieterin entscheidend sind. Dabei unterscheidet man zwischen Eignungskriterien, welche die Anbieterin zwingend einzuhalten hat und Zuschlagskriterien, für welche die Anbieterin entsprechende Punkte erhält. Ein wichtiges Zuschlagskriterium ist neben Qualität insbesondere der Preis, welcher meist eines der wichtigsten Kriterien darstellt.

Nehmen wir einmal an, eine Stadt will ihre Mitarbeitenden mit neuen Laptops ausstatten. Sie möchte, dass diese Laptops über mindestens 1000Gbyte Speicherplatz verfügen, und sicherlich mit WLAN und einer Webcam ausgestattet sind. Ihr ist auch wichtig, dass die Anbieterin zwingend die Laptops innerhalb einer gewünschten Frist liefern kann und sie während der nächsten fünf Jahre bei Problemen mit den Laptops unterstützt. Dies sind klassische Eignungskriterien. Und dann gibt es auch noch Punkte, welche nicht zwingend einzuhalten, aber doch wünschenswert sind: Zum Beispiel, dass die Anbieterin kurzfristig Ersatzlaptops liefern kann und man mit ihr nicht nur auf Deutsch, sondern auch Französisch kommunizieren kann. Diese definiert die Stadt – nebst dem Preis - als Zuschlagskriterien, welche gewichtet und bewertet werden.

Der Auftrag für die Laptops wird an jene Anbieterin vergeben, welche alle Eignungskriterien erfüllt und bei den Zuschlagskriterien am meisten Punkte erhält - also in Bezug auf Preis und Qualität am besten abschneidet.

Mit nachhaltiger Beschaffung gewinnen Ökologie und Solidarität

Genau bei diesen Eignungs- und Zuschlagskriterien könnten in Zukunft eben auch nachhaltige Kriterien eine grosse Rolle spielen. Denn dadurch würden Anbieterinnen, die sich nicht an minimale Standards halten, ohne weiteres ausgeschlossen. Anbieterinnen welche jedoch Bestrebungen im Bereich der Nachhaltigkeit verfolgen, würden klar bevorzugt (siehe Infokasten).

Damit wird auch der Druck auf Unternehmen erhöht, welche von der öffentlichen Hand Aufträge erhalten wollen: Um überhaupt noch für einen Auftrag in Frage kommen zu können, müssen sie gewisse nachhaltige Mindeststandards einhalten. Und um gegenüber der Konkurrenz zu punkten, sind weitere Bestrebungen punkto Nachhaltigkeit oder Preisreduktionen notwendig. In beiden Fällen gewinnen Ökologie und Solidarität. Denn bei Kosteneinsparungen könnten die damit gewonnenen finanziellen Mittel verwendet werden um eigene Massnahmen im Klimaschutz oder im Sozialbereich zu verstärken.

Kritiker*innen, welche eine restriktive Finanzpolitik verfolgen, mögen entgegnen, dass nachhaltige Beschaffungen zu teureren Preisen führen und die öffentliche Hand dadurch zusätzlich belastet wird. Doch eine gemeinsame Studie des Schweizer Forschungs- und Beratungsunternehmen INFRAS mit der Umweltschutzvereinigung PUSCH hat ergeben, dass in 60% der Fälle nachhaltige Produkte und Dienstleistungen sogar günstiger sind als der Standard. Andere wiederum werden sich Sorgen darüber machen, ob die Preisreduktionen, die nicht-nachhaltige Unternehmen gewähren müssen um für Aufträge künftig berücksichtigt zu werden, nicht auf die Arbeitnehmer*innen abgewälzt werden. Diese Angst ist nicht unberechtigt – es handelt sich dabei aber um ein grundsätzliches Problem, das unabhängig der nachhaltigen Beschaffung bereits heute besteht. Zwar dürfen wie bereits eingangs erwähnt bei Aufträgen der öffentlichen Hand nur Anbieterinnen berücksichtigt werden, welche mindestens die orts- und berufsüblichen Arbeitsbedingungen und somit die entsprechenden Löhne einhalten. Doch fehlen gemäss Aussagen der Gewerkschaft Unia die notwendigen Kontrollmechanismen um diese tatsächlich auch durchzusetzen. Durch erhöhte Transparenz, welche beispielsweise mittels ISAB, einem von Arbeitgeber- und Arbeitnehmerseite getragenen Informationssystem, hergestellt wird, kommen nun aber erste wirksame Instrumente zum Einsatz. Unterstützt werden diese Instrumente durch eine öffentlich einsehbare Schwarze Liste, welche mit dem neuen Beschaffungsgesetz eingeführt wird. Fehlbare Anbieterinnen, welche auf dieser schwarzen Liste landen, können während bis zu fünf Jahren von Aufträgen der öffentlichen Hand ausgeschlossen werden.

Nun gilt es die Weichen zu stellen

Mit dem neuen Beschaffungsgesetz wird zwar die Basis dafür geschaffen, dass bei öffentlichen Beschaffungen nun auch stärker auf Kriterien der sozialen und ökologischen Nachhaltigkeit gesetzt werden kann. Doch mit dem neuen Gesetz ist dies noch längst nicht getan. Es braucht Bestrebungen auf allen Staatsebenen – Bund, Kantone und Gemeinden - damit Beschaffungen künftig tatsächlich nachhaltig erfolgen.
Die Stadt Biel kann dabei mit gutem Beispiel vorangehen und eine Vorreiterinnenrolle übernehmen. Dabei nimmt der Stadtrat eine wichtige Rolle ein: Es liegt an ihm im kommenden Frühling die Weichen für nachhaltige Beschaffungen zu stellen und die beiden Vorstösse von Lena Frank zu verabschieden. So kann auch die Stadt Biel sicherstellen, dass die von ihr beauftragten Unternehmen ihren Teil zur ökologischen und sozialen Nachhaltigkeit beitragen.

Manuel Schüpbach ist 34-jährig, in Biel/Bienne wohnhaft und Mitinhaber einer schweizweit tätigen Unternehmensberatung. Er begleitet Bundesämter sowie bundesnahe Betriebe bei der Durchführung von Beschaffungen und unterstützt Start-Ups bei der Teilnahme an Ausschreibungen.

Illustration: Tobias Aeschbacher (Hyperraum)

Beispiele nachhaltiger Beschaffungskriterien

Entsorgung / Recycling: Der Anbieter verfügt über ein Entsorgungs- und Recyclingkonzept, welches eine hohe Wiederverwertbarkeit von Materialien sowie eine wirtschaftliche Entsorgung oder Aufbereitung verfolgt.

Arbeitsplätze für berufliche und soziale Integration: Der Anbieter verfügt aktuell oder bei Vertragsbeginn über integrative Arbeitsplätze.

Geringe Auslieferungsstrecke für die Mahlzeiten: Der Anbieter verfügt über Mahlzeiten-Produktionsstätten, welche möglichst kurze Strecken für die Auslieferung der Mahlzeiten in die Tagesschulstandorte der Stadt A bewirken.

Klimaneutralität: Der Anbieter verfolgt Bestrebungen, um bei seiner gesamten Tätigkeit die Klimaneutralität zu fördern oder zu kompensieren und erneuerbare Energien einzusetzen.

Qualität der eingesetzten Lebensmittel: Der Anbieter setzt auf eine hohe ökologische Erzeugung seiner eingesetzten Produkte. (in Verbindung mit Label- und Zertifikatsrating von labelinfo.ch)

Quelle: Dr. iur. Pandora Kunz-Notter; lic.rer.pol. Marc Bergmann: «Änderungen im neuen Beschaffungsgesetz» vom 18. Juni 2020: Universität Bern

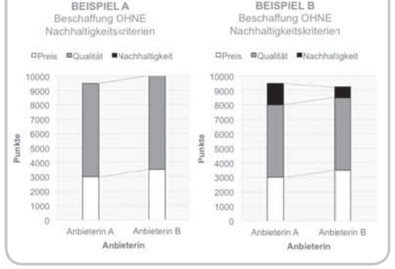
Beispiel einer Beschaffung OHNE und MIT Nachhaltigkeitskriterien

Für eine Ausschreibung verlangt Anbieterin A für den Auftrag einen Preis von CHF 1 Mio., während Anbieterin B einen Preis von CHF 925‘000 verlangt. Beide Anbieterinnen sind qualitativ gleichwertig und erfüllen die minimal zu erfüllenden Eignungskriterien. Anbieterin A achtet jedoch stärker auf Nachhaltigkeit als Anbieterin B.

• In Beispiel A, in welchem der Preis mit 35% und die Qualität mit 65% gewichtet wird, gewinnt Anbieterin B aufgrund des geringeren Preises.

• In Beispiel B jedoch, bei welchem die Qualität nur noch mit 50% gewichtet wird und dafür die Nachhaltigkeit mit einer Gewichtung von 15% berücksichtigt wird, gewinnt Anbieterin A, da sie alle geforderten Zuschlagskriterien in Bezug auf Nachhaltigkeit erfüllt, während dies bei Anbieterin B nur teilweise der Fall ist.

• Anbieterin B könnte die Ausschreibung in Beispiel B jedoch weiterhin für sich gewinnen, wenn sie anstelle von CHF 925‘000.- neu CHF 886‘000.- verlangen würde.



«Ich bringe auf jeden Fall Leben ins Haus»

Der ORT hinter dem Neumarkt-Migros wird noch von sich Reden machen. Denn Christine Walser, die ihn soeben initiiert hat, will hier viele Leute zusammenbringen, Themen lancieren, Projekte vernetzen. Sie selbst sieht sich als fleissige Biene und Vernetzerin. Vision 2035 hat sie zum Gespräch getroffen.

— — — — —
Janosch Szabo
— — — — —

Guten Morgen. Es ist kurz nach 8 Uhr. In deinem bisherigen Berufsleben in der Schule würde jetzt der Unterricht beginnen. Was ist das für ein Gefühl, stattdessen hier in den Räumen deines eigenen Projekts zu sein?

Es fühlt sich gut an und vor allem ganz frei. Ich kann mir den Tag selbst einteilen. Normalerweise bin ich erst so ab 9 Uhr hier, nehme es gemütlich am Morgen und arbeite dafür am Abend länger. Es gibt aber auch Ähnlichkeiten mit dem Job als Lehrperson im Zyklus eins. Auch hier gestalte ich und Menschen kommen. Sobald ich im Parterre bin und man mich durchs Schaufenster sieht, geht es los. Gestern zum Beispiel: zuerst eine Arbeitskollegin mit ihrem Sohn, dann ein Mann, der anbot, mir als Elektriker zu helfen. Mit zweien von der Äss-Bar hatte ich eine Besprechung abgemacht. Später trat eine pensionierte Frau ein und schüttet mir ihr Herz aus. Es folgten Christoph Walther, der den gesegelten Kaffe vorbeibrachte, und schliesslich eine Frau, die mir zeigen wollte, was sie aus Restposten und Abfällen von

Ein Tisch für die Vernetzung: Zum Beispiel bei einem PikNik am Mittag

Blumenläden kreiert. So geht das hier und ich höre ganz viel zu. Das tu ich sehr gerne. Es ist ein Querschnitt von Biel, der hier vorbeikommt. Genau so hatte ich mir das vorgestellt.

Was ist das nun hier eigentlich, der ORT?

Ich nenne es Vernetzungs- und Verbindungsort. Ein Ort, an dem ich ganz unterschiedliche Menschen zusammen bringen will. Biel ist extrem bunt, aber viele Leute bewegen sich in ihren Blasen. Diese Blasen «wot ig ga güfele». Denn ich bin der Überzeugung, dass die Gesellschaft nur widerstandsfähig ist, wenn sie in ihrer Diversität wahrgenommen wird und aus dieser heraus auch agiert. Es braucht ganz

«Biel ist extrem bunt, aber viele Leute bewegen sich in ihren Blasen.»

viele Verschiedene, wie in der Natur. Jeder Mensch hat etwas sehr Wertvolles in sich und kann etwas beitragen zum Ganzen. Hier sollen sie zusammen an einem Tisch reden und dann zusammen in Handlung kommen. So entsteht Gemeinschaft.

Also reden einerseits und machen andererseits

Ja. Alles, was wir Menschen erschaffen haben, war zuerst in einem Kopf. Dort beginnt es also, von dort muss es raus. Dafür beabsichtige ich, den FantasTISCH zu lancieren, eine Art Forum, um Bedürfnisse und Ideen zur Sprachen zu bringen und gemeinsam Lösungen dafür zu suchen. Es gibt viele brennende Themen wie lokale Währung, Gestaltung des öffentlichen Raums, Mobilität, Freiräume für Kinder und Erwachsene, oder Umgang mit Konflikten. Ich will je nach Thema auch gezielt Experten einladen, Vertreterinnen aus der Politik, Repräsentanten der Transitionbewegung, ebenso wie Leute hier vom ORT, die mit dem Thema in Berührung sind. Sie alle sollen miteinander fantasieren, reden, diskutieren. Gerade Ersteres ist wichtig; aber wir haben sie verloren, die Imagination. «Wie wärs wenns schon wär?» Da können wir viel von den Kindern lernen, die in ihrer Fantasiewelt Stundenlang Geschichten erfinden können, und dann ists wie es ist.

Gastgeberin am ORT: Christine Walser hat einen grossen persönlichen Schritt gewagt.

probiert, und fühlte mich doch in meinem Berufsleben nie ganz ausgefüllt. Vor zweieinhalb Jahren dann kam ich durch einen Workshop zum Thema alternative Wohnformen mit Martin Albisetti in Kontakt und erfuhr von seiner Schule für Gestaltung re:format, wo die zentrale Frage lautet «Lebst du dein Talent?». Das hat mich interessiert. Irgendeinmal hab ich mir gesagt: jetzt gehst du hin, und dann bin ich sofort in den Lehrgang eingestiegen und alle zwei Wochen zu ihm gegangen. Er hat immer die passenden Fragen gestellt. Bald hatte ich einen solchen Ort im Zentrum der Stadt im Kopf. Aber ich sträubte mich dagegen, hatte Angst und Zweifel, den grossen Schritt zu wagen. Dann, an einem Abend im letzten Herbst wurde mir plötzlich klar, dass ich wirklich einen Strich ziehen muss, um mir den Rückweg abzuschneiden. Ich hatte mich schon für eine halbjährige Weiterbildung angemeldet und im Kindergarten rechnete für das nächste Semester sowieso niemand mit mir. Da entschied ich, kurzerhand meinen Job zu künden und die Weiterbildungskurse abzusagen. Natürlich hatte ich mit meiner Familie gesprochen, sie waren alle bereit, den Gürtel fortan etwas enger zu schnallen, schliesslich würde fast die Hälfte des Familien-Einkommens wegfallen. Was auch grad unseren Konsum vermindern würde, als positiver Nebeneffekt. Mein Mann war zudem bereit, bei seiner Arbeit wieder auf 100-Prozent aufzustocken.

Und dann also volle Fahrt voraus…

Ja, jetzt gab es kein Zurück mehr. Mit den Zweifeln war es dennoch nicht vorbei. Zum Beispiel als ich den Mietvertrag für das gefundene Lokal unterschreiben sollte. Da dachte ich: das kannst du nicht machen. Die Vermieter kamen mir zwar sehr entgegen. Dennoch: ich investiere hier all mein Erspartes und bin, wenn es nicht läuft, nach einem Jahr privat Konkurs. Wieder war es in dieser Situation Martin Albisetti, der die richtigen Fragen stellte, die mich zu mir und zum Vertrauen in meine Intuition führten. Ich habe den Schritt gewagt und unterschrieben. Und meine Vermieter haben auch Mut bewiesen, mein Konzept ist nicht 0815. Aber ich bringe ihnen auf jeden Fall Leben ins Haus, damit konnte ich sie überzeugen.

Du machst quasi ein Bienenhaus daraus. Das jedenfalls drücken deine Konzeptzeichnungen aus. Warum Bienen?

Ich habe Bienen sehr gerne, ebenso ihren Honig. Ausserdem funktioniere ich selbst, wie ich bei Martin entdeckt habe, wie eine Honigbiene. Ich liebe das Gewusel und bin ziemlich fleissig. Bienen denken ans Ganze, nicht jede für sich, auch wenn sie ganz spezifische Aufgaben haben. Sie kommunizieren ständig miteinander. Sie wissen ganz genau: eine Biene allein macht keinen Honig. Das entspricht mir und meiner Idee für diesen Ort: wenn die Leute hier gut zusammen arbeiten, dann fliesst der Honig bei allen. Ich wünsche mir ganz viele Leute, damit entstehen kann, wovon ich träume. Auch einen riesigen Bienenschwarm, von aussen unterstützenden Menschen (siehe Infobox).

Trotzdem hast du keinen Verein gegründet, sondern eine Einzelfirma.

Ja, das war ein grosser Entscheid. Aus treuhänderischer Sicht war eigentlich klar, dass das Projekt als Verein aufgegleist werden sollte. Viele Argumente sprachen dafür. Trotzdem fühlte es sich für mich nicht stimmig an. Meine Intuition sagte mir: mach es selber, als Einzelfirma. Denn als Verein wäre das Unterfangen sofort träg geworden, das entspricht der Biene nicht. Die will losfliegen, wenn die Sonne scheint.

Und was ist nun deine Rolle? Wer bist du jetzt, nachdem du bei Martin dein Talent entdeckt hast?

Ich bin an sich die Gleiche wie vorher, aber lebe mein Potential zusehends besser aus. Ich bin eine Mentorin. Ich kann gut organisieren und einfädeln, Menschen zusammenbringen. Das, was ich jetzt grad mache. Aber ich bin nicht die Person, die die Sachen umsetzt. Sobald es ums tüfteln und weiterentwickeln einer Idee geht, braucht es andere, die sich in dieser Rolle wohl fühlen. Ich setze Schwellen runter, hole Leute ins Boot, stosse an. Agieren müssen sie dann selber.

«Bienen wissen ganz genau: eine Biene allein macht keinen Honig. Das entspricht mir und meiner Idee für diesen Ort.»

Aber du bist doch auch eine kreative Macherin. Kommt dieser Teil von dir nicht zu kurz?

Keine Sorge. Ich hab ja hier alle Möglichkeiten. Ich packe handwerklich mit an und zeichne zum Beispiel alles selbst.

Reden wir noch über Biel. Du bist zugezogen. Was waren deine ersten Eindrücke dieser Stadt?

Ich war schon bevor ich herzog oft in Biel. Mein Mann arbeitete hier, wir sind seit 14 Jahren ein Paar. Aber ich habe ihm immer gesagt: vergiss es, nach Biel komme ich nicht. Ich hatte ein Bild von dieser Stadt, wie es viele Schweizer haben. Wir haben dann verschiedene Zusammenlebensformen ausprobiert, pendeln, Einfamilienhausleben in einem Dorf bei Thun, wo ich herkomme, alles war unbefriedigend. Dann meinte er: komm ich zeig dir Biel mal richtig. Und plötzlich ging alles ganz schnell. Wir fanden eine Wohnung, ich einen Job, es floss. Ich kam mit meinen Kindern, damals 8 und 10 Jahre alt, nach Biel und kaufte gleich als erstes für uns drei ein Bibliothekskärtli und ein Saisonabo fürs Strandband. In den Sommerferien entdeckten wir Biel, probierten alles aus, erweiterten Tag für Tag unser Terrain. Wir kannten niemanden. Dann ging die Schule los und es explodierte mit den sozialen Kontakten. Unsere Nachbarin gründete TerreVision mit. Wir stiegen gleich mit ein und schwupps habe ich sie im Vorstand vertreten. Ich habe sehr schnell viele Leute kennen gelernt. Dass all diese Kontakte nicht älter als 8 Jahre sind, kann ich manchmal kaum glauben.

Und die Stadt, wie gefiel sie dir nun?

Biel erinnert mich in Vielem an Brasilien, wo ich einst lebte. Man schreibt sich Ordnung und Fortschritt auf die Fahne, aber die Bevölkerung

«Als Optimistin gebe ich einfach alles, was ich habe. Hier und jetzt. Wenn man etwas will, gibt es einen Weg.»

kommt immer wieder dazwischen. Das liebe ich, auch wenn es manchmal mühsam ist. In Brasilien habe ich die Improvisation geliebt, das können die BielerInnen auch, sie gehen kreativ mit Freiräumen um. Ich liebe diese Stadt!

Du könntest auch einfach hier arbeiten, wohnen und in der Freizeit die Vorzüge von Biel geniessen, den Jura, den Wald, den See. Warum machst du das nicht?

Das frage ich mich manchmal auch. Aber hast du schon mal eine Biene gesehen, die sünnelet? Ich bin rastlos, wie diese Insekten.

Wie schaltest du ab, in diesen turbulenten Anfangszeiten deines neuen Lebens?

Manchmal gehe ich morgens früh in den Wald. Laufen in der Natur tut mir gut. Auch brauche ich Weitblick, den geniesse ich zu Hause vom Balkon aus. Aber es stimmt schon: seit ich hier Mieterin bin, mache ich kaum mehr frei. Aber es fühlt sich gut an. Es ist Lebenszeit und ich mache es leidenschaftlich. Ich sehe, was ich gemacht habe, und ich tanke im Austausch mit den Leuten.

Fotos: Jana Walser

Link zum Projekt DER ORT:
www.der-ort.ch

Link zur Schule für Gestaltung re:format:
https://www.re-format.ch

DER ORT

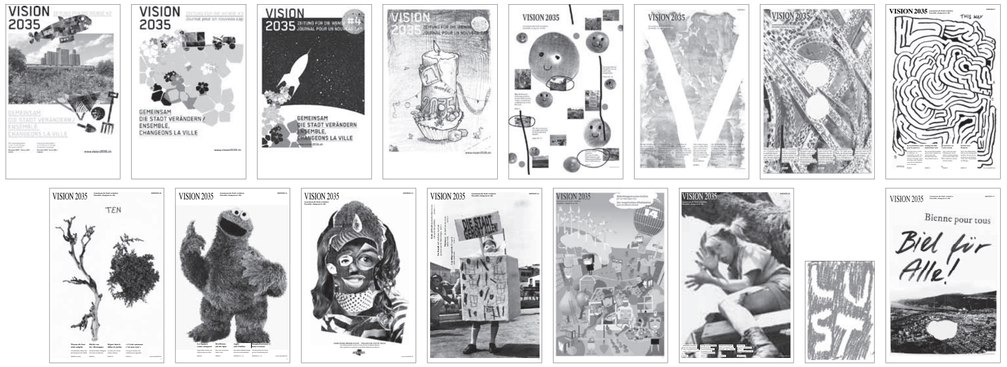
DER ORT an der Marktgasse 34 bietet ab sofort Platz für Arbeitsplätze, Sitzungen, Semi-nare usw. Interessierte melden sich bei Christine Walser unter: mail@der-ort.ch

Das ganze Konzept des Projekts kompakt erklärt in Form eines Videos:

https://youtu.be/1GIAQZQjKp4 Deutsch

https://youtu.be/qVR0-7A0ylM Français

10 Jahre Vision 2035 - es gibt noch viel zu tun



Wirtschaftskritisch, sozialökologisch initiativ und politisch engagiert hat Mathias Stalder Vieles mitgemacht und lanciert, um den gesellschaftlichen Wandel voranzutreiben. Aus diesem Engagement ist vor 10 Jahren die Vision 2035 entstanden. Im persönlichen Gespräch erzählt er, was sie ursprünglich genau war und was er sich heute zum 10-jährigen Jubiläum wünscht - für die Zeitung aber auch die ganze Transitionbewegung in Biel.

— — — — —
Lukas Weiss und Janosch Szabo
— — — — —

Für das Gespräch lädt Mathias Stalder aufs Terrain Gurzelen. Die Zwischennutzung hat hier Raum für eine Vielzahl sozialer, kultureller und ökologischer Projekte geschaffen. Mathias, der auch im Vorstand der ansässigen Kinderbaustelle ist, sagt: «Es ist einer der seltenen Orte in Biel, wo es Platz gibt und die Möglichkeit Alternativen zu erproben und sichtbar zu machen sowie neue soziale Netze zu knüpfen.» Anliegen, die auch vor 10 Jahren in den Anfängen der Vision 2035 im Vordergrund standen.

Ausgelöst durch die Finanzkrise im Jahr 2008 stellte sich der damals gerade Vater Gewordene die Frage: Was können wir tun? Was gibt es für Alternativen? Wie können wir das, was uns weggenommen wurde, unsere Freiräume, unsere Entscheidungssouveränität wieder zurückgewinnen? Auf der Strasse an Demos nur «Stop the game» skandieren, war ihm nicht mehr genug. Mathias hatte die Transitiontown-Bewegung von Rob Hopkins für sich entdeckt. Davon inspiriert, wollte er nun auch in Biel etwas in Gang setzen, Trainings anbieten, Netzwerke schaffen, über neue Formen von Geld, Vertragslandwirtschaft, und erneuerbare Energien reden. Die Vision 2035 war geboren – eine gross angelegte Veranstaltungsreihe zu den Themen Ökologie, Ökonomie und Politik im Herbst 2010, quasi als Ergänzung zum bereits bestehenden Autonomen Jugendzentrum AJZ. «Ich war der Motor und ich wollte möglichst viele Leute erreichen. Deshalb die Zeitung.» 10'000 Exemplare wurden gedruckt. Mathias schrieb im Editorial: «Die Wende kommt.» Und: «Die Veranstaltungsreihe will Denkanstösse, Argumente und noch wichtiger Handlungsmöglichkeiten aufzeigen, eine soziale und ökologische Wende hier in Biel zu erreichen.»

Aufbruchstimmung

In der zweiten Zeitung, jetzt auch mit französischen Beiträgen, Ende desselben Jahres dann eine erste Zwischenbilanz: «Die Vision wird konkret, das war das Ziel und das verfolgen wir mit vielen neuen Menschen und ich teile die bescheidene Hoffnung, dass hier eine neue Gemeinschaft entsteht, die nicht nur debattiert, den Wissensaustausch fördert sondern auch an einer praktikablen Alternative arbeitet, wie wir unser Leben wieder in die eigenen Hände nehmen können.»

«Alles wird gut» setzte Mathias noch ans Ende seines Editos, eine Referenz an Wohlgroth, einer der grössten Hausbesetzungen in der Geschichte der Schweiz (1991 - 1993 in Zürich), wo dieser Spruch auf die Fassade gesprayt war. Mathias, der in dieser Zeit politisiert wurde, braucht ihn noch heute oft: «es chunnt scho guet.»

Nochmal ein paar Monate später wieder im Edito: «Aus einer geplanten Zeitung wurden vier. Aus 15 Veranstaltungen rund 30. Und aus der Idee, gemeinsam die Stadt zu verändern, eine Gruppe von über 70 aktiven Personen und 100 InteressentInnen. Sieben Arbeitsgruppen: Cantine Mobile, Vertragslandwirtschaft, Gemeinschaftsgarten, Transition Town, Regiogeld und neu die Regioküche sind entstanden. Nach neun Monaten einer doch intensiven Kampagne bleiben ein gutes Gefühl, ein grosses Vertrauen und eine angenehme Spannung, was sich noch entwickeln wird.»

Nach der vierten Ausgabe endete die Veranstaltungsreihe, aber die Zeitung wurde weitergeführt. Die Idee war, neue Leute anzusprechen, die nicht schon zum «Kuchen» gehörten, um eine breite Bewegung aufzubauen. Bald schon wurde Mathias klar, dass er allein nicht alles auffangen und weiterbetreuen konnte, was an Themen und Initiativen entstand. Aber das musste er auch nicht, denn viele tragende Menschen waren hinzugekommen. Ende 2013 zog er sich aus Vielem zurück. Manches blieb auf der Strecke, Anderes blühte auf.

Träume von Regiogeld und autofreiem Biel

Da war zum Beispiel der «Rousseau», das neue Regiogeld, schon gedruckt, eine Arbeitsgruppe schnell beisammen. 30 Betriebe und 50 Personen wären nach der Theorie notwendig gewesen, um dieser Antwort auf die Finanzkrise zum Erfolg zu verhelfen. Doch im Team kamen Zweifel auf, sollte man nicht lieber das bereits bestehende Talent-Netzwerk unterstützen, statt etwas Neues lancieren? Das Ganze verlief sich nach ein paar Sitzungen. Mathias sagt heute: «Es wäre nach wie vor ein schönes Projekt, um so mehr als dass Guido Müller, Stadtpräsident von Biel in den 30er-Jahren, so etwas auch mal einführen wollte.»

Durchgestartet ist hingegen das Projekt der Vertragslandwirtschaft, das die Idee verfolgt, lokale Versorgungsnetzwerke aufzubauen und den Landwirten ein faires Einkommen zu sichern. Mit über 100 Mitgliedern ist es heute unter dem Titel Terre Vision ein eigener Verein (siehe Artikel S. 16).

Auch eine autofreie Stadt gehörte vor 10 Jahren zur Vision einer sozialeren und umweltverträglicheren Zukunft. Hier habe sich zwar einiges bewegt, so Mathias, Pro Velo sei dran und der Westast hoffentlich gestorben. Aber die aktuellen Forderungen seien viel zu wenig radikal, um wirklich etwas zu bewegen. «Es gibt noch enorm viel zu tun, vor allem auch von Seiten der Stadt. Da ist wenig Enthusiasmus für autofreie Plätze und Strassen spürbar.» Frust? Einerseits Ja, persönlich habe die Ratlosigkeit über die Jahre hinweg eher zugenommen. Es bedürfe schon jeweils einer gewissen Motivationsarbeit zum Frühstück oder beim Rasieren vor dem Spiegel, an eine wesentliche Veränderung zu glauben. Andererseits: «Ich hätte nach wie vor Lust, eine Initiative 'Biel autofrei' zu lancieren.» So ist er der Mathias, im Sternzeichen «Zwilling» und daher wohl von Natur aus etwas ambivalent, wie er selbst schmunzelnd meint.

Die politische Dimension nicht vergessen

Mathias selbst sieht sich als Geburtshelfer für transformative Projekte, in festen Strukturen halte er es nie lange aus. «Meine Rolle ist es, Dinge anzustossen und dann bald wieder zu gehen um Neues anzustossen.» Immer wieder betont er auch die politische Dimension seines Engagements. Er sei nicht derjenige, der es liebe, im Gemeinschaftsgarten das Unkraut zu jäten, er ziehe es vor, die politische Bedeutung und gesellschaftliche Wirkung eines solchen Gartens ins öffentliche Bewusstsein zu bringen. Ohne gesellschaftspolitischen Anspruch verkomme sozial-ökologisches Engagement zum individuellen Wohlfühl- und Wellnessprogramm.

Allerdings: auch Mathias ist der Wohlfühlaspekt wichtig. Er liebe sein Arbeitszimmer zu Hause, das gleichzeitig seine Küche ist, den Mikrokosmos der Genossenschaft an der Wasenstrasse. Er fokussiere sich heute auf Projekte, die das persönliche Lebensumfeld betreffen. Aber auch hier stösst er an: einen Gemeinschaftsgarten, einen Gemeinschaftsraum, die Innenhofbegrünung. Er liebe und suche diese Aufbruchstimmung, die um sich greift, wenn die richtigen Personen aufeinandertreffen und in einer inspirierten Diskussion ein neues Projekt entsteht.

Gleichzeitig ist Mathias aber auch über die Bauerngewerkschaft Uniterre im Rahmen politischer Projekte und Initiativen auf nationaler Ebene am Wirken. So von 2014 bis 2018 im Rahmen der Initiative zur Ernährungssouveränität, aktuell in der Kampagnenleitung des Stopp Palmöl Referendums und der bäuerlichen Basisarbeit für gerechte Preise und Arbeitsbedingungen. Die Schliessung der öffentlichen Märkte während des Lockdowns habe ihn im letzten Jahr u.a. auch wieder auf Biel zurückgeführt, so habe er sich für eine rasche Wiedereröffnung der Wochenmärkte eingesetzt und damit auch Erfolg gehabt.

«Es ist alles so lieb geworden»

Beim Blick auf Biel und das bisher Erreichte aber vor allem auch auf die aktuelle Weltsituation sei ihm nicht zum Feiern zumute, so Mathias. Es fehle manchmal der notwendige Enthusiasmus, die Dinge anzupacken, und der Mut zum grossen Wurf. «Ich hatte natürlich grosse Ziele. Irgendwo sind wir steckengeblieben mit der Vision 2035.» Er habe Respekt vor dem, was alles geleistet wird, aber es brauche mehr davon und es brauche insbesondere den Mut zu politischem Engagement. Angesprochen auf die Zeitung der Vision 2035 flammt sein Feuer als Macher wieder auf, die Ideen sprudeln nur so aus ihm heraus; weniger Text, mehr Bilder und Luft, vielleicht sogar Filme auf der Onlineplattform, eine stärkere thematische Strukturierung… Es brauche eine Strategie für einen Sprung vorwärts, vielleicht sogar eine politische Initiative, um die Zeitung viel breiter ins öffentliche Bewusstsein zu holen. Manchmal müsse man auch Verrücktes wagen. «Es ist alles so lieb geworden, ich selber auch. Ich hätte gerne die Momente zurück, wo es mal wieder tätscht!»

Die Idee der Vision2035 war es, zu einer starken Bewegung zu werden. «Diesen Anspruch braucht es weiterhin», sagt Mathias. «Und es braucht ein kritisches Bewusstsein, die (neo-) liberalen und rechtspopulistischen Tendenzen in der Gesellschaft – auch die eigenen – zu hinterfragen und zu bekämpfen.» Nur so sei das Ziel zu erreichen, gerade auch für die heute Benachteiligten und Ausgeschlossenen. «Es braucht ein breites Bündnis, wo man zusammen mit anderen Gruppierungen und Einzelpersonen eine gemeinsame Strategie entwickelt, Etappenziele festlegt und bespricht, was jeder ganz konkret dazu beitragen kann», überlegt er laut – und sieht die Vision 2035 mittendrin. «Das würde das Feuer neu entfachen.»

Ici c'est Velo

Der 21-jährige Sofian Waeber hat eine Maturarbeit darüber geschrieben, wie Biel zu einer richtigen Velostadt werden kann. Er hat dafür die Bestnote erhalten und sass letzthin am ersten Bieler Velo-Forum an der grossen Podiumsdiksussion mitten zwischen Stadtpräsident Erich Fehr und Experten von Pro Velo und der Berner Velo-Offensive. Vision 2035 gewährt er Einblick in seine Arbeit, erzählt von seiner Recherche-Reise nach Kopenhagen und wie er die Erkenntnisse für Biel übersetzt hat.

— — — — —
Janosch Szabo
— — — — —

Das Velo ist womöglich einer der am meisten unterschätzten Gegenstände in unserer Welt. Sei es im Bezug auf die Klimakrise, die wachsenden Verkehrsprobleme in Städten und damit unsere Gesundheit oder die Lebensqualität. Nur wenige Orte auf der Welt sind dabei, das Potenzial des Velos auszuschöpfen. Sie haben erkannt, welche Möglichkeiten sich bieten, wenn Stadtplanung und Infrastruktur auf den Veloverkehr abgestimmt sind. Die Erfolge sind gross. Vorzeigestädte, denen das gelungen ist, in denen das Velo eine besondere Bedeutung hat und dementsprechend viel benutzt wird, sind Velostädte. Die bekanntesten unter ihnen sind Amsterdam und Kopenhagen. Biel ist keine Velostadt, aber sie könnte eine werden. Die Frage ist, wie?

Sofian, du warst für deine Maturarbeit in Kopenhagen. Was hast du dort über den Veloverkehr in einer Velostadt gelernt?

Dass es Spass machen kann, in einer Stadt Velo zu fahren, dass es keine stressige Angelegenheit sein muss, auch nicht zu Stosszeiten. Das war mein erster, mein zweiter und auch mein dritter Eindruck. Ausserdem, dass all die Infrastruktur-Massnahmen zugunsten der Velos sich im Fahrverhalten aller Verkehrsteilnehmer niederschlagen. Das Velo wird priorisiert. Hier in Biel schauen Autofahrer kurz in den Spiegel, ob ein Velo kommt, und sonst los. Ich wurde auch schon oft übersehen. In Kopenhagen schauen Autofahrer immer und biegen erst rechts ab, wenn kein Velo mehr kommt, denn es kommt eigentlich immer eines, meist kommen mehrere.

Ich fahre nun seit Frederikssund, also seit gut 30 Kilometern, auf einer Velobahn. Sie führt entlang von Zuggeleisen und Hauptstrassen von Ort zu Ort, stets gut ausgeschildert und auf feinstem Asphalt. So kommt man vorwärts. Ich fahre in Richtung Kopenhagen, dem Ziel meiner Velotour und um mich herum wird es immer urbaner. Inzwischen sind Industriegebäude Wohnhäusern und Läden gewichen. Die Strasse, der ich schon ein ganzes Weilchen folge, wird immer öfters gekreuzt. Plötzlich muss ich anhalten. Meine Velobahn, die durch eine Leitplanke und einen kleinen Grünstreifen von der grossen Strasse abgetrennt war, ist zu Ende. Ich bin zwar noch nicht im Zentrum, aber definitiv in der Stadt angekommen. Ich muss aber keinesfalls anhalten, weil mein Weg zu Ende ist und ich nicht mehr weiter weiss. Ich muss einfach ganz dringend ein Foto von der Strasse machen, auf der mein Weg weiter geht. Sie ist vierspurig: die erste Spur ist für die Autos und Lastwagen, die zweite für Busse, die dritte für Velos und die vierte für Fussgänger. Alle vier Spuren sind etwa gleich breit, ich könnte auf meiner, durch einen kleinen Bordstein von der Strasse abgetrennten Spur, locker ein breites Lastenrad überholen. Ich staune einen Moment, mache zwei Fotos, beginne zu grinsen beim Gedanken, wie ich mich jeden Morgen die Dufourstrasse „herunterkämpfe", zwischen sich öffnenden Autotüren und knapp überholenden Autos, ich steige wieder auf und fahre grinsend weiter. Ich bin nicht nur in der Stadt angekommen, ich bin in DER Velostadt schlechthin angekommen. Willkommen in Kopenhagen!

Du hättest über Kopenhagens Velo-Offensive auch einfach lesen können. Warum bist du hingefahren?

Erstens habe ich schon lange einen Grund gesucht nach Kopenhagen zu fahren - ich bin selbst von hier mit dem Velo hochgeradelt. Zweitens wollte ich, was über die Stadt berichtet wird, mit eigenen Augen sehen und vor allem untersuchen, wie sie ganz konkrete Probleme lösen. Was sie zum Beispiel machen, wenn die Strasse etwa so breit wie die Dufourstrasse ist und auch noch ein Bus durchfährt, wie sie Kreuzungen überqueren und so weiter.

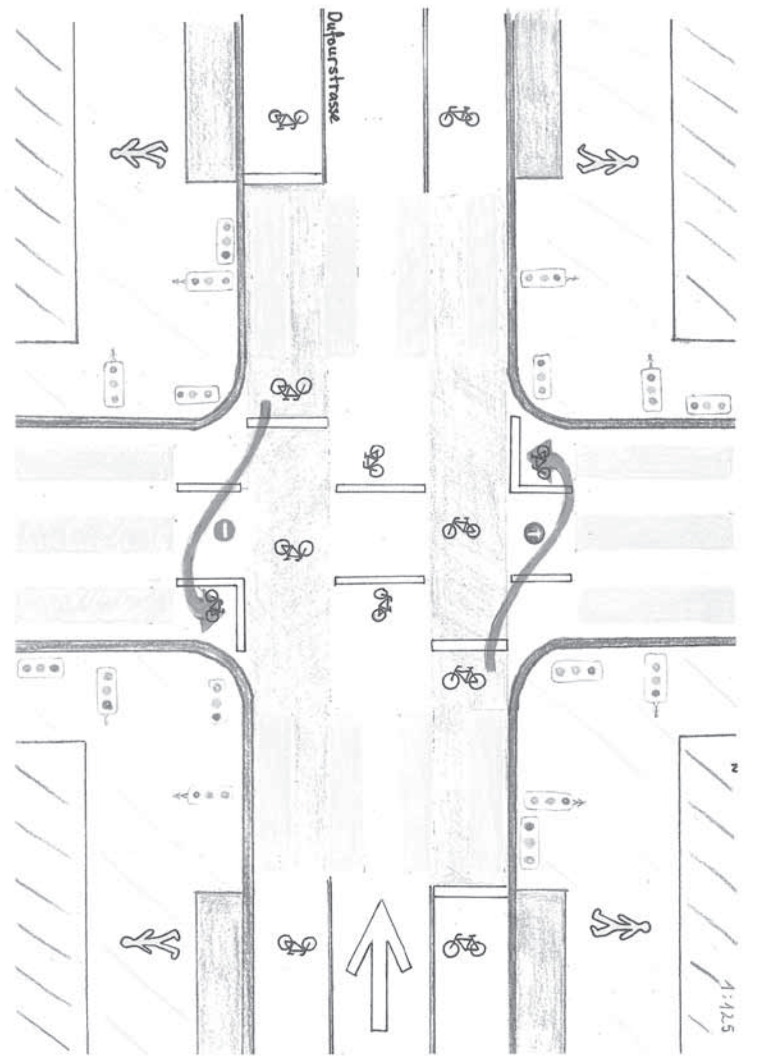
Du hast viel recherchiert, aber es nicht dabei belassen, die so gewonnenen Erkenntnisse zusammenzufassen, sondern hast eine Veloroute durch Biel erstellt. Warum war dir das wichtig?

Nur der Vergleich von Kopenhagen und Biel hätte nicht funktioniert, weil Kopenhagen eine andere Stadt ist mit beispielsweise grundsätzlich mehr Platz. Den können wir hier nicht hinzaubern. Viel wichtiger war mir deshalb die Frage: was können wir von ihnen lernen? Wie kann man dortige Lösungen auf Biel übersetzen? Deshalb habe ich ein solch detailliertes Konzept für eine konkrete Route in Biel erstellt, eingebettet in ein grobes Konzept für ein Routennetz über die ganze Stadt.

Keine Velobahn, Velospur oder Velostrasse ist zu etwas gut, wenn sie nicht mit der Idee einer Route gebaut wurde. Was passiert, wenn kein zusammenhängendes Konzept hinter dem Bau dieser Elemente steht, ist an einem Beispiel in der Bieler Innenstadt zu sehen: Auf dem Oberen Quai, auf der Nordseite der Schüss, zwischen der Neumarktstrasse und dem Zentralplatz wurde ein Veloweg eingerichtet. In der einen Richtung endet er mitten auf dem Zentralplatz, wo regelmässig Märkte, Demonstrationen, Konzerte und andere Anlässe stattfinden, die es nicht erlauben, den Platz fahrend zu überqueren. In der Gegenrichtung, bei der Neumarktstrasse, endet der Weg ohne weitere Option für Velofahrerinnen. Dementsprechend selten wird dieser Weg genutzt. Viele fahren auf der anderen Seite der Schüss zusammen mit Autos und Bussen. Hängt man die Elemente jedoch sinnvoll zusammen, entstehen Velorouten. Beispielsweise von Wohnquartieren zu Schulen oder Freizeitanlagen oder vom Bahnhof in ein Gewerbequartier. Mit solcher Planung kann das Potenzial solcher Infrastrukturelemente massiv erhöht werden; sie werden nach der Eröffnung so genutzt, dass sich die Investition lohnt.

Warum hast du den Abschnitt zwischen der Gurzelen und dem Bahnhof gewählt (siehe auch Infobox)?

Zum einen, weil das Gurzelenquartier extrem in Bewegung ist. Eine autofreie Siedlung soll dort entstehen, was potentiell viele Velofahrer mit sich bringt. Zum anderen ist es eine Route mit praktisch allen Verkehrselementen. Es hat eine grössere Strasse, die Dufourstrasse, mehrere Kreuzungen, eine Begegnungszone, Quartierstrassen und einen Kreisel. Auch kommen alle Verkehrsteilnehmer vor und an Hindernissen und Ärgernissen für Velofahrende mangelt es nicht: parkierte Autos, Fussgängerinseln, fehlende Velospuren, knapper Überholabstand, unübersichtliche Kreuzungen und Kreisel. Es gab also allerlei Probleme zu lösen, sie entweder umgehend oder bauliche Massnahmen vorschlagend. Und das wollte ich: Lösungsvorschläge aufzeigen, die auch als Beispiele für andere Orte dienen können. Ich habe nicht den Anspruch, dass das so an diesem Ort umgesetzt wird.



Linksabbiegen nach Kopenhagener Art, hier am Beispiel der Dufourstrasse. Man hebt den Arm, überquert die Kreuzung ein Stück weit noch mit den Geradeausfahrenden, fährt dann aber rechts weg und reiht sich vor den von rechts kommenden an der Ampel wartenden Velofahrerinnen ein.

«Ich habe natürlich die Hoffnung, dass man den Anspruch gewinnt, eine richtige Velostadt zu werden, dass man sich 40 - 50 Prozent Veloanteil am innerstädtischen Verkehr zum Ziel setzt. Das sind die Werte von Kopenhagen.»

Die geplante Route hat aus bestehenden Strassen besonders velofreundliche Strassen gemacht. Strassen und Routen in dieser Form können Menschen dazu animieren, auf das Velo zu steigen. Einerseits ist es sicherer als vorher und zudem schneller als jedes andere Verkehrsmittel in der Stadt. „Opfer" müsste für die Realisierung dieser Route der Autoverkehr erbringen. Ihm würden Spuren entzogen und es gäbe weniger Parkplätze. Kurzfristig würde sich damit einiges verändern und auch für Ärger bei Autofahrern sorgen. Es lohnt sich aber, folgende einfache Gedankengänge zu machen: Auch wenn durch die Route 100 Parkplätze weniger am Strassenrand zur Verfügung stehen, muss auf längere Sicht kein Mangel an Parkplätzen entstehen, wenn dafür dank besserer Veloinfrastruktur 100 Leute auf das Velo umsteigen.
Neue, verbesserte Veloinfrastruktur in Städten geht immer auf Kosten des MIV. Es ist nicht mehr Platz da, als es bestehende Gebäude erlauben. Strassen haben somit das grösste Optimierungspotenzial. Am Ende profitiert auch der MIV von einer besseren Veloinfrastruktur. Es ist in seinem Interesse, dass das Velofahren und damit der gesamte Verkehr sicherer wird. Mit der Zunahme des Anteils des Veloverkehrs nimmt der MIV ab, was auch den Autofahrerinnen mehr Platz gibt. Die Erfahrung in Kopenhagen hat gezeigt, dass nicht nur der Veloverkehr besser läuft, sondern auch Autos weniger im Stau standen. Sie profitieren also ebenfalls von den Veränderungen.
Das Ziel ist schlussendlich, eine möglichst nachhaltige Lösung für das Verkehrsproblem in Städten mit Stau, Unfällen, Lärm und Abgas zu finden. Davon profitiert die Stadtbevölkerung, egal ob Autofahrerin, ÖV-Nutzerin oder Velofahrerin.

Was wäre dein Wunsch für Biel?

Ich habe natürlich die Hoffnung, dass man den Anspruch gewinnt, eine richtige Velostadt zu werden, dass man sich 40 - 50 Prozent Veloanteil am innerstädtischen Verkehr zum Ziel setzt. Das sind die Werte von Kopenhagen. Das Argument übrigens, Dänemarks Hauptstadt sei flach und deshalb funktioniere das dort so gut, zählt seit dem Aufkommen der E-Bikes nicht mehr. Ich hoffe wirklich, dass nun etwas geht. Ansätze, die Stadt für die Velofahrer sicherer zu machen, gibt es ja durchaus, aber richtige Anreize, vom Auto aufs Velo umzusteigen leider in Biel nicht wirklich.

Dass tatsächlich so viele Leute auf das Velo umstiegen und immer noch umsteigen, liegt nicht am grösseren Umweltgewissen der Kopenhagener Stadtbevölkerung. Nur etwa sieben Prozent geben an, aus Umweltgründen Velo zu fahren. Der Grund ist ganz einfach: Das Velo ist mit Abstand am schnellsten und praktischsten, um sich in Kopenhagen fortzubewegen. Und dem ist wiederum so, weil die Stadt in den letzten Jahren konsequent auf den Veloverkehr gesetzt hat und ihm so die Chance gab, den Autoverkehr zu verdrängen.

Warum ist denn Biel noch keine Velostadt. Fehlt der Mut oder ist es wirklich so schwierig?

Es ist natürlich schwierig, eine Stadt, die fürs Auto gebaut wurde, umzugestalten. Man müsste Einiges über den Haufen schmeissen. Denn wenn man wirklich eine Verbesserung will, muss man den Mut haben, grundsätzlich etwas zu verändern und nicht wie in der „Gesamtmobilitätsstrategie 2018-2040" der Stadt Biel einfach an allem etwas basteln, nur um möglichst niemandem auf die Füsse zu treten.
Kopenhagen hat mir gezeigt, es ist dort nicht viel schlimmer für die Autos als hier, aber viel viel besser für die Velos. Also warum nicht auch hier. An der Seevorstadt würde nie mehr jemand im Stau stehen, schlicht weil es vor lauter Velos gar nicht mehr so viele Autos gäbe. Schöne Vorstellung, oder? Ich habe in Kopenhagen einmal um 5 Uhr abends an einer grossen Kreuzung gepiknikt.

Sofian Waeber in Kopenhagen.

Es war trotz Feierabendverkehr nicht hektisch, keiner hat gehupt. Um die gleiche Uhrzeit an der Kreuzung vor der Bibliothek in Biel hingegen ist es sicherlich nicht gerade gemütlich.

Noch andere Argumente?

An sich reicht für mich schon das Argument, dass in einer Velostadt die Lebensqualität höher ist. Aber auch finanziell kann es sich lohnen: die Leute sind gesünder (geringere Krankheitskosten), die Strassen sind sicherer (weniger Unfälle) und das Land muss weniger CO2-Abgaben zahlen. Über die Investitionen in Veloinfrastruktur müsste man anders anfangen zu reden als nur, es kostet so und so viel Millionen. Es ist auf ganz vielen Ebenen eine nachhaltige Investition. Kopenhagen hatte das Glück, im richtigen Moment bankrott zu sein, weshalb man die billigste Variante für die Lösung der Verkehrsprobleme suchen musste. Und das war nicht die einst geplante Autobahn mitten durch die Stadt. Hier bei uns sicher auch nicht. Wir verschwenden Platz und Geld und Zeit, wenn wir uns auf die Autos konzentrieren.

Für eine Velostadt reichen alleine bauliche Veränderungen nicht, sie bilden die Grundlage. Damit die neue Infrastruktur genutzt wird, muss der Veloverkehr einen höheren Stellenwert einnehmen, beispielsweise beim Markieren von Baustellen oder bei der Schneeräumung im Winter.
Das Velo muss sich als praktischstes Verkehrsmittel in der Stadt präsentieren und als dieses auch gefördert werden. Förderprogramme an Schulen, mehr und billigere Mitnahmemöglichkeiten im Regionalverkehr und Kommunikation über neu realisierte Projekte sollen das Velo für den Alltag schmackhaft machen. Das Velo muss wieder als praktisches und sicheres Verkehrsmittel gelten und nicht nur als Hobby oder Verkehrsmittel für Sportliche.
Und sollte man diesen Schritt zur Veränderung wagen, wenn Velostrassen gebaut, Velospuren Platz gemacht und die Ampeln für Velos auf grün gestellt werden, wenn am Morgen an der Dufourstrasse zwanzig Velos gleichzeitig an einer Ampel warten, wenn alle mit dem Velo ins Fussballtraining fahren und Eltern Kinder und Einkäufe mit dem Velo durch die Stadt gondeln, dann ist auch Biel eine Velostadt.

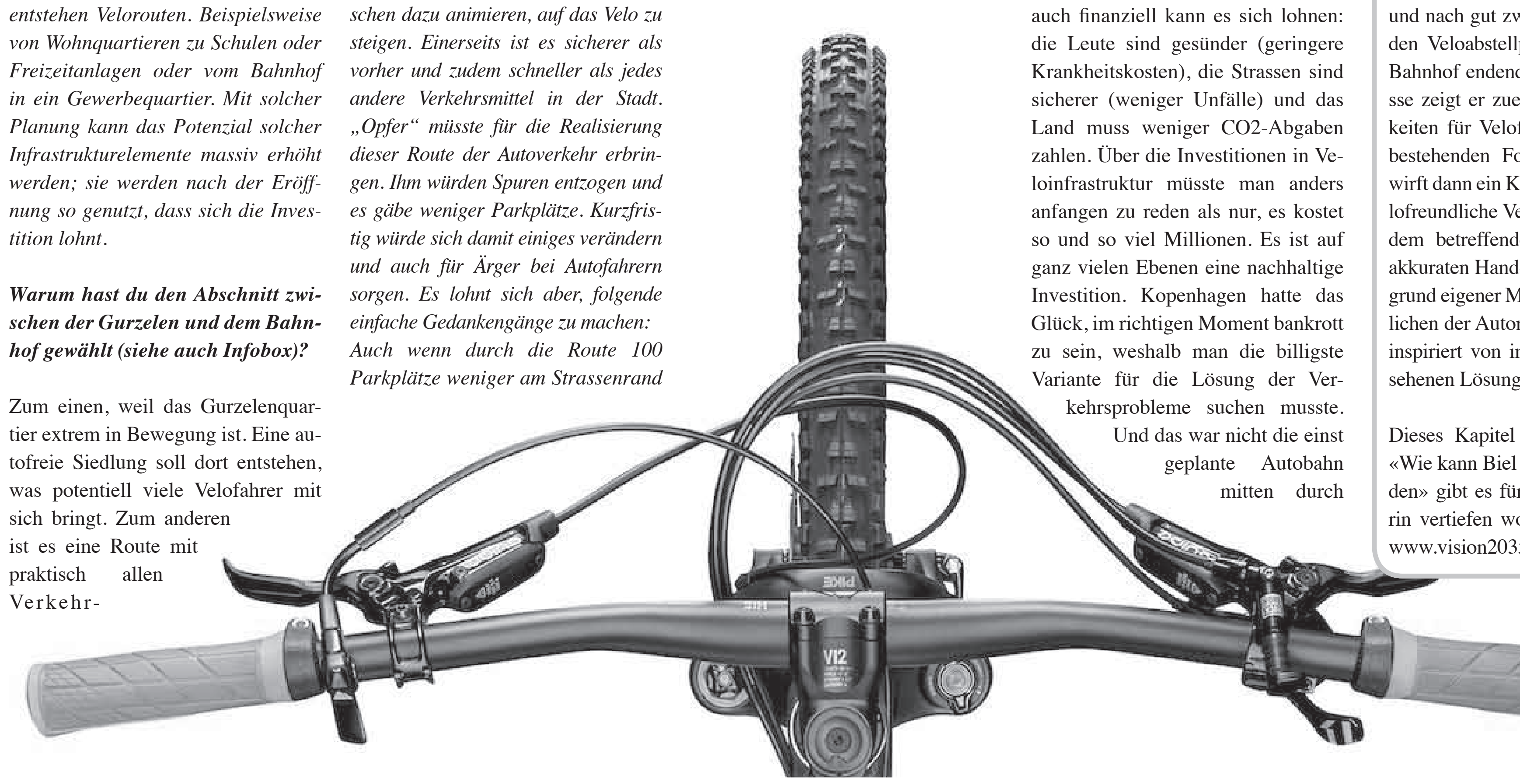
Janosch Szabo, Mitherausgeber der Vision 2035 und Koordinator dieser Ausgabe, ist selbst begeisterter Velofahrer. Er liefert in Biel Konfis, Süssmost, Tomatensetzlinge, die Visions-Zeitung und noch Vieles mehr mit Velo aus - und fühlt sich dabei vor allem zwischen Innenstadt und Mett oft alleine auf der Drahteselspur. Ganz anders in Bern, der Velohauptstadt schlechthin.

Illustration: Sofian Waeber

Sofian Waebers Veloroute im Detail

Der praktische Teil von Sofian Waebers Maturarbeit ist ein detailreich herausgearbeitete Veloroute, beginnend bei der Dufourstrasse auf der Höhe der Gurzelenstrasse und nach gut zwei Kilometern bei den Veloabstellplätzen am Bieler Bahnhof endend. Strasse für Strasse zeigt er zuerst die Schwierigkeiten für VelofahrerInnen in der bestehenden Form auf und entwirft dann ein Konzept für eine velofreundliche Verkehrsführung auf dem betreffenden Teilstück. Mit akkuraten Hand-Zeichnungen aufgrund eigener Messungen verdeutlichen der Autor seine Vorschläge, inspiriert von in Kopenhagen gesehenen Lösungen.

Dieses Kapitel 9 mit dem Titel «Wie kann Biel zur Velostadt werden» gibt es für alle, die sich darin vertiefen wollen, online unter www.vision2035.ch/velostadt



Et si nous (ré)activions notre imagination ?

Lorsque l'on demande à des personnes préoccupées par le changement climatique d'imaginer une vie durable en 2050, les aspirations sont là mais l'exercice est ardu, cela manque d'entraînement. Le fascinant dernier ouvrage de Rob Hopkins intitulé « Et si… » démontre la puissance de cet outil qu'est l'imagination et l'urgence de le réactiver pour initier les changements rapides et profonds dont notre monde a besoin.

— — — — —
Sophie Perdrix
— — — — —

Les exercices de visualisation mentale sont de puissants outils de changement. En fermant les yeux, dans un état de détente et d'introspection, nous laissons parler notre imagination dans le but de favoriser ce que nous voulons voir se produire dans notre vie. Différentes formes de visualisation sont utilisées dans de nombreux domaines thérapeutiques, que ce soit pour favoriser la guérison, apprendre à se relaxer, se préparer à des évènements stressants ou encore « reprogrammer » des évènements difficiles du passé. Ses effets sont aussi bien connus et démontrés scientifiquement dans le monde sportif ou l'imagerie mentale est utilisée pour augmenter les performances, de même que la récupération. Entre physique quantique, psychologie positive ou neurosciences, les explications du phénomène divergent. Cependant, tous s'accordent sur le principe que nos émotions et nos pensées peuvent influencer notre réalité. De la même manière que nous savons que le stress et les scénarios négatifs augmentent la probabilité qu'ils se produisent, imaginer un futur désirable favorise l'apparition de ce que nous souhaitons. Certains décrivent même ce phénomène comme un «accélérateur de rêve». Si nous sommes capables d'attirer dans notre vie ce à quoi nous croyons profondément, et si nous commencions à rêver d'un futur durable et désirable ?

«De la même manière que nous savons que le stress et les scénarios négatifs augmentent la probabilité qu'ils se produisent, imaginer un futur désirable favorise l'apparition de ce que nous souhaitons.»

Symptôme : vivre avec la menace de l'orage (apocalyptique)

Que se passe-t-il lorsque l'on invite des personnes à fermer les yeux et à imaginer leur quotidien en 2050 en partant du présupposé que les objectifs de neutralité carbone ont été appliqués à tous les niveaux de nos sociétés ? Mes observations dans le cadre d'animation de groupes sur la réduction de l'empreinte carbone (voire article sur les conversations carbone dans le journal numéro 32) sont les suivantes : tous aspirent à évoluer quotidiennement dans des espaces plus végétalisés, des jardins, des parcs, de la forêt. Corollairement, le trafic et la pollution sont fortement diminués. D'autre part, j'entends un besoin commun de ralentir, se reposer, prendre son temps, de vivre simplement avec soi-même et les autres. Et pourtant… lorsque je demande à ces mêmes personnes de décrire leur état émotionnel quand elles pensent à la situation climatique actuelle dans un vocabulaire météorologique, domine alors le sentiment du « calme avant la tempête ». En résumé, l'orage n'est pas loin mais le sentiment d'impuissance, lui, semble être bien présent.

Si l'on combine ces deux observations, apparaît une contradiction entre des aspirations claires pour un futur résilient mais une grande difficulté à croire que ce futur va se réaliser. Cette forme de résignation face aux évènements à venir est-elle plutôt un signe de lucidité sur la marche actuelle du monde ou plutôt un témoignage de passivité ? Face à la tragédie de la dégénérescence de la biodiversité au sens large, à savoir la disparition des espèces animales et végétales, des langues, des cultures, des semences, sans compter les catastrophes climatiques, sanitaires et humaines, le découragement est une réaction plutôt saine. Comment ne pas se sentir impuissant face à des communications quotidiennes annonçant le pire ?

Diagnostic : syndrome pré-traumatique et manque d'imagination

Pourtant, malgré notre connaissance de la situation dans laquelle nous nous trouvons, nous continuons à nous efforcer de vivre comme si ces vérités qui dérangent n'existaient pas. En transposant quelques mécanismes psychologiques bien connus au contexte de la crise environnementale, le phénomène de résignation trouve rapidement une explication. Ainsi, nous savons que nous avons tendance à nous protéger cognitivement de sentiments désagréables par des automatismes de prise de distance. Le déni de réalité («Le réchauffement climatique n'existe pas»), la justification («J'ai d'autres problèmes plus urgents») ou la banalisation des évènements («Ce n'est pas si grave, cela va bien se refroidir») sont de bons exemples transposés à la crise climatique. Ainsi, en quelque sorte nous sommes «aveugles» car nous exprimons des réactions humaines pour nous protéger.

«Comme le prônent de nombreux mouvements écologistes et humanistes, le lien à la nature et l'émerveillement face au vivant est un puissant moyen de se reconnecter à soi-même, au bon sens et à la résilience.»

Comment sortir de cette logique d'impuissance et mettre son énergie retrouvée à faire fleurir ces aspirations profondes vers la «reliance» à soi-même et aux autres ? Dans son dernier ouvrage «Et si…», Rob Hopkins, l'optimiste fondateur des villes en transition, se demande si notre manque généralisé d'imagination ne serait pas également à l'origine de notre indifférence face aux crises actuelles. Il y décrit nos sociétés sous la forme d'une machine à «désimaginer ». L'auteur y donne un exemple à la fois amusant et tristement convaincant de la perte de notre attention :

Représentez-vous Vincent Van Gogh assis à la table de sa cuisine à Arles en 1888. Sur sa tablette connectée, il y suit son fil Instagram après avoir consulté son compte Twitter. Avant de regarder des vidéos d'influenceurs sur Youtube, il répond à une dizaine de courriels urgents. Distrait, l'artiste manque l'opportunité de se laisser émerveiller par la beauté des tournesols sur la table de sa cuisine.

« A côté de quelles œuvres de génie sommes-nous peut-être en train de passer à l'heure actuelle ? ».

Remède : osons l'imagination

Rob Hopkins nous invite à nous réapproprier notre attention pour « être capable d'imaginer des versions positives, réalistes, alléchantes de l'avenir, avant de nous atteler à leur concrétisation ». Lucide, l'auteur, comme nous, voit l'orage arriver et sait que les chances que le scénario idéalement vert se produise sont minces alors que les incertitudes sont grandes. Par conséquent, ne nous coupons pas de nos illusions et de notre force d'imagination. Même si cela nous contraint, dans une époque où il est bien vu « d'être réaliste », à avoir le sentiment de nager à contre-courant au milieu des rochers.

En résumé, voici un nouvel outil de rébellion contemporaine : à l'heure du traumatisme, osons imaginer l'avenir avec optimisme. Car notre avenir dépend de notre capacité à créer des futurs, non pas utopiques, «mais simplement des futurs où les choses finissent bien».

Et avec quels outils me direz-vous ? Les bonnes questions. Celles qui sont audacieuses et sincères (voir encadré). Elles sont infinies et ne demandent qu'à être posées afin de se donner le droit de penser autrement. Développons l'art de « poser des questions qui n'évitent pas la gravité de la situation actuelle mais qui sont capables de réveiller un sentiment d'empressement, de fougue, qui évoque une impression complexe et riche des merveilles que nous sommes encore en mesure de créer ».

Comme le prônent de nombreux mouvements écologistes et humanistes, le lien à la nature et l'émerveillement face au vivant est un puissant moyen de se reconnecter à soi-même, au bon sens et à la résilience.

Et si nos élus partaient tous en expédition dans la nature ?

Comme Theodore Roosevelt en son temps, qui, bouleversé par cette expérience, créa pendant son mandat des espaces protégés aux Etats-Unis, notamment le parc national Yosemite.

Et si nos dirigeants, face à l'appauvrissement de l'imagination des citoyens et la dégradation de notre environnement vital, favorisaient son enrichissement ?

Ainsi, Rob Hopkins suggère comme première mesure, une loi nationale sur l'imagination, à l'image de la loi galloise sur les bien-être des générations futures.
Et si la grande résurgence de l'imagination collective présentée par Rob Hopkins voyait le jour ? Et pourquoi pas ?

Sophie Perdrix est psychologue, militante-méditante et engagée pour le réseau Vision Transition 2035. Parfois prise dans un sentiment d'impuissance, elle compte bien ne pas en rester là et développer son imagination et celle des autres pour un futur positif !

Illustration: Sara Wernz

Imagination is not a luxury

Bonnes questions, audacieuses et sincères tirées de l'ouvrage « Et si… » :

Et si chaque université, chaque école déclarait l'état d'urgence climatique et écologique et repensait tous ses cours suivant cet angle ?

Et si nous mettions en place, dans les vingt prochaines années, un système énergétique indépendant des énergies fossiles ?

Et si chaque nouvelle maison bâtie produisait plus d'énergie qu'elle n'en consomme ?

Et si l'agriculture urbaine devenait la norme ?

Et si nos villes se métamorphosaient en de fantastiques réserves de biodiversité ?

Et si les objets plastiques à usage unique appartenaient au passé ?

Et si toutes les rues résidentielles étaient des terrains de jeu ?

Et s'il y avait plus d'arbres que de gens dans les villes ?

Et si chaque rue était ornée d'art public ?

Et si certains bâtiments publics pouvaient être escaladés ?

Et si nous bénéficiions tous de l'accès à la sécurité et de la capacité à choisir la vie que nous voulons, indépendamment de notre genre ou origine ?

Et si nous pouvions mobiliser des centaines de personnes pour qu'elles fassent d'un endroit donné une manifestation physique de leur vision de l'avenir ? Si les habitants d'une ville se réveillaient pour s'apercevoir que leur gare ferroviaire ou leur musée municipal s'était transformé en une centrale électrique verte, en un verger ou un potager, en un espace éphémère consacré aux entreprises locales, en une aire de jeu, un centre d'accueil pour réfugiés, en une galerie d'art ou une brasserie ?

Avez-vous d'autres «et si» ? En panne d'imagination ? Demandez de l'aide à vos enfants et faites parvenir vos propositions à info@vision2035 ! Nous comptons bien avoir totalement libéré notre/votre imagination avant le jubilé des 20 ans du journal !

Evènement Transition – Rob Hopkins en Suisse romande et à Bienne!

Rob Hopkins, fondateur du mouvement des villes en Transition, sera en Suisse romande du 30 novembre au 5 décembre 2020. Lors de son «Imagine Tour», il rencontrera les initiatives locales de Transition et présentera son livre : «Et si… on libérait notre imagination pour créer le futur que nous voulons ?».
Il sera à Bienne le lundi 30 novembre 2020, toutes les informations à suivre sur le site de Bienne en Transition, Vision 2035 et pour les autres lieux : https://reseautransition.ch/

Les gestes écologiques

Si nous continuons à polluer la planète et à abuser des ressources à disposition, nous allons certainement atteindre un point de non-retour. L'air deviendra irrespirable, l'eau manquera, les champs produiront moins de nourriture, la santé des êtres humains se fragilisera et les problèmes sociaux toucheront toutes les classes de la société. Notre auteur a établi une liste de «Gestes écologiques» qui sont à la portée de chacun-e. Nos lecteurs/trices mettent en pratique la plupart de ces gestes. Parlez-en à vos connaissances et transmettez-nous vos commentaires. Que pensez-vous des gestes présentés ici par Ledjo? La présente liste n'est pas exhaustive et nous désirons la compléter.

Faites-nous part de vos suggestions en écrivant à: redaktion@vision2035.ch

Ledjo

Les voitures et motos
Les grosses cylindrés et les véhicules polluants
❶ **Action de l'Etat :** Taxer
❷ **Vous pourriez :** Limiter l'utilisation,
❸ **Pour quelle raison :** Abaisser les émissions de CO_2.
Il est également conseillé de n'allumer l'air conditionné qu'à partir de 25 degrés.

Les transports en commun et les bicyclettes
❶ **Action de l'Etat :** Soutenir
❷ **Vous pourriez :** Utiliser en priorité
❸ **Pour quelle raison :** Abaisser les émissions de CO_2.

la vitesse des véhicules dans les agglomérations
❶ **Action de l'Etat :** Limiter
❷ **Vous pourriez :** Limiter votre vitesse
❸ **Pour quelle raison :** Abaisser les émissions de CO_2.

Le plastique (sacs d'achat, bouteilles, gobelets, pailles, etc.)
❶ **Action de l'Etat :** Taxer ou interdire
❷ **Vous pourriez :** Limiter la consommation
❸ **Pour quelle raison :** On peut facilement remplacer l'eau en bouteille par l'eau du robinet. Utiliser des sacs en papier ou en coton.

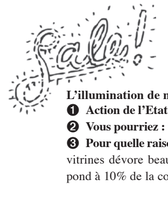
La gratuité des transports publics pour les moins de 25 ans
❶ **Action de l'Etat :** Soutenir
❷ **Vous pourriez :** Utiliser en priorité
❸ **Pour quelle raison :** Abaisser les émissions de CO_2.
Il est également conseillé de n'allumer l'air conditionné qu'à partir de 25 degrés.

Les vols commerciaux et privés
❶ **Action de l'Etat :** Taxer fortement
❷ **Vous pourriez :** Renoncer ou limiter
❸ **Pour quelle raison :** Voler n'est pas une nécessité. Les avions émettent énormément de CO_2.

Le chauffage
❶ **Action de l'Etat :** Taxer fortement
❷ **Vous pourriez :** Limiter la température
❸ **Pour quelle raison :** La température idéale dans la maison est de 19°C. Une diminution de 1°C permet une diminution de consommation d'énergie d'environ 7%. Si la température ambiante est trop chaude, le risque de tomber malade est plus important.

Les sapins de Noël
❶ **Action de l'Etat :** Réglementer
❷ **Vous pourriez :** Remplacer par des sapins en matière synthétique
❸ **Pour quelle raison :** Des milliers de sapins en Suisse et dans le monde sont coupés chaque année pour décorer la maison durant trois semaines. Mieux vaut utiliser un sapin réutilisable.

Les hélicoptères de plaisir (p.ex. pour les skieur·euse·s)
❶ **Action de l'Etat :** Interdire
❷ **Vous pourriez :** Renoncer
❸ **Pour quelle raison :** Les hélicoptères produisent beaucoup de CO_2. Par ailleurs, c'est une abérration de transporter les skieur·euse·s par hélicoptère pour satisafaire la demande.



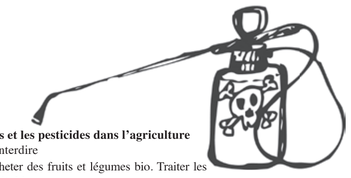
L'énergie renouvelable
❶ **Action de l'Etat :** Soutenir
❸ **Pour quelle raison :** Les avantages des énergies renouvelables sont nombreux : elles sont inépuisables, elles sont plus écologiques que les énergies non durables et elles sont sûres.

L'illumination de nuit (magasins et décorations de Noël)
❶ **Action de l'Etat :** Réglementer
❷ **Vous pourriez :** Limiter la consommation
❸ **Pour quelle raison :** Même avec la technologie LED, l'éclairage des vitrines dévore beaucoup d'électricité. La décoration de Noël correspond à 10% de la consommation énergétique annuelle d'une ville.

Les bateaux commerciaux à moteur
❶ **Action de l'Etat :** Limiter la vitesse
❸ **Pour quelle raison :** Le transport maritime est responsable du 3% de émissions mondiales de CO_2. Réduire la vitesse des bateaux de 20% permettraient de réduire sensiblement ces émissions. Cette mesure diminuerait également de 2/3 la pollution sonore sous l'eau et éviterait les collisions avec les baleines.

Les téléphones portables et les appareils informatiques
❶ **Action de l'Etat :** Taxer fortement
❷ **Vous pourriez :** Limiter la consommation et conserver plus longtemps les appareils. Acheter des appareils sans obsolescence programmée.
❸ **Pour quelle raison :** Ces appareils ont une empreinte écologique très élevée en raison des importantes quantités de ressources en eau, métaux, et énergies mobilisées par la conception, la fabrication, le transport, l'utilisation et le recyclage des composants et objets électriques et électroniques. En conservant plus longtemps vos appareils, vous ralentissez le gaspillage.

Le jardinage biologique
❷ **Vous pourriez :** Le jardinage biologique
❸ **Pour quelle raison :** En produisant localement et bio, on gagne en indépendance; en plus, on pratique une activité physique saine.



Les engrais chimiques et les pesticides dans l'agriculture
❶ **Action de l'Etat :** Interdire
❷ **Vous pourriez :** Acheter des fruits et légumes bio. Traiter les potagers avec des produits bio.
❸ **Pour quelle raison :** Ils sont responsables d'une pollution massive des sols et la cause majeure de pollution des eaux souterraines, principaux réservoirs d'eau potable. Aujourd'hui, 66 % de la pollution de l'eau aux nitrates est imputée à l'activité agricole. Les nitrates s'infiltrent dans le sol et atteignent progressivement les eaux souterraines. Avant les années 1950, la teneur en nitrates par litre d›eau n›excédait pas 1 mg. De nos jours, elle dépasse facilement les 50 mg/l, limite fixée par l'OMS pour considérer une eau comme étant potable.

La consommation de viande et de poissons
❶ **Action de l'Etat :** Taxer fortement
❷ **Vous pourriez :** Limiter la consommation
❸ **Pour quelle raison :** L'élevage industriel pollue l'environnement (dégradation de la qualité de l'eau et environ 10% des émissions de CO_2. Une vache laitière consomme 100 l. d'eau par jour, plus le nettoyage des structures d'élevage.

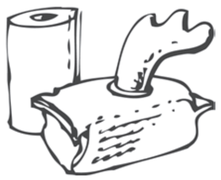
Les canons à neige
❶ **Action de l'Etat :** Taxer ou interdire
❸ **Pour quelle raison :** Le pompage de l'eau nécessaire est fait la plupart du temps dans de petits ruisseaux et l'hiver est une période critique pour les nappes phréatiques.

Les produits de nettoyage et les poisons à la maison et au jardin
❷ **Vous pourriez :** Limiter la consommation et utiliser des biodégradables ou ceux que l'on peut réaliser soi-même.
❸ **Pour quelle raison :** Ces produits chimiques tuent les insectes et polluent l›eau que nous buvons.

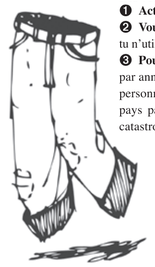
La surconsommation de nourriture
❷ **Vous pourriez :** Manger raisonnablement, plus de qualité que de quantité
❸ **Pour quelle raison :** La surconsommation de nourriture augmente le risque de problèmes de santé. Il est également conseillé de cuisiner des quantités supérieures que l'on peut réchauffer le jour d'après. Dans les restaurants, on pourrait interdire la formule «à discrétion» dont le but est principalement se goinfrer… pour en avoir pour son argent!

Les crudités
❷ **Vous pourriez :** Manger froid (salades, pain-fromage, etc.)
❸ **Pour quelle raison :** Les repas froid nécessitent moins de dépense d'énergie.

Le gaspillage de nourriture
❷ **Vous pourriez :** Utiliser les restes lors d'un prochain repas. Acheter moins de produits qui périssent rapidement.
❸ **Pour quelle raison :** Nous jetons, par personne, deux kilos de nourriture par semaine. Ces produits ont nécessité de l'énergie



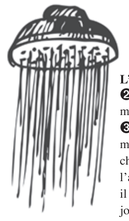
Les lingettes humides, le papier toilette et papier cuisine
❶ **Action de l'Etat :** Taxer fortement
❷ **Vous pourriez :** Limiter la consommation
❸ **Pour quelle raison :** En Europe, on consomme en moyenne 13 kg de papier toilette par an. Les lingettes humides, le papier toilette et de cuisine pouvent être facilement remplacés par des serviettes lavables.



Les vêtements
❶ **Action de l'Etat :** Taxer fortement
❷ **Vous pourriez :** Limiter tes achats et donner ceux que tu n'utilises plus
❸ **Pour quelle raison :** La production d'habits dépasse, par année, les 100 milliards de pièces produites (!). Les personnes qui les produisent, principalement dans des pays pauvres, travaillent souvent dans des conditions catastrophiques.

Les machines lave-linge et sèche-linge
❷ **Vous pourriez :** Utiliser les habits plus longtemps avant de les laver et choisir un programme de lavage à basse température.
❸ **Pour quelle raison:** Economie d'énergie.

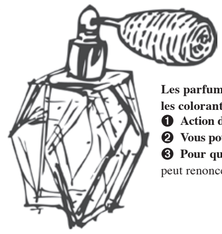
Les toilettes
❷ **Vous pourriez :** Limiter l'eau utilisé par la chasse d'eau.
❸ **Pour quelle raison :** Nos WC engloutisse 20% de notre consommation d'eau ou 20 litres par personne et par jour. Donc, réfléchissons avant de tirer la chasse. Lors de rénovation de notre salle de bain, on peut installer des WC avec lavabo intégré. Les pros de l'environnement pourront même remplacer leur WC tradionnel par des toilettes sèches dont le contenu servira d'engrais naturel pour le compost.



L'utilisation de la douche
❷ **Vous pourriez :**Se doucher rapidement et avec de l'eau tiède
❸ **Pour quelle raison :** Il est recommandé de fermer le robinet de la douche lorsque l'on se savonne ou lors de l'application shampoing. Par ailleurs, il est superflu de se doucher tous les jours.

Les vêtements de luxe
❷ **Vous pourriez :** Limiter la consommation
❸ **Pour quelle raison :** Articles auxquels on peut renoncer facilement.

Les objets usagés
❶ **Action de l'Etat :** Incitations fiscales
❷ **Vous pourriez :** Réparer au lieu de les remplacer
❸ **Pour quelle raison :** Les autorités devraient réduire les taxes pour les services de réparation.



Les parfums, les cosmétiques, les colorants, les bijoux de luxe
❶ **Action de l'Etat :** Taxer fortement
❷ **Vous pourriez :** Limiter la consommation
❸ **Pour quelle raison :** Articles auxquels on peut renoncer facilement.

Les chirurgies plastiques
❷ **Vous pourriez :** Limiter la consommation
❸ **Pour quelle raison :** Articles auxquels on peut renoncer facilement.

«Da passiert etwas Wichtiges»

«Plus chaud que le climat» ist ein berührender Dokfilm über die Klimajugend - und eine durch und durch lokale Produktion. Zwei Bieler haben ihn realisiert, fünf Bieler Jugendliche sind in den Hauptrollen. Am Festival du Film Français d'Hélvétie feierte der als Fernsehfilm konzipierte Streifen vor vollen Rängen Premiere und erntete am Ende gar partielle Standing Ovations. Ein Gespräch mit Co-Regisseur Adrien Bordone.

Janosch Szabo

Regisseur Adrien Bordone zur Organisation der Jugendlichen des Klimastreiks: «Ihre Sitzungen waren sehr erwachsen, wirklich beeindruckend»

Wie fühlt es sich an, jetzt da der Film fertig ist und du und Co-Regisseur Bastien Bösiger ihn ein erstes Mal zeigen konntet?

Das Interesse der Leute am Film freut mich sehr. Es macht Lust, ihn noch an vielen weiteren Orten zu zeigen und vor allem auch die Diskussion, die Reflektion und die Debatte über das, was er zeigt, anzuregen. Die Frage ist doch: wie machen wir in der Realität weiter? Das ist, was mich umtreibt und was wir mit dem Film auslösen wollten. Bis wohin bin ich mit den Jugendlichen einig oder auch nicht? Was ist meine eigene Position? Der Film berührt ganz offensichtlich die Menschen auch auf emotionaler Ebene. Das haben wir diverse Reaktionen gezeigt.

Ging mir auch so. Die Jugendlichen berühren in ihrer Art, wie sie sich ausdrücken. Warum gerade diese fünf Jugendlichen?

Die erste, über die wir zum Thema gekommen sind, ist Jeanne. Für sie ist das Engagement fürs Klima eine tägliche Angelegenheit, es ist Teil ihrer Persönlichkeit. Sie ist sehr besorgt um die Zukunft unseres Planeten. Dazu kommen vier Jugendliche, die sich in unterschiedlicher Art engagieren. Da ist Marc, der eher rationell und mit Vernunft agiert. Dann Nina, die super engagiert ist auf verschiedenen Niveaus und sich wortgewandt ausdrückt. Fabio, der sich in erster Linie für die Politik interessiert, und Léa mit viel Freude am Engagement im Moment.

Wie liefen die Dreharbeiten mit ihnen?

Gut. Es entstand rasch ein Vertrauensverhältnis. Der Film ist ja auch respektvoll und wohlwollend, auch wenn wir die Jugendlichen zwischendurch herausfordern. Wir haben versucht, sie in Frage zu stellen, sie sich selber aber auch. Auf jeden Fall haben wir Persönlichkeiten kennen gelernt, die uns beeindruckt und bereichert haben. Wir haben viel gelernt. Deshalb liebe ich auch Dokumentarfilme so sehr.

Auch in deinen letzten beiden Filmen «Après l'hiver» (2015) und Alexia, Kevin & Romain (2019) waren jeweils Jugendliche die Protagonisten. Warum?

Es ist ein spannendes Alter mit einer speziellen Energie, so zwischen 16 und 18 Jahre. Da stellen sich Fragen: Was will ich werden, habe ich Angst, freue ich mich? Weichen werden gestellt. Alles dreht sich um die Zukunft. So auch bei den Jugendlichen im aktuellen Film, die sich ja sehr um die Zukunft sorgen, nicht nur die persönliche sondern auch die unseres Planeten. Bleiben sie dran, oder entscheiden sie sich für ein Studium? Eine meiner Hauptfragen war: Wie kann man eine Bewegung, einmal lanciert über längere Zeit weiterführen? Wie kann man die Energie hochhalten?

Hast du darauf eine Antwort erhalten?

Insofern, als dass eine der Möglichkeit ist, sich aktiv in der Politik zu engagieren, ja. Das jedenfalls haben mehrere der Jugendlichen gemacht und sind unterdessen der Juso Biel beigetreten.

Was hat dich während der Dreharbeiten am meisten überrascht?

Es hat mich erstaunt, wie seriös die Jugendlichen diese Klimastreiks angegangen sind. Ihre Sitzungen waren sehr erwachsen, wirklich beeindruckend. Mit 16 hätte ich doch noch nicht gewusst, was man alles tun muss, um eine Demo durchzuführen. Da habe ich mit Freunden Fussball gespielt. Aber diese Jugendlichen sind, wenn auch emotional und körperlich ganz normal in der Entwicklung so doch intellektuell sehr reif.

Haben sie sich während der Dreharbeiten für den Film verändert?

Ja, anfangs waren sie ängstlich und doch noch eher Kinder, die nicht genau wussten, wohin es geht. Dann wurden sie erwachsen, selbstsicherer und bereit, ihre Ideen wortgewandt zu verteidigen. Es war spannend zu merken, wie sie einem plötzlich auf Augenhöhe begegnet sind. Gegen Ende des Films haben sie zudem viel besser gesprochen. Sich engagierend lernt man so viel dazu. Aber auch der Film selbst hat sie, glaube ich, weitergebracht.

Ihr wolltet ursprünglich einen Film über die Bieler Transitionbewegung machen. Wie ist es dann zu «Plus chaud que le climat» gekommen?

Via Jeannes Mutter, die ich schon kannte, bin ich auf dieses engagierte Mädchen aufmerksam geworden. Jeanne hat mich mit ihrer Art des Engagements sofort berührt, ich habe gespürt, dass sie zu allem bereit ist, um gehört zu werden und Einfluss zu nehmen. Und dann, als wir zum ersten Mal mit ihr an eine Sitzung der Bieler Klimastreikbewegung mitgegangen sind, wurde uns sofort klar: da passiert etwas Wichtiges, etwas, das es zu archivieren und zu zeigen gilt. So nahm der Film seinen Lauf ohne genaues Konzept, sondern auf das Geschehen reagierend. Unser Vorteil war, dass wir beide in Biel leben und arbeiten und so rasch reagieren können. Wenn sich etwas bewegte, waren wir vor Ort. Das Geld haben wir nachher gesucht.

Der Film ist als Fernsehfilm konzipiert. Wie kam es dazu?

Die Idee war von Anfang an, einen Film für die breite Öffentlichkeit zu machen. Und da ist das Fernsehen natürlich das ideale Medium. Ziel war es, mit einem Film, der von allen gesehen werden kann, zur Diskussion anzuregen. Darüber hinaus arbeiten wir seit mehreren Jahren gut und gerne mit dem Westschweizer Fernsehen RTS zusammen, das unsere Projekte unterstützt.

Glaubst du, dass die Klimajugend wirklich etwas verändern kann?

Ein Glück auf jeden Fall, dass sie da ist, sonst wüsste ich nicht, ob ich Hoffnung hätte. Die engagierten Jugendlichen appellieren und inspirieren, aber ich zähle nicht auf sie, um die Klima-Probleme zu lösen. Damit sich wirklich etwas ändert, müssen wir die 10 Prozent Reichsten dieser Welt erreichen und zum handeln bringen.

Was ist das nächste Projekt?

Einen Film zu realisieren, braucht vom Drehbuch schreiben, über die Dreharbeiten und die Montage bis hin zur Geldsuche immer viel Zeit. Ich habe zwar schon verschiedene Ideen, aber es ist noch zu früh, um sagen zu können, welche davon ich anpacken werde. Sicher ist, dass ich mich weiterhin für die Anliegen, die mir wichtig sind, engagiere und die Menschen, die ich liebe, in den Mittelpunkt stelle.

Jeanne, die junge Frau, mit der der Film seinen Lauf nahm. Hier bei einer Demo-Rede auf dem Zentralplatz.

Adrien Bordone

Adrien Bordone, geboren 1987 in Biel, hat eine doppelte Ausbildung in den Bereichen Kino und Philosophie. Nach einem Bachelor-Abschluss an der Ecole cantonale d'art de Lausanne (2010) studierte er Philosophie und Filmtheorie an der Universität Lausanne (2013), bevor er sein Master-Studium an der Universität Zürich abschloss (2017). Er drehte mehrere Dokumentarfilme für Radio Télévision Suisse und das Kino, darunter Après l'hiver (2015) und Alexia, Kevin & Romain (2019), und schreibt eine Dissertation in Philosophie und Filmwissenschaft an der Universität Lausanne. Seit 2010 arbeitet er zusammen mit seinem Filmpartner Bastien Bösiger als Filmemacher bei À Travers Champs in Biel.
www.atraverschamps.ch

Fotos: Ausschnitte aus dem Film « Plus chaud que le climat ».

Im Kino und TV

Der Film im Kino und am Fernsehen «Plus chaud que le climat» wird an folgenden Tagen gezeigt:

1. **November** um 22:40 Uhr auf SRF 1
9. **November** um 18 Uhr im Kino Rex, mit folgenden Gästen Glenda Gonzales Bassi (PS), Natasha Pittet (PLR) und Lena Frank (Verts)
19. **November** um 18 Uhr im Kino Rex, mit Ernst Zürcher (Wissenschaftler und Baumspezialist)
14. **Januar 2021** um 18 Uhr im Kino Rex 2, mit der reformierten Kirchgemeinde Biel

Debout pour un changement!

L'occupation de la place fédérale par les activistes du climat a marqué le retour du thème du climat dans le paysage politique de la Suisse. En direct, Mathilde raconte et nous livre ses réflexions.

———
Mathilde Hofer
———

A celles et ceux qui nous reprochent l'usage de la désobéissance civile pour exiger la justice climatique et sociale, nous répondons :

Être debout pour un changement écologiste et anticapitaliste, c'est légitime !

Je fais mon sac dimanche matin avant l'action: BAM dans ta tronche, aux informations, les feux de forêts en Amazonie. Juin 2020 a compté le plus grand nombre d'incendies en Amazonie des 13 dernières années[1]. Ce qui devrait être illégal, ce sont les pratiques des multinationales actives dans le bois, l'or ou encore l'agro-industrie qui ont pour conséquences la déforestation !

En route avec tout mon paquetage (habits pour une semaine, tente, matelas, sac de couchage, affaires pour le travail, etc.), je passe devant le magasin Nespresso. Ce qui devrait être illégal, c'est la privatisation de l'eau et sa mise en bouteille de plastique, comme le fait Nestlé !

Go to Bern, avec tout mon amour pour cette planète et les êtres qui y vivent et toute ma rage contre ce système toxique.

Au briefing d'Extinction Rébellion (XR), on nous transmet les informations nécessaires. Nous nous répartissons par rôles: bloqueur.euse.s, chargé.e.s de se mettre en place dès notre arrivée sur la place fédéral pour «tenir» une partie des barricades avec leurs corps et des harmlocks, sortes de tuyaux qui relient deux activistes et retardent l'évacuation par la police si nécessaire; ange gardien.ne.s qui prendront soin des personnes qui bloquent, etc. Moi, c'est l'équipe logistique que je rejoins cette fois-ci. Nous nous occuperons du matériel, surtout des sacs des activistes.

Après une courte nuit plus qu'étrange, passée dans une immense Église à Berne, à dormir entre les bancs à côté de l'Orgue, c'est au son d'une voix de femme qui chante que nous nous réveillons à 4h du matin et nous nous préparons en vitesse pour nous tenir prêt.e.s. Ça y est, les portes s'ouvrent ! Nous nous dirigeons d'un pas rapide et décidé vers la place fédérale. Là, dans la pénombre, convergent les autres groupes d'activistes. Les très jeunes participant.e.s de la grève pour le climat se font entendre, côté Waisenhausplatz, à coup de slogans «What do we want ! Climate Justice. When do we want it, now !» Un groupe de cyclistes déboule, se pose devant la Banque Nationale Suisse (BNS) et commence à installer une barricade de vélos, tandis qu'un tracteur livre ses bottes de paille pour que nous puissions construire la première ligne du blocage que tiendra XR, en face du Palais fédéral.
Petit à petit, derrière nous, «un village climat» se met en place alors que le jour se lève et que les premier.ère.s passant.e.s commencent à s'apercevoir de notre présence: tentes où se tiendront les assemblées de prises de décision et les conférences, toilettes sèches, cuisine, camping. La police est là, elle aussi, mais semble pour l'instant nous observer.
Bientôt commenceront les négociations avec les autorités qui chercheront à nous déloger de cette place, puisque nous l'occupons illégalement. Nous n'avons pas l'autorisation d'y être et toute manifestation politique y est interdite pendant la tenue des sessions parlementaires.

Ce qui devrait être illégal, ce sont les investissements dans les énergies fossiles des banques qui trônent sur cette place et devant lesquelles nous campons pacifiquement. «De 2016 à 2019, Crédit Suisse a prêté 75 milliards à la filière des fossiles. La BNS est responsable de 43,3 millions de tonnes d'émissions de CO_2 par an, soit l'équivalent du bilan carbone de toute la population helvétique.»[2]

Être debout pour un changement antiraciste et féministe, c'est légitime !

Après les journées de lundi et mardi passées au bureau à Berne, puisque je travaille aussi cette semaine, comme

Blockade anlässlich des «Rise Up For Change» vor dem Bundeshaus. Foto: Climatestrike

nombre d'entre nous qui avons jonglé entre l'occupation de la place fédérale et nos autres obligations, je reviens pour de bon mardi en fin d'après-midi sur le camp climat. J'y découvre une situation tendue et révoltante: alors que d'une part, les négociations pacifiques avec la police sont encore en cours en vue de nous faire évacuer la place, celle-ci fait usage de la violence contre une autre manifestation avec laquelle le camp climat s'est solidarisée, celle de Stop Isolation: «Gaz irritant, canon à eau, Flash-Ball d'un côté et dialogue de l'autre… la marche organisée par des personnes migrantes dans le but de dénoncer leurs conditions de vie en Suisse n'a pas bénéficié du même traitement que l'action des campeurs pro-climat quelques mètres plus loin», indiquait à ce propos un ami activiste dans un des trop rares articles[3] thématisant ce moment flagrant de racisme institutionnel.

C'est cette violence structurelle de la police contre certaines populations et pas d'autres, le renvoi de réfugié.e.s et le refus d'accueillir celles et ceux encore bloqué.e.s dans les camps en Grèce qui devraient être illégaux.

Ce même soir, après avoir finalement pu accueillir au son du slogan «personne n'est illégal» les sans-papiers, requérant.e.s d'asile débouté.e.s et autres personnes solidaires de la manifestation réprimée, un orage s'abat sur le camp climat. Abritées tant bien que mal sous les tentes, des assemblées se tiennent afin de décider collectivement et horizontalement de la poursuite de l'occupation. Ensuite, tout le monde se prépare à l'arrivée imminente des forces de polices: l'évacuation semble être prévue pour cette nuit.

L'image la plus forte que je garderai à vie de cette nuit-là, la voilà: de très jeunes activistes, dans les 15-18 ans, se tenant les un.e.s aux autres, dans le vent et la nuit, qui chantent face à une ligne de policiers qui les fixent: «Take me by the hand, strong in solidarity we stand, fight for climate Justice!»
…
Dernier acte de mon vécu de cette semaine d'action. Je reviens à Berne vendredi matin, un peu reposée émotionnellement et physiquement pour déjà replacer mon énergie là où l'exige cette journée : tenir le discours de solidarité des collectifs romands de la grève féministe lors de la manifestation pour la justice climatique qui clôt la semaine Rise up for change. Là aussi, en résumé: ce qui devrait être illégal, c'est de dépenser l'argent public pour des avions de combat dont le carburant utilisé pour une heure de vol équivaut à 2,5 fois le tour de la terre en voiture, alors que les tâches de soin, essentielles et effectuées majoritairement par des femmes, restent peu ou pas rémunérées.

La lutte pour un monde juste et qui respecte la planète est légitime et nécessaire, alors vive la culture de résistance !

Mathilde Hofer
Activiste Extinction-Rébellion

[1] « Pourquoi l'Amazonie brûle-t-elle », Tatiana Fonseca Oliviera, Contretemps, 17.08.2020
[2] Communiqué de presse de Solidarités, 2.10.2020
[3] « Violences policières dénoncées », Le Courrier, 25.09.2020

We are few, but we are strong

Erlebnisbericht einer Studentin, die bei der Besetzung des Bundesplatzes im Rahmen von Rise Up for Change als «Blockerin» mittendrin war.

———
Miro
———

WHAT DO WE WANT? Mit dieser Frage, die die Klimabewegung nun schon einige Jahre prägt, verschönere ich meine Jeansjacke an der Siebdruckstation für das Rising Up for Change. Alle, die an diesem Sonntagnachmittag für die letzten Vorbereitungen der kommenden Woche zusammenkommen, kennen die Antwort auf die Frage: CLIMATE JUSTICE.
Es ist ein warmer Nachmittag. In verschiedenen Sitzungen erhalten wir Erklärungen zu unseren Rollen der Aktionswoche. Gemeinsam tanken wir Energie in der Sonne, gewinnen durch angeregte Gespräche Motivation und entwickeln ein Zusammengehörigkeitsgefühl, das unser bevorstehendes Projekt erst möglich machen wird. Als es langsam dunkel wird, begeben wir uns zu den uns zugewiesenen Übernachtungslagern.

Ich betrete die Kirche durch einen Nebeneingang. Drinnen empfängt mich ein fröhliches aber gedämpftes Gewusel: Es werden Kartenspiele gespielt, intensive Gespräche geführt und eifrig geeignete Schlafplätze für die Nacht ausgesucht. Die Stimmung ist aufgewühlt und energiegeladen. Es fühlt sich an wie die fünf Minuten vor dem Beginn des Konzertauftritts, dem Referat oder einem wichtigen Vorstellungsgespräch. Eine Mischung aus Aufregung, Vorfreude und Unsicherheit. Ich denke an Morgen. Wird alles reibungslos funktionieren?

Camping auf dem Bundesplatz

Ein leises Summen, das in den Gewölben widerhallt, weckt uns aus dem Schlaf. Sofort beginnt ein geschäftiges Rascheln und innerhalb kürzester Zeit stehen wir geordnet und mucksmäuschenstill vor dem Ausgang bereit. Auf ein Zeichen werden die zwei Flügeltüren geöffnet und wir treten in die kalte Nachtluft hinaus.
Wir sind die erste Gruppe die auf dem Bundesplatz eintrifft. Es geht alles ganz schnell. Fast zeitgleich stossen die anderen Gruppen aus zwei weiteren Strassen zu uns. Es ist ein ergreifender Moment, als wir alle endlich gemeinsam da sind. Singend und skandierend besetzen wir den Bundesplatz. Als Blockerin kann ich von meinem Sitzplatz aus das bunte Treiben beobachten. Vollkommen fasziniert beobachte ich, wie jede Person ihre spezifische Rolle ausführt und als kleines Rädchen gemeinsam mit den Anderen das riesengrosse Uhrwerk zum Laufen bringt. Das illegale Uhrwerk vor dem schweizerischen Bundeshaus.

Innert zwei Stunden sind verschiedene grosse und kleine Zelte wie auch Toiletten aufgebaut und es gibt lecker duftenden Kaffee aus der Küche. Das Back-Office hat bereits die erste Medienmitteilung geschrieben, das Legal-Team ist mit der Polizei in Kontakt und das Care-Team bringt den verschiedenen Bezugsgruppen Brötchen mit Marmelade. Als es langsam hell wird, hat sich der Bundesplatz in einen vollausgestatteten Campingplatz verwandelt, geschmückt mit Bannern und farbigen Plakaten. Nach dem Frühstück gehen die ersten Rebell*innen vom Bundesplatz direkt zur Arbeit. Wir sind entschlossen, den ‚Klimaplatz' eine Woche unser Zuhause zu nennen.

Nachmittags sind wir etwas ermüdet, das zuvor ausgeschüttete Adrenalin lässt nach und eine leichte Erschöpfung setzt ein. Nachdem am Abend die wichtigsten Verhandlungen mit der Polizei abgeschlossen sind, verlassen einige den Platz um eine Nacht zuhause durchschlafen zu können, auch ich. Am nächsten Tag ist die Normalität des Alltags geradezu absurd. Ich sitze in meiner Vorlesung und mein Handy vibriert ununterbrochen. Ich bekomme Nachrichten meiner Bezugsgruppe. Ich werde nervös. Ich sitze hier und höre etwas über vergangene, historische Phänomene, während auf dem Bundesplatz Geschichte geschrieben wird. Mein Handy blinkt auf: Eine Nachricht aus dem Infochannel. «Wir brauchen jede*n einzelne*n von euch!» «Kommt jetzt auf den Bundesplatz». Was mache ich hier eigentlich?! Ich verlasse den Unterricht und rufe meine Schwester an. Auch sie war in der Uni, auch sie hat sie verlassen. Bei den Schliessfächern am Bahnhof angekommen, treffen wir auf eine weitere Aktivistin, die morgens in Zürich arbeiten war, und ebenfalls ihre Sachen gepackt und den nächsten Zug nach Bern genommen hat. Als wir den Bundesplatz erreichen, erfahren wir, dass es vielen ähnlich erging. Alle sind zurückgekommen mit dem dringlichen Gefühl, hier sein zu müssen – und nirgendwo anders. Ich bin erleichtert, als ich den Platz betrete und meine Bezugsgruppe fröhlich und wohlauf wiederfinde. Ich bin. hier.

Dialog und Wasserwerfer

Dienstag wird zum turbulenten Tag. Wir stellen einerseits die Forderung, dass Politiker*innen zur Diskussion auf den Bundesplatz kommen sollten – und sie kommen. Andererseits findet eine andere Demonstration von ‚Stop Isolation' statt. Diese Kundgebung, die überwiegend aus Migrant*innen besteht, wird mit Wasserwerfern, Pfefferspray und Gummischrot von der Polizei daran gehindert, zu uns auf den Bundesplatz zu gelangen. Mich ergreift ein Gefühl der unfassbaren Ungerechtigkeit. Das Ganze ist eine morbide Analogie des Geschehens in der aktuellen Flüchtlingspolitik Europas: Demonstrierende, die in sogenannten Rückkehrzentren feststecken und keine Lebensperspektive mehr haben, werden von der Polizei misshandelt. Und wir? Wir besetzen den Bundesplatz, eine zentrale Linie des öffentlichen Verkehrs und dürfen mit Politiker*innen und Polizist*innen in konstruktiven Dialog treten. Diskurs als Konfliktbewältigung ist sehr wünschenswert, aber eben für ALLE Menschen und nicht nur für Personen mit einer gültigen Aufenthaltsbewilligung oder einem Schweizer Pass.
Die Erleichterung ist gross, als die Gruppe endlich den Klimaplatz erreicht und einige Reden gehalten werden können.

Gemeinsam sind wir stark

Abends gibt es Konzerte und leckeres Essen. Es herrscht entspannte Stimmung. Später, als es schon dunkel ist, beginnt es zu regnen, bald in Strömen, wir werden alle bis auf die Knochen nass. Wir sind müde, erschöpft und uns ist kalt. Wir sind froh als das Plenum ausgerufen wird, um das Vorgehen zu klären. Irgendwann werden trockene Kleider vorbeigebracht und wir können uns umziehen. Ich bin todmüde und möchte eigentlich nach Hause ins warme Bett.
Doch dann wird klar - wir werden heute Nacht geräumt. Die Polizei kommt. Jetzt. In wenigen Minuten haben wir den ganzen Bundesplatz umringt mit menschlichen Blockaden, die sich ineinander verhakt oder mit Ketten aneinandergebunden haben. Beide meiner Armen stecken in einem ‚Armlock' durch das ich mit den nächsten Blocker*innen neben mir verbunden bin. Ein Armlock ist eines der vielen Hilfsmittel um sich bei Blockaden an anderen Menschen anzuketten. Personen, die nicht in der Blockade und damit beweglich sind, umsorgen uns, bringen uns Decken und Regenschirme. Mir ist kalt. Mein Sitznachbar schlägt vor, Yoga zu machen, um unsere Arme regelmässig entlasten und unsere Körper aufwärmen zu können. Gemeinsam wippen wir mit unseren Oberkörpern nach vorne und wieder zurück. In dieser Position verharren wir einige Stunden, während die Polizei uns mehrmals auffordert, den Ort freiwillig zu verlassen. Vielleicht sitzen Kinder von Polizist*innen hier auf dem Platz, denke ich. Wir singen Lieder und lenken uns gegenseitig von der Nässe und Kälte ab.
Irgendwann beginnen sie den Platz zu räumen. Sie schneiden die Ketten und Armlocks auf und tragen Menschen weg. Es dauert eine Weile bis sie zu meiner Bezugsgruppe vordringen. Ich bin durchnässt, erfroren und irgendwie fast erleichtert, als sie endlich kommen.

Die Feuerwehr schneidet uns los und die Polizei führt uns ab. Eine lange Zeit des Wartens beginnt; Warten auf den Kastenwagen, warten im Warteraum. Als ich endlich in eine Zelle geführt werde, ziehe ich meine nassen Schuhe aus, wickle mich in die Militärdecken und schlafe ermüdet ein. Einige Stunden später, werde ich zum Verhör aufgerufen, direkt danach, kann ich gehen. Draussen werde ich herzlich von wartenden Aktivist*innen empfangen. Sie haben schon Stunden vor dem Posten ausgeharrt. Wir sind erschöpft aber glücklich. Die Zeitungen sind voll von uns, voll mit dem Thema Klimawandel.

In dieser Woche habe ich selbst miterleben dürfen, wie friedlicher und gewaltfreier Widerstand möglich ist und wie stark Menschen sind, wenn sie es schaffen, zusammenzuarbeiten. Wir haben begonnen zu kämpfen für unsere Welt und für die Menschen und alle Lebewesen, die noch kommen werden. Als ich nach Hause gehe, schaue ich mir das neuste Video der Medien-Gruppe an, indem die Räumungsnacht dokumentiert wird. Die letzten Worte, die im Video aufleuchten, stehen stellvertretend für die Klimakrise und deren Bewältigung: «The camp has been evicted. But the struggle, has just begun».

Miro (Pseudonym):
Studentin und Barkeeperin

Das Fieberthermometer steigt

Während der «Rise Up For Change»-Klimawoche in Bern trat eine Gruppierung auf, von der bisher im deutschsprachigen Raum noch nicht viel zu lesen und zu hören war: die «ÄrztInnen für Extinction Rebellion».

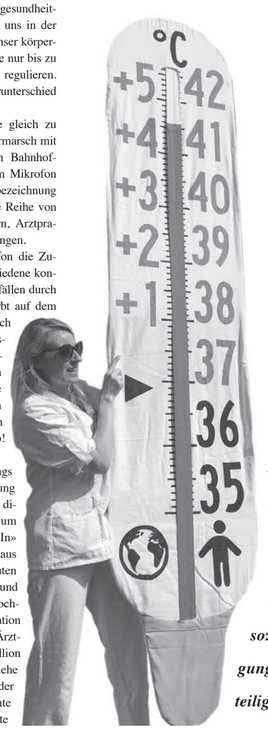
———
Andreas Bachmann
———

Was haben jetzt auf einmal Berufsleute aus dem Gesundheitswesen mit der Klimathematik zu tun?

Sehr viel sogar, das macht die Gruppierung während ihrer Performances auf dem Bahnhofplatz deutlich: die Klimaerwärmung hat nicht nur dramatische Auswirkungen auf das globale Ökosystem, sondern ganz direkt auch auf die Gesundheit aller Menschen, die ja Teil des Ökosystems sind. Mit dem Anstieg der globalen Temperaturen, steigt gleichzeitig die gesundheitliche Belastung, auch bei uns in der reichen Schweiz. Denn: unser körpereigenes System kann Hitze nur bis zu einem bestimmten Punkt regulieren. Wenige Grade Temperaturunterschied können tödlich sein.
So tritt auch die Gruppe gleich zu Beginn in einer Art Trauermarsch mit schwarzem Sarg auf den Bahnhofplatz. Alle stellen sich am Mikrofon mit Namen und Berufsbezeichnung persönlich vor; eine lange Reihe von Berufsleuten aus Spitälern, Arztpraxen und Therapieeinrichtungen.
Während nun am Mikrofon die Zusammenhänge und verschiedene konkrete Beispiele von Todesfällen durch Hitze erzählt werden, stirbt auf dem Bahnhofplatz symbolisch immer mehr Gesundheitspersonal, bis alle am Boden liegen und nur noch eine überdimensionierte Sanduhr hochgehalten wird, mit der eindeutigen Botschaft: die Zeit läuft ab!

Im Verlauf des Nachmittags begibt sich die Gruppierung in Trauermarschformation direkt vor das Bundeshaus, um mit einem weiteren «Die-In» vor versammelter Menge aus PolitikerInnen, Medienleuten und KlimaaktivistInnen und unter grossem Applaus nochmals auf die globale Situation und die Forderungen der ÄrztInnen für Extinction Rebellion aufmerksam zu machen (siehe Infokasten). Es war einer der emotional starken Momente dieser Woche: Berufsleute aus dem Gesundheitswesen blockieren in einem Akt des zivilen Ungehorsams die Strasse vor dem Bundeshaus und fordern: Es darf keine Zeit mehr verschwendet werden; die Politik muss entschieden und schnell handeln!

Die Temperaturen steigen und die Welt hat Fieber.



Hitzewellen

Seit 1980 hat die Anzahl der Hitzewellen global um das Fünfzigfache zugenommen; manche unter ihnen haben Tausende von Toten gefordert. Die fünf wärmsten Sommer in Europa seit 1500, sind allesamt nach 2002 aufgetreten. In Zukunft werden global immer mehr Gebiete unbewohnbar werden, manche Städte nur noch mit Klimaanlagen belebbar sein. Schon jetzt, bei einer globalen Erwärmung von 1.1 Grad, erleben wir eine erschreckende Zunahme von Starkwetterereignissen wie Dürren, Waldbrände, Überschwemmungen. Die Polkappen schmelzen ab, der Permafrostboden taut auf, die Korallenriffe erbleichen und wahrscheinlich werden diese Prozesse beim Überschreiten von Kipp-Punkten bald unumkehrbar, womit sich die Klimaerwärmung weiter beschleunigen und unkontrollierbar werden würde.
Nicht auszudenken, was bei einer Erwärmung von 3 oder 4 oder noch mehr Grad bis Ende des Jahrhunderts passieren würde – und doch steuern wir geradewegs darauf zu: Hungersnöte, Armut, Migration, Gewalt und Kriege. Die Folgen wären auf allen Ebenen unvorstellbar und – wollte man dem Wahnsinn einer finanziellen Berechnung erliegen – schlicht unbezahlbar.

«Ärzte und alle Angehörigen der Gesundheitsberufe haben die Verantwortung und die Pflicht, sich an allen Arten gewaltfreien sozialen Protests zur Bewältigung des Klimawandels zu beteiligen.»

Richard Horton, «The Lancet»

Rebellieren!

Angesichts dieser unerfreulichen Prognosen wird verständlich, weshalb Richard Horton, Chefredaktor des renommierten Medizinjournals «The Lancet», die Klimakrise als aktuell grösste Bedrohung der Gesundheit aller Menschen sieht und deshalb alle im Gesundheitswesen tätigen Berufsleute dazu auffruft, sich aus Mitgefühl und Liebe für die Menschen den «doctors for extinction rebellion» anzuschliessen: «Ärzte und alle Angehörigen der Gesundheitsberufe haben die Verantwortung und die Pflicht, sich an allen Arten gewaltfreien sozialen Protests zur Bewältigung des Klimawandels zu beteiligen.»
Dem Aufruf folgen inzwischen schon Tausende von Berufsleuten aus dem Gesundheitswesen und in verschiedenen Ländern haben sich aktive Gruppierungen gebildet. Wir werden bestimmt noch mehr darüber hören und lesen.

Fotos: Andreas Bachmann

Weitere Infos: facebook.com/doctors4xr.ch
Mail /Newsletter: doctors4xr@protonmail.ch
Website: xrebellion.ch, https://www.doctorsforxr.com (engl.)
Ganzes Statement von Richard Horton: https://tinyurl.com/y4835839

«Ärzte für Extinction Rebellion Schweiz – Rebellion für die Gesundheit»

ist ein Zusammenschluss von Berufsleuten aus dem Gesundheitsbereich, welche sich im Bewusstsein dafür, dass der Klimawandel eine drohende Gefahr für die öffentliche Gesundheit darstellt, dazu entschlossen hat, die weltweite Bewegung von Extinction Rebellion zu unterstützen und eigene Aktionen des zivilen Ungehorsams zu unternehmen.

Ohne radikale Veränderungen der aktuellen Tendenzen werden Erkrankungen und Todesfälle, welche in direktem Zusammenhang mit Hitze, schlechter Luftqualität, Wasserqualität und Lebensmittelqualität, sowie Infektionskrankheiten stehen, im Laufe der kommenden Jahrzehnte in katastrophaler Weise zunehmen und die Gesundheit von Millionen Menschen bedrohen.

Die Weltgesundheitsorganisation hat davor gewarnt, dass «der Klimawandel die grösste Bedrohung für die globale Gesundheit im 21. Jahrhundert» ist. Als Gesundheitsfachleute sind die ÄrztInnen für XR um das gesundheitliche Wohl ihrer PatientInnen und der gesamten Weltbevölkerung besorgt. Sie haben die Pflicht, sich um Menschen in Gefahr zu kümmern, bevor es zu spät ist.

Aus dem Flyer der ÄrztInnen für XR

Forderungen der Ärzte für XR (nur Stichworte):
- Dass die Gesundheitsbehörden kommunizieren, dass der Klimawandel eine tödliche Gefahr für die Weltbevölkerung darstellt.
- Jetzt zu handeln, um das Leben auf der Erde zu bewahren
- BürgerInnenversammlungen, die Entscheidungen für das Gesundheitssystem fällen und mittragen.

«Die-In» der ÄrztInnen für Extinction Rebellion vor dem Bundeshaus.

«Die unbewohnbare Erde – Leben nach der Erderwärmung»

«Es ist schlimmer, viel schlimmer, als Sie denken». Mit diesen aufrüttelnden Worten beginnt David Wallace-Wells umfassender Lagebericht zur klimatischen Situation unserer Erde. Was erst einmal wie plumpe Panikmache tönt, entpuppt sich in der Folge als sorgfältiger, gut recherchierter und mit vielen wissenschaftlichen Quellen belegter Bericht über die globale Klimasituation, in der wir uns befinden.

———
Andreas Bachmann
———

Zuallererst müssen wir uns von der Vorstellung linearer Entwicklungen der Erderwärmung verabschieden: die Folgen der Erwärmung werden vielmehr kaskadenartig über uns hereinbrechen. Selbst sehr zurückhaltende aktuelle Prognosen werden immer wieder von der Realität überholt.
Was wir derzeit global an Klimaextremen erleben, ist dabei erst der Anfang: wir müssen uns auf dramatische Entwicklungen gefasst machen. Schon 1997, beim Unterschreiben des Kyoto-Protokolls, galten 2 Grad Erwärmung als Grenzwert zur Katastrophe. Aktuell wirkt das Zwei-Grad-Ziel eher wie ein Best-Case-Szenario, steuern wir doch in Richtung drei, vier oder mehr Grad Erwärmung bis Ende Jahrhundert. Die entsprechend wahrscheinlichen Szenarien werden sorgsam vor der Öffentlichkeit verborgen; man will ja nicht der Panikmache bezichtigt werden.

In aufrüttelnden Kapiteln beschreibt David Wallace-Wells detailliert, wie unser ganzes Ökosystem längst aus dem Gleichgewicht geraten ist. Das Tagesgeschehen in den Medien zeigt bruchstückhaft, was hier als Gesamtbild gezeichnet wird.

Das Buch lässt nicht mehr los, fesselt und erschüttert zutiefst. Und eine unbequeme Ahnung drängt sich auf: wir haben es hier nicht mit irgendwelchen Hirngespinsten eines Ökospinners zu tun, sondern stehen am Anfang einer Entwicklung, die dramatische Auswirkungen auf das Leben der gesamten Menschheit haben wird. Und eine ebenso unbequeme, bisher völlig unvorstellbare Frage drängt sich hartnäckig auf: wie lange wird dieser Planet noch bewohnbar bleiben?
«Wäm sini Zuekunft? Öisi Zuekunft!» hallt es in meinen Gedanken und ich denke an die Jungen, die erleben werden, wie immer weitere Teile der Erde unbewohnbar werden, mit allen Konsequenzen…

Narrative

Ein wichtiger Teil des Buches behandelt ausführlich die verschiedenen Narrative der Klimadiskussion, benennt Weltanschauungen, kognitive Verzerrungen und stellt die Frage, ob eher Angst oder Hoffnung zum Handeln motivieren.
Dass Panik lähmend wirken kann, besonders wenn die Lage aussichtslos scheint, ist bekannt. Panik kann uns jedoch auch den nötigen Schub verschaffen, um jetzt mutig, entschieden und gemeinsam zu handeln, solange noch ein kurzes Zeitfenster besteht.

An dieser Stelle wird der Frage nachgegangen, wie denn mögliche Lösungen lauten könnten und von welcher Seite diese zu erwarten sind und von welcher Seite eher nicht.

Vielleicht sollte Schluss gemacht werden mit dem, was der Klimaforscher James E. Hansen „wissenschaftliche Zurückhaltung" genannt hat: die Angst, fatalistisch oder katastrophengeil genannt zu werden. Denn ebendiese Zurückhaltung ist Mitschuld daran, dass wir die Bedrohung durch den Klimawandel nicht klar sehen. Vielleicht wäre für einmal eine gesunde Portion Panik ganz angebracht, denn: «es ist schlimmer, viel schlimmer, als Sie denken!»

David Wallace-Wells (Klappentext des Buches): David Wallace-Wells ist Kolumnist und stellvertretender Chefredakteur beim New York Magazine, wo er häufig über Themen wie den Klimawandel und die Zukunft von Wissenschaft und Technologie schreibt.
Im Juni 2017 verfasste er eine Titelgeschichte zu den dramatischen Konsequenzen der Erderwärmung, die innerhalb kürzester Zeit Millionen Leser erreichte und zum bis dahin meistgelesenen Artikel in der Geschichte des Magazins wurde. Wallace-Wells löste damit eine globale Debatte unter Wissenschaftlern und Journalisten darüber aus, wie über die Bedrohung durch den Klimawandel informiert werden sollte.

«Die unbewohnbare Erde – Leben nach der Erderwärmung», Ludwig Verlag, 2019, Paperback, 336 S., ISBN 978-3-453-28118-9.
Weshalb nicht lokale Buchläden unterstützen?

A TerreVision ça pousse aussi !

Le projet d'agriculture contractuelle lancé en 2011 par TerreVision se développe et s'étend à un nouveau quartier biennois. Les militants et les bénévoles n'ont pas peur des défis et poursuivent leurs objectifs : consommer local ! A Vision 2035 on leur souhaite plein succès. Interview avec Aurélie Landry.

Claire Magnin

Point de rencontre des abonné·e·s, chaque mardi soir devant le Gärbi.

Que s'est-il passé depuis 2017, date de notre dernier article sur TerreVision ?

Aurélie : il s'est passé pas mal de choses ! Le projet se développe comme nous le souhaitions et selon nos objectifs de cette époque : nous avons de plus en plus d'abonnés, des nouveaux arrivent et peu de personnes quittent le projet, nous constatons une certaine stabilité. De plus en plus de gens s'investissent dans l'association, participent aux distributions. Le comité est solide et stable avec l'envie de développer le projet. Nous avons engagé quelqu'un à 20% pour le travail administratif, ce qui décharge le comité qui peut se concentrer sur les tâches stratégiques. Nous avons aussi consolidé notre système informatique.

Avez-vous pu aussi élargir la participation des producteurs ?

Nous avons actuellement 12 producteurs, dont plusieurs sont de relativement gros producteurs de la région. Nous en avons besoin, car pour remplir 125 paniers il faut de grandes quantités de légumes mais nous sommes encore à la recherche de producteurs qui portent aussi le projet, qui partagent nos valeurs et qui sont motivés à développer l'agriculture contractuelle.

Avez-vous également élargi le nombre de produits ?

Nous avons les produits saisonniers de la région, nous sommes dépendants du climat et des saisons. Mais nous avons de nouveaux produits supplémentaires, lentilles et polenta par exemple.

En 2017 pour aviez 80 abonnés. Tu parles de 125 actuellement, comment expliques-tu cette augmentation de plus d'un tiers ?

Il y a une prise de conscience générale que cela fait plus de sens de consommer des produits locaux, de manger ce que la terre nous fournit ici et qu'il y a tout ce qu'il faut pour nous nourrir à notre porte. Les gens parlent aussi de TerreVision, le bouche à oreille fonctionne.

Est-ce que tu penses que la crise sanitaire a permis aussi d'augmenter le nombre de vos abonnés ?

C'est un mouvement général observé partout, la tendance à se « replier » sur des produits locaux. Le réflexe dans cette crise a été de consommer local, il y avait presque la crainte que la Migros ne soit plus approvisionnée à cause de la fermeture des frontières. Le sentiment d'insécurité semblait pousser les gens à se replier sur ce qui est sûr : manger les produits cultivés dans la région. Et nous devrions d'ailleurs réagir de la même manière face à la crise environnementale : il est logique de ne pas faire venir de loin ce que la terre peut nous fournir ici.

Est-ce que le spectre social de vos abonnés s'est élargi ?

Oui, nous avons de la diversité parmi nos abonnés : des jeunes qui vivent en colocation, qui sont abonnés pour un grand panier et chacun vient à son tour chercher les légumes, des familles, des personnes de différentes couches sociales ou âges, c'est très mélangé.

Vous ouvrez actuellement un nouveau lieu à Mâche. Quelle est la réflexion derrière cette décision et quels sont les effets attendus ?

Il y a deux raisons principales. Tout d'abord, avec 125 abonnés le lieu de distribution au Gärbi devient lentement saturé, nous avons besoin de davantage de place. Ensuite nous avons aussi constaté que nos abonnées habitent dans un rayon assez proche du lieu de distribution. Ainsi cela fait sens d'avoir un autre lieu et Mâche est un autre quartier, une autre zone. Nous espérons ainsi gagner de nouveaux abonnés. Nous sommes curieux de voir l'écho que notre projet aura dans un quartier différent. Nous serons hébergés à l'InfoQuartier de Mâche, lieu vivant, qui offre plein d'activités et où se rencontrent des groupes très différents : familles, femmes, seniors, jeunes, enfants, migrants…Pour nous c'est une opportunité. Nous avons été super bien accueillis par les animatrices et tout s'est passé de manière « unkompliziert ».

Et comment fonctionnera le bénévolat dans ce nouveau lieu ?

Nous espérons trouver au plus vite des personnes motivées à soutenir le projet, et si nécessaire une aide sera fournie depuis le Gärbi pour le démarrage.

Et comment fonctionne actuellement le bénévolat, tant pour le comité que pour les distributions des paniers?

Il y a un bon élan et c'est encourageant de voir que les gens s'engagent à long terme et de manière intense et régulière pour les mardis, et d'autres qui viennent assez volontiers donner régulièrement un coup de main. Nous sommes actuellement de bonne taille pour qu'il y ait toujours une présence suffisante, même si certains participent moins que d'autres.

Comment vous êtes-vous organisés pendant le confinement ?

Nous ne pouvions plus laisser les abonnés prendre eux-mêmes les produits et les toucher. Nous avons fait nous-même les paniers, alors que normalement ce sont les gens qui choisissent leurs légumes. Cela a demandé bien davantage de travail. Mais il y a eu un grand élan de solidarité et certaines personnes avaient du temps à disposition pour participer. Nous avons eu besoin de tripler l'aide pour la distribution du mardi. Nous avons aussi offert un panier supplémentaire nommé « prends-soin-de-toi » avec des produits de base, puisque les marchés étaient fermés.

Et quel est le pas suivant ?

Nous souhaitons avoir un centre de distribution dans chaque quartier et élargir l'offre de produits. Nous aimerions à nouveau offrir du vin, nous voulions organiser une dégustation, ce qui n'est actuellement pas possible. Un projet futur serait peut-être d'avoir une parcelle de terre que nous puissions cultiver nous-même, avec l'aide d'un maraîcher.ère
Encore une chose : un des buts de ce projet était qu'il devienne un lieu de rencontre autour de la thématique de la consommation locale. Dans ce sens c'est un succès, cela fonctionne bien du fait de la diversité des abonnés. TerreVision a permis à des personnes qui ne se seraient peut-être jamais rencontrées, de se rapprocher autour de cette thématique.

Photo: Andreas Bachmann

Die Realität sieht anders aus

Die Knospe ist sozial und fair, so steht es im Jahresbericht 2019 von Bio Suisse. Salome Günter, Geographie-Studentin an der Universität Bern, hat das im Rahmen ihrer Bachelorarbeit genauer untersucht und von Saisonarbeitenden auf einem Biobetrieb im Grossen Moos durchaus etwas anderes beschrieben bekommen. Unterwegs und selber mittendrin war sie mit der Forschungsfrage: Wie wirken sich die Arbeitsbedingungen im biologischen Gemüsebau auf die Lebensqualität der Saisonarbeitenden und Betriebsleiter im Grossen Moos aus?

Mathias Stalder

Salome Günter Foto: zvg.

Sozial und fair – ist Bio tatsächlich besser?

Besser für wen? Für die Konsumierenden, für die Saisonarbeitenden oder für die Natur? Dies ist die entscheidende Frage, denn Konsumierende meinen oft: «Ah eine Bio-Tomate, da ist alles super, alles nachhaltig». Die Nachhaltigkeit besteht jedoch aus drei Säulen, der ökonomischen, der ökologischen und der sozialen Nachhaltigkeit. Nur wenn alle drei berücksichtigt werden und langfristig in einem Gleichgewicht zueinander stehen, kann von Nachhaltigkeit gesprochen werden. Bio in der Schweiz ist ökologisch nachhaltiger als konventionelle Produktion, da ist sich die Forschung auch einig. Wirtschaftlich sind Bio-Produzent*innen minim bessergestellt, haben aber auch Mehraufwände. Bio Suisse spricht zwar von «sozial und fair», hat jedoch die gleichen sozialen Standards oder Anforderungen an ihre Produzent*innen wie konventionelle Betriebe sie kennen. Für die Menschen, die im Gemüsebau tätig sind, ist es egal, ob Bio oder nicht. Dies muss sich dringend ändern, nicht nur bei Bio und nicht nur im Gemüsebau, denn die Menschen stellen die Basis der Nahrungsmittelproduktion dar.

Einer der migrantischen Feldarbeiter sagt gegenüber Dir: «Sie (die Schweizer) wollen gar nicht wissen, wie es hier ist.» Und du sprichst von Wut bei den Landarbeiter*innen, was nährt diese?

Ignoranz und zu wenig Wertschätzung der Konsumierenden gegenüber den Menschen, die im Gemüsebau oder allgemein in der Landwirtschaft tätig sind. Die Wut entsteht, weil sie wissen, dass nie oder selten eine Person aus der Schweizer Bevölkerung mit ihnen im Gemüsebau arbeitet. Die Saisonarbeitenden machen also einen Job, den viele von uns nicht zu diesen Arbeitsbedingungen machen würden. Sie verdienen zwar im Vergleich mehr als zu Hause, trotzdem gehen sie mindestens zehn Stunden pro Tag einer physisch anstrengenden Arbeit nach, und ihr Einkommen während der Saison muss oft auch für die Monate zu Hause ausreichen.
Die Wut wird genährt, weil sie keine oder nur wenig Wertschätzung von uns bekommen. Ausserdem sehen sie die Privilegien, die viele von uns in der Schweiz haben, die sie nicht haben oder eben viel härter als wir dafür arbeiten müssen/wollen.

Eine junge Frau aus Osteuropa hat mir erzählt, dass, als sie im Dorfladen das Mehl nicht fand und auf Englisch danach fragte, die Verkäuferin so tat, als verstehe sie nichts. Dann sei der Mann der Verkäuferin dazugekommen und habe ihr auf Englisch gesagt, dass sie zumindest mal Französisch lernen solle. Sie habe dann geantwortet, dass sie Slovakisch, Polnisch, Russisch, Ungarisch und Englisch spreche, ob denn dies nicht genüge?
Die junge Frau hat mir gesagt, dass die Schweizer Bevölkerung keine Ahnung hat, wer sie ist, dass ohne sie und ihre Kolleg*innen kein regionales Gemüse existieren würde. Wenn statt Dankbarkeit andere negativen Erfahrungen gemacht werden, dann frustriert dies und macht wütend.

Du hast zwei Wochen auf dem Betrieb gearbeitet. Wie hat sich die Arbeitssituation auf dich ausgewirkt?

Ich war jeden Abend kaputt, habe noch den Tag für meine Bachelorarbeit transkribiert, gegessen und bin dann ins Bett. Einmal musste ich fünf Stunden Salat setzen und am Nachmittag fünf Stunden auf allen Vieren jäten. Die Hitze aber vor allem die monotone Arbeitshaltung waren gegen Ende des Tages schwer zu ertragen, die Zeit ging langsam vorbei. Da jedoch alle im selben Boot sitzen, wird es erträglicher. Ausserdem hatte ich das Privileg, nach zwei Wochen wieder gehen zu können. Ich glaube, wenn man sich den eigenen Privilegien bewusst wird, dann ist es zwar anstrengend aber im Moment ganz okay. Sehr schwierig fand ich jedoch, das Gehirn auszuschalten und einfach so schnell und so gut wie möglich zu arbeiten.

Der Begriff der Entankerung bezeichnet vielfach die Situation der migrantischen Arbeiter*innen. Wie stark hat dich das beschäftigt?

Nicht sehr, da in einer globalisierten Welt sehr viele, wenn nicht die Mehrheit der Menschen, eine entankerte Lebensform führen. Traditionen spielen nicht mehr so eine wichtige Rolle wie noch vor 100 Jahren, viele Menschen migrieren oder leben ein transnationales Leben. Vielmehr habe ich enormen Respekt für das, was sie und die Betriebsleitenden täglich tun. Ich kann es teilweise bis heute nicht verstehen, wie sie diese Arbeitsbedingungen aushalten können. Das beschäftigt mich sehr.

Die Entankerung respektive die Sehnsucht nach einer Wiederverankerung in der Heimat, oder bei jüngeren Person auch in der Schweiz, ist gross. Die Menschen mit denen ich gesprochen habe, kommen oft des Geldes wegen in die Schweiz. Die Menschen arbeiten hart, weil sie einen grossen Motivator haben: das Geld. Mit diesem renovieren sie das Haus, finanzieren das Studium, zahlen die Operation des Vaters oder wollen damit ihre Träume realisieren. Sie leben im Hier und Jetzt, leiden teilweise unter den Arbeitsbedingungen, aber denken an das Geld und dessen Investition.
Ich frage mich bis heute: Lohnt es sich, die Heimat und die Familie zu verlassen um einer sehr zeitintensiven Arbeit in einer anderen Kultur nachzugehen, «nur» um Geld zu haben? Denn die Familie, insbesondere die Kinder und/oder die Eltern, sind für alle Saisonarbeitenden äusserst wichtig. Die Liebsten zu Hause geben ihnen über Social Media und Handy das Gefühl von Heimat und Nähe. Die physische Distanz wird durch die Technologie verkleinert, sodass sich plötzlich das Torte essen am Geburtstag der Mutter ganz nah anfühlt. Das Smartphone mit Internet ist deshalb ein ständiger Begleiter. In der Pause schaut eine junge Frau ihrem zweimonatigen Sohn beim Schlafen zu, ein Mann telefoniert mit seiner Frau und andere skypen mit der Mutter. Diese Distanz zur Heimat beeinflusst die Lebensqualität der Menschen zwar negativ, jedoch gerade für die jüngeren Saisonarbeitenden bietet diese Entfernung auch eine gewisse Freiheit.

Du sprichst in deiner Arbeit auch von neokolonialen Strukturen, kannst Du das näher erklären?

Die Schweiz ist auf die ausländischen Arbeitskräfte angewiesen, deshalb werden die Arbeitsregulationen mit den jeweiligen Staaten aufrechterhalten. Die Menschen die hier arbeiten, fehlen in der Heimat, sie fehlen in Systemen, die oft unstabil sind und sicher nicht stabiler werden, wenn die Menschen migrieren.

Wir von Uniterre setzen uns neben der wirtschaftlichen auch für die ökologische und soziale Nachhaltigkeit ein. Was hast Du in dieser Hinsicht festgestellt und welche Massnahmen müssen dringend ergriffen werden, gerade um die Situation der Feldarbeiter*innen zu verbessern?

Um die Nahrungsmittelproduktion in Zukunft zu gewährleisten, muss zwingend die soziale Nachhaltigkeit gesteigert werden. Die Wissenschaft muss die Forschungslücke schliessen. Die Forschenden müssen den Anspruch haben, dass ihre Erkenntnisse nicht in der Akademie verstauben, sondern mit diesen aktiv die Gesellschaft sensibilisiert wird. Die Werbung der Detailhändler spielt da eine wichtige Rolle. Oft wird darin eine Schweizer Familie in Harmonie auf einem schönen Hof gezeigt, doch die Realität sieht anders aus. Familienbetriebe sterben langsam aus und ausländische Arbeitskräfte werden angestellt. Diese werden aber in den Werbungen komplett ignoriert. Wie soll unter solchen Bedingungen die Bevölkerung die Realität erfahren? Erst wenn die Gesellschaft über die Arbeitsbedingungen und über die Geschichten der Menschen in der Landwirtschaft aufgeklärt ist, kann sie etwas verändern. Die Gesellschaft, also wir Konsumierende, haben Macht und können Druck auf die Politik ausüben, damit sich nachhaltig etwas verändert - für die Saisonarbeitenden wie auch für die Schweizer Betriebsleitenden.

Dieses Interview hat **Mathias Stalder,** Sekretär der Bauerngewerkschaft Uniterre, für die Uniterre-Zeitung realisiert. Es erscheint in der Vision 2035 als Vorabdruck.

Weiterlesen…

Die ganze Bachelorarbeit von Salome Günter «Keine regionale Ernte - ohne globale Arbeitskräfte» gibt es als PDF verlinkt im Onlinebeitrag unter:
www.vision2035.ch/biorealitaet

C'est l'heure!

Die Organisatorinnen der Nacht der 1000 Fragen: Im Schaufenster Nadine Inhelder (links), und Carmen Siegenthaler (rechts), am Boden Anja Vogel (links) und Laurence Gogniat (rechts) Foto: Anja Fonseka

In der Zwischenzeit
Kultur lebt vom Miteinander. Sie trägt zu gemeinsamen Werten bei, die immer wieder neu entdeckt und ausgehandelt werden. In einer Zeit in der tausend entscheidende Fragen die Gesellschaft beschäftigen, tut es gut, zu hinterfragen, auszutauschen und zu teilen. Die Nacht der 1000 Fragen lädt dazu ein.

Das Festival in der Bieler Altstadt stellt seit 2016 die Zeit in den Mittelpunkt. Die diesjährige Nacht der 1000 Fragen befasst sich mit der Zwischenzeit. Ist sie ein Übergang? Eine Pause? Eine Ungewissheit? Ein Atemzug? Ein Bruch oder einfach eine Zeit, die zwischen zwei Realitäten schwebt? Was liegt zwischen dem, was war, und dem, was kommt? Was füllt diesen Raum zwischen der Zeit? Was passiert überhaupt in der Zwischenzeit?
Es warten 50 Programmpunkte, die die Zwischenzeit aus unterschiedlichsten Blickwinkeln betrachten. Alle nähern sich auf ihre ganz eigene Weise der Zeit, die dazwischen liegt.

Seit mehr als einem Jahr bereiten die Organisatorinnen der Nacht der 1000 Fragen diese neue Ausgabe vor. In der Zwischenzeit haben sich Gewohnheiten verändert, Denkweisen wurden in Frage gestellt und die Wahrnehmung der Welt hat sich verschoben. Am 24. Oktober nehmen wir uns die Zeit, innezuhalten, darüber nachzudenken und uns auf Neues einzulassen.

Entre-temps
Aujourd'hui, peut-être plus que jamais, la culture se vit ensemble. Elle contribue à faire exister des valeurs communes que nous ne cessons de redécouvrir et dont nous sommes continuellement amené·es à débattre. À l'heure où mille questions cruciales préoccupent la société, il est bien temps de s'interroger, d'échanger et de partager. La Nuit des 1000 Questions nous y invite.

Organisé en vieille ville de Bienne, le Festival axe depuis 2016 sa réflexion sur le temps (qui passe). Cette année, la Nuit des 1000 Questions explore ce qui se trouve entre-temps, entre ce qui a été et ce qui sera. S'agit-il d'une transition ? D'une pause ? Est-ce une parenthèse, une rupture, une incertitude ? Un temps mort, un silence ? Est-ce une respiration ? Au programme, près de 50 artistes et intervenant·es issu·es de domaines les plus variés sont invité·es à examiner cet « entre-temps » et à l'exprimer, chacun·e à sa manière.

Voici maintenant plus d'un an que les organisatrices de la Nuit des 1000 Questions préparent cette nouvelle édition. Entre-temps, bien des choses sont venues bouleverser nos habitudes, questionner nos façons de penser, modifier notre perception du monde. Le 24 octobre, prenons le temps de nous arrêter, de réfléchir, et de nous ouvrir à de nouveaux horizons.

Conférences & Workshops

Wie erlebt ein Gefängnisinsasse die Zeit? Geschieht die richtige Politik in der Zwischenzeit bei Häppchen und Prosecco? Bewegt sich ein Medium immer zwischen Zeiten?
Sous l'appellation Input, de brèves conférences permettent d'aborder et d'explorer la thématique de l'« entre-temps » à travers différents angles. Un orateur funèbre, une victime d'épuisement professionnel, un expert en cryogénisation et d'autres intervenant·es encore évoqueront leur propre expérience de l'« entre-temps ».
Zudem gibt es die Möglichkeit in Mini-Workshops die Zwischenzeit bei der Meditation zu erleben, die Wirkung von rhetorischen Pausen zu erfahren oder Fragen zu wagen jenseits von Smalltalks.

Entre quatre murs
16h30-17h10, Carré Noir
À ne rien faire, il s'étire, à trop en faire, il se faufile sans attirer l'attention. L'estimer ou le perdre, perdre patience ou en profiter, il nous laisse l'appréhender. Infiniment long, il n'existe pourtant pas en détention. Intérieur mais hors du temps, il déploie ses effets entre opportunités et dangers. Temps immobile dans l'attente, il passe inexorablement nous rapprochant d'une nouvelle vie. Témoignage d'un ancien détenu sur le temps passé en prison.

Pia Tosin, médium :
Entre deux mondes
17h30-18h10, Carré Noir
L'entre-temps… Il n'y a guère mieux pour désigner l'endroit où fusionnent le monde physique du·de la médium et le monde spirituel de ses ami·es, aides et guides ; l'endroit où, de concert, ils·elles créent la possibilité d'une communication entre les êtres qui ont quitté « notre » monde et celles et ceux qui y sont restés ; l'endroit où l'esprit prend place, le temps qu'un·e médium en trance travaille.
Survol théorique et pratique de cet entre-temps.

Niklaus Brantschen und Peter Roth: Zeit – welch kostbar Gut!
18 - 18:25 Uhr, Stadtkirche
Alles, was wir tun, hat mit Zeit zu tun, und wenn wir nichts tun, ist sie auch da. Sie umgibt und durchdringt uns wie die Luft, die wir atmen, und doch ist sie uns fern. Sie ist überall und nirgends. Sie lässt sich leicht messen, aber kaum begreifen. Was also ist Zeit und wie bekommen wir genug von ihr? Niklaus Brantschen und Peter Roth bewegen sich philosophierend und musikalisch diesen Fragen entlang.

Geschieht Politik
in der Zwischenzeit ?
18:30-18:55 und 21:30-21:55 Uhr, Carré Noir
Wer sich im Bundeshaus Gehör verschaffen will, braucht schlagkräftige Lobbyist*innen. Das Geschäft um die Gunst der Politiker*innen führt oft über den Magen: Informell-kulinarische Treffen von frühmorgens bis spätabends spielen eine zentrale Rolle. Geschieht die «richtige» Politik zwischen den Sessionen?
Titus Sprenger und Otto Hostettler von Lobbywatch.ch geben Einblicke in die Zwischenzeiten der Politik.

Burnout –
mehr als eine Zwischenzeit
19:30-19:55 Uhr, Carré Noir
Burnout ist keine Zeiterscheinung, sondern war schon vor achtzig Jahren eine häufige Krankheit, allerdings unter anderem Namen. Heute wird Stress in der Arbeitswelt immer mehr zur Belastung und erhöht das Risiko für ein Burnout und doch wird selten offen darüber gesprochen. Wie fühlt sich ein Burnout wirklich an? Und woran erkennt man, dass die Zeit da ist für eine Zwischenzeit? Ondine Riesen, Betroffene eines Burnouts, erzählt von den zwölf Phasen auf dem Weg in diesen lähmenden Zustand.

Zwischen Geburt und Tod
20:30-20:55 Uhr, Carré Noir
Wir leben unser Leben zwischen den Pforten von Geburt und Tod. Als jahrelanger Trauerredner und Sterbebegleiter fragt sich Urs Gfeller, was es heisst, ein selbstverantwortetes Leben zwischen Geburt und Tod zu leben? Leben wir unser Leben oder werden wir gelebt? Was sind Merkmale eines erfüllten Lebens? Wie kann die eigene Vergänglichkeit, unsere ganz persönliche Zwischenzeit, nicht als bedrohlich, sondern als kostbar und erfüllt erlebt werden?

Der Traum vom zweiten Leben
22:30-22:55 Uhr, Carré Noir
Aufgebahrt bei minus 196 Grad Celsius: Kryoniker*innen sind Menschen, die sich nach dem Tod einfrieren lassen und in der Zwischenzeit auf den Fortschritt der Menschheit warten, um danach wieder ins Leben zurück geholt zu werden. Kryoniker Manuel Fabry erzählt, was er von dieser eiskalten Zwischenzeit erwartet, welche Vorstellung er von einem ewigen, beziehungsweise einem zweiten Leben hat und gibt Einblick in seine ganz persönliche Motivation, die dahinter liegt.

Die ganze Nacht
- toute la Nuit

Wann: Samstag 24. Oktober 2020, von 16 Uhr bis Mitternacht
Ou: La vieille ville de Bienne,
Infos + Tickets:
www.1000-fragen.ch

Weitere ausgewählte Perlen du programme de la Nuit des 1000 Questions :
www.vision2035.ch/1000fragen

Workshops

Yoga du Cachemire
avec Vanessa Langer
18h-18h45, HKB - Salle du 1er étage

La perception du temps qui passe s'ancre, consciemment ou non, dans l'expérience vécue. Questionner son rapport au temps, c'est donc aussi questionner son rapport au corps. Le Shivaisme du Cachemire nous invite à nous déposer dans le ressenti, à explorer un espace-temps suspendu, où les perceptions spatio-temporelles se modifient. C'est une voie non duelle qui pointe vers une profonde intimité avec soi-même.
Atelier expérientiel, suivi d'un échange.

Zen-Meditation
19-19:25 Uhr und 21:30-21:55 Uhr, HKB Raum 2.OG
Das Ende aller Fragen
Mich hinsetzen
Den Atem betrachten
Er strömt ein
kühl
Er strömt aus
warm
Das Herz schlägt
Das Blut pulsiert
Auf der Haut der Stoff
Unter dem Po das Kissen
Die Wirbelsäule hält den Rücken aufrecht
Gedanken kommen und gehen
Bilder tauchen auf und verblassen
Das ganze Leben findet statt
Jetzt in diesem Moment
Nichts fehlt
Nichts ist zuviel
Alles da
Jeder Atemzug eine Antwort
Keine Frage
Nur das

Workshop mit Markus Amrein, Schauspieler, Radiosprecher und Meditationslehrer.

Die Wirkung
rhetorischer Pausen
20-20:20 Uhr und 21-21:20 Uhr,
VHS Ring 12 - Raum 6
Wieso sind Sprech-Pausen so wirkungsvoll und hilfreich? Was passiert bei dir und deinem Publikum, wenn du schweigst? Welchen Einfluss haben ein gezieltes Warten und Innehalten auf deine Rede? Welches ist das richtige Verhältnis zwischen Sprechen und Schweigen? Ein Kurz-Workshop über das vielleicht stärkste Geheimnis einer erfolgreichen Rede – die rhetorische Pause.
Workshop mit Jonas Laager.

Au-delà du simple bavardage
20h30-20h55,
22h30-22h55
VHS, Ring 12, Raum 9
In unserem oft betriebsamen Alltag gehen Momente des bewussten Miteinanders manchmal fast ein wenig unter. Dabei könnte das Wort «Pause» doch auch bedeuten: Gemeinsam innehalten. Das Gegenüber erfassen. Achtsam in Kontakt sein.
In diesem spielerischen Workshop werden konkrete Fragen als Tor zur persönlichen Begegnung genutzt: Was gibt dir Energie? Wofür übernimmst du Verantwortung? Bei wem möchtest du dich schon lange einmal bedanken? Frage, was dir unter den Nägeln brennt – antworte, soweit du antworten magst! Ein Kurz-Workshop, damit die Zwischenzeit zu vertieften Begegnungen führt und nicht beim Smalltalk hängen bleibt.

Workshop mit Christine Schmocker, Theaterpädagogin.

Pausenplatz

Der Pausenplatz auf dem Ring lädt zwischen 16 und 21 Uhr Gross und Klein ein, die «grosse Pause» zu zelebrieren. Que ce soit au coin du feu, en construisant une montagne d'argile, en s'essayant à un quiz amusant ou à un atelier d'alphabet Morse... faites un tour au Ring ! Alle Angebote zweisprachig.

Im Malhaus die Zeit vergessen

Der Tonberg vom Malhaus ist dem Wandel der Zeit unterworfen, stetig verändert er sich, Skulpturen, Gesichter, Strassen, Flüsse und Tiere entstehen, verschwinden wieder oder werden zu etwas Neuem.
Alle zwischen 2 und 99 Jahren sind eingeladen, den Berg zu verändern und mit ihren Händen und Ideen eigene Welten zu erschaffen. Ein magischer Ort, an dem man und frau so kreativ sein darf, wie er/sie will, und die Zeit schnell vergessen geht.

Fête des enfants

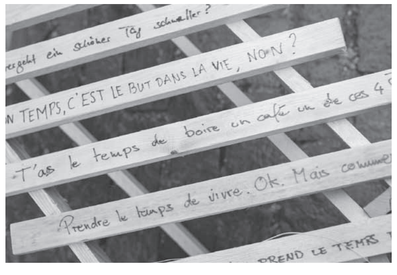
Cette année, la vieille ville de Bienne ne sera pas totalement privée de sa traditionnelle Fête des enfants grâce à l'invitation de la Nuit des 1000 Questions. Nous vous proposons le plus grand classique de la Fête… les fameuses pistes de billes en argile et la figure de feu. Quelle forme cette dernière prendra-t-elle cette année ? Surprise ! Venez la découvrir, sculpter tunnels et montagnes et tester vos parcours de billes !

Time to Play

Entre-temps. Le temps d'une pause. Quel défi, tout particulièrement en temps de coronavirus ! La Swiss Academy for Development (SAD) invite jeunes et moins jeunes à profiter de cet entre-temps de manière ludique. Apprenez-en plus sur l'importance du sport et du jeu dans notre société et dans différentes cultures grâce au jeu rebondissant « Heaven and Hell » et testez vos connaissances à l'aide d'un quiz !
Le sport et le jeu sont au cœur de notre travail : en tant que centre d'excellence dans le domaine du sport et du développement, nous nous engageons à aider les enfants et les jeunes défavorisé·es en Suisse et à l'étranger.

Workshop: Morsen

Je nach Länge der Pause verändert sich die Botschaft beim Morsen. Im Workshop mit der Pfadi Orion kann das Morsealphabet kennengelernt und in Zweierteams mit Ton- und Leuchtsignalen die Kunst des Morsens geübt werden. An der Nacht der 1000 Fragen Wort für Wort entziffern. Zudem gibt es warme Getränke für alle.



Mettre un terme aux activités peu scrupuleuses à l'étranger

Le 29 novembre 2020, le peuple suisse votera sur l'initiative pour des multinationales responsables. L'initiative vise une évidence : les multinationales doivent répondre des dommages dont elles ou leurs filiales sont responsables. Hélas, les très nombreux exemples de pratiques peu scrupuleuses de multinationales telle que Glencore montrent à quel point l'initiative est nécessaire.

— — — — —

Ilias Panchard

— — — — —

Cerro de Pasco : La mine à côté de la ville entraîne une extrême pollution de l'environnement. Photo: Initiative Multinationale Responsables

La multinationale suisse des matières premières Glencore ne cesse de faire les gros titres. Corruption, violations des droits humains et atteintes graves à l'environnement font décidément partie de son modèle d'affaires. Par exemple, dans la ville péruvienne de Cerro de Pasco, l'air et l'eau sont gravement pollués aux métaux lourds. Glencore y contrôle la société minière Volcan, qui est l'un des plus grands producteurs de zinc, de plomb et d'argent au monde. La mine produit aux coûts les plus faibles de l'ensemble de la branche. La santé de la population sur place en fait les frais.

La mine entraîne une extrême pollution de l'environnement en raison du plomb, de l'arsenic et de nombreux autres métaux lourds. L'air, les sols, l'eau, tout est contaminé. L'espérance de vie des habitant-e-s est de cinq ans plus faible et la mortalité infantile plus élevée que dans d'autres villes péruviennes.

Les conséquences de cet empoisonnement au plomb sont particulièrement graves pour les enfants : anémie, handicaps et paralysies. Avec l'initiative pour des multinationales responsables, Glencore devra répondre de ces pollutions et empoisonnements.

L'initiative exige que les multinationales répondent de leurs actes

L'initiative pour des multinationales responsables vise une évidence : les multinationales doivent rendre des comptes pour les dommages causés et à l'avenir être tenues responsables pour les violations des droits humains et les destructions de l'environnement qu'elles ou leurs filiales causent.

La responsabilité civile à laquelle recourt l'initiative est un moyen éprouvé en droit suisse. Les personnes concernées doivent avoir la possibilité de déposer une demande en Suisse pour obtenir réparation, en prouvant que la multinationale basée en Suisse est responsable de l'état de fait. Si la centrale suisse de la multinationale a pris les mesures adéquates pour éviter le dommage, la demande est rejetée.

Ce que l'initiative demande en Suisse est déjà appliqué depuis longtemps dans de nombreux pays. Ainsi aux Pays-Bas, au Canada ou en Grande-Bretagne, il est possible d'introduire une procédure contre des multinationales dont les filiales violent les droits humains.

Un large soutien de l'économie et des Églises

La plupart des multinationales suisses ne sont pas concernées par l'initiative, car elles travaillent consciencieusement. En revanche, certains grands groupes sans scrupules se placent au-dessus des standards environnementaux, ignorent les droits humains et s'octroient un avantage concurrentiel par leurs agissements irresponsables. Toujours plus largement soutenue, l'initiative pour des multinationales responsables vise précisément à les en empêcher.

Outre 130 organisations de la société civile, le comité Économie pour des entreprises responsables et ses plus de 250 entrepreneurs, soutient également l'initiative. Le comité bourgeois pour des multinationales responsables et ses plus de 350 politiciens du PBD, PDC, PEV, PLR, PVL et de l'UDC s'engage lui aussi en faveur de l'initiative. De plus, les Églises soutiennent la cause avec détermination : les deux organes les plus élevés des Églises nationales, à savoir la Conférence des évêques suisse et l'Église évangélique réformée de Suisse, se sont exprimés en faveur de l'initiative.

350 comités locaux

Le soutien à l'initiative se renforce également au niveau local : des bénévoles ont créé plus de 350 comités dans toute la Suisse, qui s'engagent dans leur commune pour défendre la cause. Les manifestations d'information et les actions de stands dans la rue qu'ils organisent informent la population sur le contexte de l'initiative. Les innombrables drapeaux orange qui sont apparus entre-temps partout en Suisse démontrent à quel point l'initiative est soutenue. Il faut toutefois informer et mobiliser encore davantage de personnes jusqu'à la votation.

La plus grande campagne de mobilisation de l'histoire suisse

Pour avoir une chance face aux millions de la campagne du lobby des multinationales, les porteurs de l'initiative préparent la plus grande campagne de mobilisation jamais réalisée en Suisse !

À l'aide de 500'000 cartes postales manuscrites, nous voulons rappeler à un demi-million de citoyennes et citoyens l'importance de voter OUI dès l'arrivée du matériel de vote.

Ilias Panchard, Coordinateur romand de la campagne en faveur de l'initiative pour des multinationales responsables

Nouveau film documentaire «Multinationales : l'enquête»

Le film donne la parole à des personnes de deux continents qui ont subi des dommages liés à des multinationales suisses. Dick Marty et d'autres personnalités de Suisse et de l'étranger expliquent pourquoi ils exigent des règles claires pour obliger les multinationales à répondre de leurs manquements.

Le film peut être visionné à partir de maintenant sur :
www.initiative-multinationales.ch

«Leçon de philanthropie : le capital qui se fout de la charité»

Fondations, oeuvres de bienfaisance. Depuis les années 90, le monde des affaires et de la finance se porterait garant d'un nouvel humanisme entrepreunarial, désormais connu sous le nom de philanthrocaptialisme. Mais que se cache-t-il derrière ce joli décor ?

— — — — —

Nadia Magnin

— — — — —

Le philanthrocapitalisme peut se définir comme un phènomène où des personnalités extrêmement fortunées décident de consacrer une partie de leurs biens à des fins caritatives.

Ce concept permet de mettre en lumière le lien puissant qui existe entre les grandes industries et les fondations caritatives, ainsi que la capacité de ses dernières à exercer leur influence sur les politiques publiques et l'aide au développement.

Cet article a pour pour but de se pencher plus en détails sur les agissements de ces grandes institutions. Que soutiennent-elles et comment fonctionnent-elles ? D'où proviennent leurs fonds et comment leurs programmes sont-ils mis en oeuvre? Retour sur cette nouvelle manière de faire de la philanthropie.

Selon la revue alternatives économiques, la fondation Bill et Mélinda Gates représente la fondation la plus riche au monde avec une dotation supérieure à 50 milliards de dollars. A son actif, réduction de la pauvreté, vaccination, éducation des filles et émancipation des femmes. On aurait envie de saluer le geste, mais il faut savoir que finalement, un très petit pourcentage est redistribué aux bonnes oeuvres. Selon Influence Watch, une ONG américaine, la fondation ne consacre que 5% de ses avoirs aux projets qu'elle soutient, le minimum légal pour bénéficier d'avantages fiscaux. Le reste de la fortune serait investie dans le fond d'investissements de l'institution.

L'investissement pour le financement

Pour aller plus loin encore, il est important de comprendre que la fondation Bill et Mélinda Gates est une institution qui repose sur un fonctionnement strictement capitaliste. En effet, celle-ci se fonde sur un système de placements* déposés via des fonds d'investissements. De cette manière, de l'argent serait placé dans le fond d'investissements et les dividendes générées par ce dernier constituerait l'unique source financière de la fondation.

Selon le journaliste Lionel Astruc, une autre caractéristique bien particulière de ce système est que le financement de telles fondations s'opère à travers l'investissement dans certains secteurs très controversés tels que que l'armement, les sociétés d'énergies fossiles les plus émetrices de gaz à effets de serres, les laboratoires pharmaceutiques, les OGM et l'industrie alimentaire.

Par ailleurs, la fondation Gates couvre des domaines très vastes tels que la santé, l'éducation et l'agriculture, mais il semble que la fondation, sous couvert de philanthropie, aiderait surtout de grands groupes à conquérir de nouveaux marchés (Astuc, „L'art de la fausse générosité. La fondation Bill et Melinda Gates"). On constate en effet que les entreprises actives dans le placement des capitaux de la fondation Gates font également parti de ce que l'on appelle des bénéficiaires des dons. Ceci a été le cas pour le groupe Coca Cola qui, en 2014, a obtenu 538 millions d'euros de la fondation Gates et qui, par ailleurs, profitait de programmes destinés à former 50'000 agriculteurs au Kenya pour sa propre chaîne d'approvisionnement.

Une énorme emprise dans le domaine de la santé publique internationale

Toujours selon les dires du journaliste français Astruc, la fondation aiderait surtout des ONG dont le siège serait basé aux USA et écarterait les ONG implantées localement, cette dernière préférant que l'argent passe „par des pays riches". Conséquence de cette pratique: dans le domaine de la santé par exemple, les ONG locales ou régionales ne seraient pas en mesure de financer et de mettre sur pied leurs infrastructures de recherche et de soin, les décisions s'opérant par le haut.

D'autre part, la fondation préfère financer des programmes suscitant la création de marchés plutôt que des programmes permettant aux populations et aux localités de s'autonomiser. On peut citer un exemple parlant dans la lutte contre le paludisme, où un vaccin antipaludique, le Mosquirix, a été préféré à une plante, l'artemisia, qui se boit en tisane. Largement reconnue pour les bienfaits qu'elle pourrait avoir dans le traitement du paludisme, elle aurait pu être cultivée par les petits agriculteurs locaux. Toutefois, il s'avère que la fondation Bill et Mélinda Gates aurait joué de son influence auprès de l'OMS pour faire pencher la balance en faveur du vaccin, En effet, le vaccin en question a été développé par la société britannique pharmaceutique GSK, contributrice financière indirecte de la fondation Gates, comme l'a révélé la revue scientifique britannique The Lancet.

Mais surtout, il apparaîtrait que la générosité de nos milliardaires soit du pain béni pour leur défiscalisation ! En effet, chaque don permet de faire une économie d'impôts non négligeable: en France, 60% des sommes versées par les entreprises et 66% par les particuliers peuvent faire l'objet d'une déduction fiscale.

Il faut aussi savoir que la générosité de nos riches donateurs finie par coûter aux contribuables, qui vont indirectement se retrouver à financer une partie des projets lancés par les grandes fondations. Prenons par exemple LVMH, Louis Vuitton pour les intimes, qui en 2014 a ouvert un musée pharaonique à Paris en hommage à sa propre fondation. Sur les 800 millions d'euros qu'ont coûté le bâtiment, 520 millions d'euros ont été en réalité assumés par les contribuables français.

Ne nous laissons donc pas impressionner par ces miliardaires si généreux car leurs intentions ne sont pas aussi louables qu'ils le prétendent. Voyons clair dans leur jeu puisque pour eux, l'action caritative est avant tout un investissement qui doit rapporter comme n'importe quel autre buisness, un moyen d'étaler leur fortune dans des galas de charité extravaganats et de profiter de fonds défiscalisés pour réinvestir dans des affaires rentables.

Nadia Magnin, Secrétaire nationale pour ATTAC Suisse et étudiante en relations internationales

*système de placements
Un placement est une opération financière visant à bloquer une certaine somme d'argent, appelée épargne, dans le but d'en obtenir un gain. Un système de placement permet de mettre en oeuvre de tels processus

Stand 5G in Biel - Rechtswidrige «Bagatellbewilligungen»

1

Dank dem Engagement unzähliger EinsprecherInnen schweizweit wurden bis jetzt gemäss dem Verein Schutz vor Strahlung gegen 90% der Baugesuche für 5G-Mobilfunkanlagen gestoppt: Sie wurden nicht behandelt, abgelehnt oder sistiert. Aber was passiert nun eigentlich aktuell in Biel? Die beiden Autoren haben wie viele andere Bielerinnen und Bieler Einsprache gegen geplante 5G-Mobilfunkanlagen eingelegt. Sie stehen im Kontakt mit dem Verein Schutz vor Strahlung und haben dadurch einen vertieften Einblick in die 5G-Mobilfunkthematik bekommen.

— — — — —

Jean-Luc Bawidamann,
Margit Jäger

— — — — —

Seit Sommer 2019 haben über 3000 Menschen (Einsprecher/innen und Miteinsprecher/innen – unbeachtet von der Presse - gegen geplante 5G-Antennen in Biel Einsprache eingelegt. Von 22 Baugesuchen für 5G-Mobilfunkantennen wurden 5 von der Stadt Biel bewilligt: am Seefelsweg, am Vogelsang 84 (Spitalzentrum Biel), an der Gottstattstrasse 6, an der Länggasse 50 und an der Brüggstrasse 64/66/68. Bewilligt wurden vor allem die ersten Baugesuche, die im Frühling 2019 eingereicht wurden. Vermutlich hatte gegen diese Baugesuche niemand Einsprache eingelegt.

Bereits seit anfangs Jahr sind jedoch verteilt über ganz Biel 5G-Antennen aus dem Boden geschossen, die als sogenannte «Bagatellländerungen» vom Kantonalen Amt für Umwelt bewilligt wurden. Insgesamt wurden in Biel bereits 10 Mobilfunkanlagen mit Hilfe solcher Bewilligungen auf den 5G-Standard aufgerüstet (Stand: Anfang Oktober 2020). Das Einsprecherecht der Bewohner/innen der betreffenden Quartiere wurde somit umgangen.

Daneben existieren auch 5G-Fake-Antennen. Bei diesen handelt es sich um 4G-Antennen, welche mit einer Software 5G-Signale simulieren, so dass 5G-Handy-Empfänger den Eindruck haben, sie hätten 5G-Empfang. Auf der BAKOM-Karte (Standorte für Sendeanlagen) können 5G-Standorte in Biel, welche mit grünen Punkten gekennzeichnet sind, nachgeschaut werden. Dies sagt aber nichts darüber aus, ob die Antennen bereits bewilligt worden sind. Neben den von der Stadt bewilligten und den als «Bagatellländerungen» bewilligten Antennen sind auf der BAKOM-Karte auch 13 Standorte von 5G-Fake-Antennen eingezeichnet. An zwei dieser Standorte, Kanalgasse 36 (Migros Neumarkt) und Brüggstrasse (SBB-Areal), die mit grünen Punkten versehen sind, sind jedoch Einspracheverfahren im Gang. Andererseits fehlen auf der Karte die grünen Punkte an den Antennenstandorten Vogelsang 84 (Spitalzentrum) und Gottstattstrasse 6 (Nähe Omega), obwohl dort bereits von der Stadt bewilligte 5G-Antennen stehen. Offensichtlich wird mit falschen Informationen gespielt. Die Bevölkerung wird bewusst getäuscht.

2

Rechtswidrige «Bagatellländerungen»

Die Aufrüstungen von Mobilfunkanlagen auf den 5G-Standard, welche als sogenannte «Bagatellländerungen» bewilligt wurden, sind rechtswidrig, da sie nicht in einem formell korrekten Baubewilligungsverfahren bewilligt wurden.

Die Bau-, Planungs- und Umweltdirektoren-Konferenz (BPUK), welche Empfehlungen (Kriterien) für die Erteilung von Bagatellländerungen herausgegeben hat, hat keine Kompetenz, Änderungen in der NIS-Verordnung (Verordnung über den Schutz vor nichtionisierender Strahlung) oder andere gesetzliche Grundlagen zu erlassen. Diese Kompetenz liegt allein beim Bund - nur das Bundesamt für Umwelt (BAFU) ist dazu befugt.

Zudem liegt die Kompetenz für die Erteilung von Baubewilligungen bei den Gemeinden – nicht beim Kanton. Folglich liegt es nicht in der Kompetenz des Kantonalen Umweltamtes, Bewilligungen für die Änderung einer Mobilfunkanlage gemäss den Kriterien Ziffer 4.1 Nachtrag vom 28.03.2013 zur Vollzugsempfehlung zur Verordnung über den Schutz vor nichtionisierender Strahlung (NISV) zu erteilen.

Gemäss Duden handelt es sich bei einer Bagatelle um eine «unbedeutende, geringfügige Angelegenheit oder Kleinigkeit». Bei den 5G-Antennen handelt es sich jedoch um sogenannte adaptive Antennen mit einer völlig neuen Technologie, die sich in ihrer Wirkungsweise grundlegend von den herkömmlichen Antennen unterscheiden. Diese adaptiven 5G-Antennen weisen völlig neue Abstrahlungscharakteristiken auf. Im Gegensatz zu den bisherigen Antennen setzt sich eine 5G-Antenne, die je einen Sektor von 120° abdeckt, aus 32 bis 81 Kleinantennen zusammen. Anstatt einer einzigen breiten Strahlenkeule pro Sektorantenne wie bisher, sendet eine adaptive 5G-Antenne bis zu 81 Strahlenkeulen oder Beams aus. Diese sind nicht mehr fix ausgerichtet und strahlen nicht mehr gleichmässig breit wie bei den bisherigen Antennen, sondern sie verfolgen Handys wie andere Endgeräte und tanzen infolgedessen im Millisekunden-Tempo in einem 120°-Kreissektor sowohl horizontal wie vertikal wild herum. Die 5G-Antennen passen sich den Nutzern automatisch an. Sie können ihre Einstellung aufgrund einer Software mit künstlicher Intelligenz innerhalb von 24 Stunden 86 Millionen Mal ändern, autonom und ohne ferngesteuert zu werden. Bei der Aufrüstung der Mobilfunkanlagen auf den 5G-Standard kann es sich also nicht im Entferntesten um eine Bagatellländerung handeln.

Wie weiter... wie kann vorgegangen werden?

Gegen 5G-Antennen, die als sogenannte «Bagatellländerungen» bewilligt wurden, können Betroffene ein Rechtsbegehren bei der Stadt Biel einreichen mit einer ausführlichen Begründung und der Aufforderung, für die betreffende Anlage ein Betriebsverbot zu erlassen.

Die Stadt Biel kann auch von sich aus ein Betriebsverbot für sämtliche 5G-Antennen erlassen, die als «Bagatellländerungen» genehmigt wurden oder in Zukunft noch als solche genehmigt werden sollen, solange kein ordentliches Baubewilligungsverfahren durchgeführt wurde und das Baugesuch nicht bewilligt wurde. Von den Kantonen Freiburg, Neuenburg, Zug, Luzern, Uri, Schwyz, Obwalden und Nidwalden wurden diese sogenannten «Bagatellländerungen» bereits verboten.

3

Weiter wäre es sehr wünschenswert, dass die Stadt Biel sämtliche laufende und zukünftige Baubewilligungsverfahren für 5G-Antennen sistiert, da in Bezug auf 5G-Antennen grosse Rechtsunsicherheiten im Vollzug, in den Messmethoden und der Qualitätssicherung bestehen. Gemäss dem Rechtsgutachten der Anwaltskanzlei Pfisterer Fretz vom November 2019 liegen in den Unsicherheiten über die Beurteilung von adaptiven Antennen (fehlende Vollzugshilfe und kein auf adaptive Antennen ausgerichtetes Qualitätssicherungssystem) ausreichend Gründe vor, die eine zwischenzeitliche Sistierung der Verfahren rechtfertigen.

Mittlerweile haben schweizweit viele Gemeinden begonnen, laufende Baugesuche für 5G-Mobilfunkanlagen zu sistieren, bis konkrete Vollzugshilfen vorliegen, wie z. B. kürzlich Spiez und Grossaffoltern im Kanton Bern.

Immer mehr Menschen werden elektrosensibel

Wir sind besorgt um die Zukunft der Stadt Biel und ihre Bevölkerung. Im Kontakt mit Einsprecher/innen haben wir bereits von vielen Menschen erfahren, die elektrosensibel sind. Ein Beispiel: Ein Kollege von uns hat am 25. Januar gegen 10.30 Uhr während einer Veranstaltung auf dem Zentralplatz in Biel bei spontanen Messungen einen Höchstwert von 3 Volt/Meter gemessen. Obwohl die Messwerte unter dem Anlagegrenzwert von 5 V/m lagen, verursachte die Strahlenbelastung vor Ort bei anwesenden elektrosensiblen Personen Symptome wie Kopf- und Nackenschmerzen und Unwohlsein. Zwei der Betroffenen waren daher gezwungen, den Zentralplatz nach zwei Stunden zu verlassen, eine Person musste bereits nach einer Stunde gehen.

Es gibt immer mehr elektrosensible Menschen, die nur noch im Keller oder im Wald schlafen können. Wir kennen persönlich zwei Betroffene, die gezwungen sind, auf einem abgeschiedenen Grundstück im Wald zu schlafen. Dem einen bleibt seit April 2019 nichts anderes übrig, als jeden Abend seine Familie und sein Haus zu verlassen, um in einem Wohnwagen im Wald in einer durch eine Felswand geschützten Mulde zu übernachten. Sein Bekannter ist schon seit längerer Zeit gezwungen, am gleichen Ort im Wald zu leben, wo er glücklicherweise in einem Häuschen seiner Eltern wohnen kann. (Siehe auch Infobox zum Zweittext «Die schädlichen Auswirkungen der Mobilfunkstrahlung auf die Gesundheit sind bestens belegt»).

Steigende Strahlenbelastung in den Quartieren

Die Stadt unternimmt viel, um attraktive Grünräume zu schaffen und verkehrsberuhigende Massnahmen für Quartiere zu realisieren. Gleichzeitig werden jedoch immer mehr Antennen errichtet und die Quartiere dadurch immer stärker mit Strahlung durch den Mobilfunk belastet, was alle gutgemeinten sonstigen Bemühungen zunichtemacht. Schon jetzt denken Bewohner der Freiestrasse

4

daran, wegzuziehen, falls die dort geplante 5G-Mobilfunkanlage erstellt würde. Liegenschaftsbesitzer machen sich Sorgen wegen eines Wegzuges der Mieter und einer Devalorisierung ihrer Liegenschaften.

Tatsache ist, dass in der Freiestrasse Bewohner/innen in 20 Meter Entfernung von dem geplanten Antennenstandort leben. Selbst wenn die Grenzwerte von 5 V/m (Volt/Meter) formell eingehalten werden, sind bei einer 5G-Antenne Tagesspitzen möglich, die weit über den Grenzwert hinaus gehen können, da bei 5G-Antennen von einem Tages-Mittelwert von 5 V/m ausgegangen wird. Ist es wirklich zumutbar, dass sich Menschen in immer dichteren elektrischen Feldern in Wohnräumen wie in Aussenräumen aufhalten müssen? Schon 1 V/m oder 4 V/m sind viel zu hoch. In der Natur existieren diese Werte nicht.

Vorgesehenes 5G-Mobilfunknetz

Auf der Karte vom BAKOM können zurzeit über 75 Antennenstandorte in Biel gezählt werden, mehrheitlich 4G-Antennen. Es ist anzunehmen, dass viele davon als potentielle Standorte für 5G-Antennen vorgesehen sind.

Zu bemerken ist, dass zurzeit in Biel erst ein ganz kleiner Teil des vorgesehenen 5G-Netzes erstellt ist. Die Betreiber planen, im urbanen Bereich alle 100 bis 150 m eine 5G-Basisanlage zu erstellen. Die Folgen bei einer Errichtung eines solchen dichten Netzes sind nicht auszudenken.

Recht der Bevölkerung auf Transparenz und Schutz der Gesundheit missachtet

Wir haben in den letzten Monaten viel Einsicht bekommen in die Art und Weise, wie Mobilfunkbetreiber, vom BAFU und den kantonalen Vollzugsbehörden abgesegnet, versuchen, Baugesuche für 5G-Antennen mit Tricksereien in Form von mangelnden oder verschleierten Informationen und Lügen sowie betreiberfreundlichen Bestimmungen / Regelungen durchzubringen, ganz zu schweigen von den «Bagatellländerungen», welche durch das Kantonale Umweltamt durchgewinkt werden.

Ganz im Sinne des Vorsorgeprinzips hat die Bevölkerung das Recht auf Transparenz und Schutz der Gesundheit. Auch hat gemäss der Bundesverfassung Art. 9 jede Person Anspruch darauf, von den staatlichen Organen ohne Willkür und nach Treu und Glauben behandelt zu werden. Was wir zurzeit in Sachen Mobilfunk erleben, ist offensichtlich Willkür.

Ein ganz aktuelles Beispiel gibt Einblick in die Tricksereien der Mobilfunkbetreiber: Da die von den Betreibern verlangte Grenzwert-Erhöhung kaum die Zustimmung des Bundesrats erhalten dürfte, verlangen sie nun einen «Kompromiss». In Wahrheit handelt es sich um eine Grenzwert-Erhöhung durch die Hintertür. Konkret möchten die Betreiber folgendes: Auf dem Standortdatenblatt ist bis heute jeweils die höchste bewilligte Sendeleistung ausgewiesen (z.B. 1'000 Watt ERP). Neu sollen adaptive 5G-Antennen eigene Regeln bekommen. Sie dürften dank des Erleichterungs-Faktors viel stärker strahlen als bewilligt. Ein Beispiel: Ein Erleichterungsfaktor 4 würde bedeuten, dass die adaptiven Antennen vier Mal stärker senden dürften als auf dem Standortdatenblatt angegeben. Wenn also zum Beispiel 1'000 W ERP auf dem

5

Standortdatenblatt angegeben wären, dürfte die einzelne Antenne mit 4'000 W ERP senden. Besteht eine erhöhte Sendeleistung, steigt auch die elektrische Feldstärke (in V/m). Die Einführung eines Erleichterungsfaktors käme einer massiven Grenzwerterhöhung gleich (siehe hierzu die Medienmitteilung des Vereins Schutz vor Strahlung vom 04.10.2020 und den am Schluss der Mitteilung verlinkten offenen Brief an Frau Bundespräsidentin Sommaruga und die Damen und Herren Bundesräte.

Die Schädigung unserer Gesundheit wäre nicht die einzige Rechtsverletzung als Folge eines Erleichterungs-Faktors. Vielmehr hebelt ein solcher die Rechte von Bevölkerung, Gemeinden und kantonalen NIS-Fachstellen aus. Durch den Erleichterungs-Faktor würde das Baubewilligungsverfahren umgangen. Sobald das BAFU die Vollzugsempfehlung veröffentlicht, wären Bevölkerung, Gemeinden und kantonale Ämter seit der NISV-Einführung erstmals gezwungen, eine Erhöhung der Strahlenbelastung für jede einzelne Antenne hinzunehmen, ohne dass eine Bewilligung hierfür nötig wäre.

Ein 5G-Mobilfunknetz, dessen schleichende degenerative Folgen auf Menschen, Tier- und Pflanzenwelt von Behörden und vielen Politikern immer noch ignoriert werden, darf in Biel nicht realisiert werden. Eine Alternative ist, das Glasfasernetz weiter auszubauen. Datenmengen in der Grössenordnung von 5G können durch dieses Netz befördert werden. Die Gesundheit der Bevölkerung in naher Zukunft hängt davon ab, ob die Prioritäten in der Telekommunikation von Grund auf neu gesetzt werden oder nicht.

Jean-Luc Bawidamann und Margit Jäger engagieren sich für einen 5G-Stop in Biel.

Wer die beiden aktiv unterstützen möchte, melde sich bei Spaceforbiel@gmx.net.

Um den Antennenalarm zu abonnieren oder Stop-5G-Fahnen zu bestellen: www.schutz-vor-strahlung.ch.

Bildlegenden:

Nr. 1: 5G-«Bagatellländerung» Silbergasse 16, Nähe Kongresshaus: Lange vertikale Panels, aufgeteilt in 2 Segmente. Die kleineren oberen Segmente sind 5G-Antennen, die unteren 3G-/4G-Panels.

Nr. 2: 5G-«Bagatellländerung» Berufsschule BBZ: Oben lange 3G-/4G-Panels. 5G-Antennen ganz unten, gerade über dem Dach. In den quadratischen Boxen in der Mitte befindet sich Software.

Nr. 3: 5G-«Bagatellländerung» Rainstrasse 14, Madretsch: Kleine 5G-Panels in einer Linie unterhalb der 3G-/4G-Panels

Nr. 4: von der Stadt bewilligt: Vogelsang 84, Spitalzenrum Biel, Kinderspital: Oben lange 3G-/4G-Panels. unten kleine 5G-Panels.

Nr. 5: von der Stadt bewilligt: Seefelsweg, Nähe Gymnasium Biel-Seeland (zwischen Ländtestrasse und SBB): Antenne in Tarnfarbe mitten im Grün zwischen Bäumen. Kleine 5G-Panels ganz oben. Darunter 3G-/4G-Panels.

Schädliche Auswirkungen der Mobilfunkstrahlung

Ein spannender erhellender Zweittext von Margrit Jäger zu den schädlichen Auswirkungen der Mobilfunkstrahlung ist zu finden auf:
www.vision2035.ch/5GGesundheit

Festival Biu en Vert - un grand succès

Les 22 et 23 août dernier a eu lieu le tant attendu, festival Biu en Vert. Organisé en 5 mois seulement, et en plein Covid, par une équipe de 5 femmes qui ne se connaissaient pas au départ. Rétrospective et impressions.

———
Rédaction Vision 2035
———

«De l'idée de base à la réalisation, nous sommes passées par toutes les couleurs de l'arc en ciel !

Le rouge pour la passion qui nous a motivées à nous lancer dans ce projet et à le vivre jusqu'au bout.

L'orange pour l'énergie qu'il a fallu pour réunir tous les acteurs formidables de cet évènement et qui ont répondu présents.

Le bleu, pour la force de notre organisation collective spontanée, et la couleur du ciel ce week-end-là !

Le violet pour la beauté du lieu empli de plus de 24 stands chaque jour.

Le jaune pour la patience des 661 visiteuses et visiteurs du samedi et les 616 du dimanche qui nous ont si bien soutenu.

Le vert pour l'espoir du futur que nous a donné le succès de cette première édition, de par autant de personnes présentes et d'intérêt commun pour l'écologie sous toutes ses formes !»

Voici comment décrivent Moema, Melody, Léna, Agnès et Nadine le processus qu'elles ont traversé pour préparer et mettre en œuvre le premier festival durable de Bienne «Biu en Vert». Mais posons un peu plus de questions à ce sujet à Agnès et Léna:

Vous ne vous connaissiez pas avant. Quelle a été la dynamique de groupe au sein du comité d'organisation ?

Cela nous a rapidement beaucoup soudées et nous a amenées à nous découvrir et nous accepter comme nous sommes. C'était une super expérience humaine et amicale. Cela nous a également confirmé que l'intelligence collective fonctionne très bien entre personnes qui ont des intentions communes. L'organisation au sein du groupe s'est faite naturellement et ça a roulé comme sur des roulettes.

Panorama du festival

Comment avez-vous vécu l'ambiance du festival ?

L'ambiance était sympa, conviviale et positive, avec tout de même une légère touche de stress par rapport à tout le travail qu'on devait faire. Mais cela nous a fait super plaisir que tout se passe si bien et avec une si bonne ambiance. Nous avons vraiment eu l'impression de répondre à un réel besoin et étions contentes qu'il y ait un réel échange et partage entre les personnes, dans un climat conviviale empli d'humanité. Nous avons également eu un grand sentiment d'entraide, notamment lors du démontage où des personnes se sont mises à nous aider tout naturellement.

Vous vouliez aussi créer un espace de réseautage en réunissant des acteurs de la durabilité. Cela a-t-il fonctionné ?

Nous avions prévu un temps avant l'ouverture du festival au public, afin que les exposant®es puissent se rencontrer et réseauter, mais cela n'a fonctionné qu'à moitié faute de temps et de priorités organisationnelles. Nous avons eu des retours d'exposants qui auraient voulu quelque chose de plus à ce niveau-là. Nous avons déjà pensé à une belle solution pour l'année prochaine.
Par contre, l'échange entre les visiteuses / visiteurs et les exposants a été très bonne : l'objectif est donc atteint de ce côté.

Théâtre la Roulotte des Mots

Par ailleurs, le nombre de personnes entrant sur le festival a été ralenti à cause des mesures mises en place pour le covid-19 (la prise des informations personnelles à l'entrée). De ce fait, il n'y avait pas de gros attroupements et les gens avaient d'avantage la possibilité de profiter des stands.

Objectif global atteint ou encore à améliorer ?

Nous pensons que l'objectif global a été atteint ! Nous sommes ravies que ce festival ait pu avoir lieu malgré les conditions sanitaires actuelles et la majorité des retours que nous avons reçu sont positifs. Il y a toujours des points à améliorer pour rendre un festival encore meilleur. Dans l'ensemble nous le considérons comme un grand succès et nous travaillerons les points à améliorer pour l'année prochaine.

Y avait-il quelque chose qui manquait et que vous aimeriez absolument organiser la prochaine fois ?

Nous avons eu quelques difficultés à mettre en place une animation musicale et un système sono adapté. Ce serait donc un point à améliorer pour l'année prochaine.

Que pensez-vous qu'il restera de ce festival de la durabilité ?

Ce festival a permis un réel échange autant entre les stands eux-mêmes qu'entre les visiteurs et les stands. Cela a non seulement donné la possibilité de créer de futures collaborations, mais a aussi permis aux visiteurs de connaître les différentes solutions durables existantes dans la région biennoise.
Certains visiteurs qui n'étaient pas expressément venu pour le sujet durable ont été agréablement surpris lors de leur passage au festival par ce qu'ils ont pu apprendre, notamment en ce qui concerne les thérapies alternatives.
Le sujet a intéressé un très large public qui était présent malgré le virus et ses restrictions, ce qui montre l'intérêt pour la thématique durable et alternative.

Quel type de retour d'information avez-vous reçu ?

Sur place on a eu beaucoup de retours positifs sur l'organisation et l'ambiance et l'énergie au vu des conditions actuelles. Les membres de l'association du Terrain Gurzelen nous ont également fait un retour très positif : ils étaient heureux d'accueillir un événement qui respire la bonne humeur, qui attire un public différent que d'autres projets et qui insufflait un vent de fraîcheur inattendu aux activités de la Gurzelen.

Fotos: Camille Wehrli

Biu en vert

Qui a des idées, des critiques, des suggestions et/ou des propositions d'aide pour le comité d'organisation peut s'adresser à: festival.biuenvert@gmail.com

Et/ou faire un don sur le compte de Vision 2035 avec la mention «Biu en Vert»: Marktgasse 34, 2502 Bienne, IBAN : CH10 0839 0034 2133 1000 0

La prochaine édition aura lieu probablement l'avant dernier weekend du mois d'août 2021.

Mit Filmen die Welt verändern

———
Kaspar Meuli
———

«Visions for a better world» nennt sich das Bieler Transition Film Festival, das dieses Jahr bereits zum zweiten Mal stattfand. Anfang September gab es im Filmpodium während einer Woche acht Filme zu sehen – von «The human scale» zu visionärem Städtebau, über «But Beautiful», einer Dokumentation über zukunftsfähige Lebensentwürfe, bis zu «Le prix du Gaz – une résistance citoyenne», der zeigt, wie sich im Val-de-Travers ein Bürgerprotest erfolgreich gegen eine Gasbohrung zur Wehr setzt.

Vieles war anders bei dieser zweiten Ausgabe des Festivals als bei seiner erfolgreichen Premiere im vergangenen Jahr – das Meiste davon hatte mit der Corona-Krise zu tun. Lange war gar nicht klar, ob der Anlass überhaupt durchgeführt werden konnte. Um in der kurzen, schliesslich verbleibenden Zeit ein spannendes Programm auf die Leinwand zu bringen, entschieden sich die Organisator*innen für ein neues Format: Sie wählten die Filme nicht selbst aus, sondern luden diverse Akteur*innen der Bieler Transition-Bewegung dazu ein, einen Film vorzuschlagen und vor dessen Vorführung ihre Organisation vorzustellen. Das Echo auf dieses Angebot war ausnehmend gut – doch nicht alle Vorschläge konnten tatsächlich umgesetzt werden. Mit einem Lieblingsfilm vertreten waren schliesslich Extinction Rebellion, Vision 2035, Transition Biel/Bienne, Batavia Epicerie Moderne, Conversation Carbone, die Unabhängige Botschaft für territoriale Entwicklung und der Arbeitskreis für Zeitfragen.

Ein Merkmal der ersten Ausgabe des Transition Film Festivals war das Rahmenprogramm mit Debatten, Vorträgen und Workshops – all diese Aktivitäten konnten dieses Jahr im Filmpodium Corona-bedingt nicht durchgeführt werden. Dementsprechend wollte auch etwas weniger Festivalstimmung aufkommen, und auch der Publikumsaufmarsch fiel geringer aus, als erwartet. Auf das grösste Interesse stiess übrigens der Film zur Konzernverantwortungsinitiative («Der Konzern-Report») – mit anschliessendem Podiumsgespräch im Wyttenbachhaus.

2021 soll es in Biel erneut ein Transition Film Festival geben. Und wer weiss, vielleicht wird auch bei der dritten Ausgabe alles wieder anders. Eines aber ist sicher, sagt Aline Joye, die treibende Kraft hinter dem Festival: «Wir sind überzeugt davon, dass Filme die Menschen zusammenbringen. Und wir sehen dieses Festival als einmalige Gelegenheit zum Austausch und zur Vernetzung für alle Menschen, die sich in Biel für den Wandel einsetzen.»

Kaspar Meuli, Journalist, Mitorganisator Transition Filmfestival

Café familial à Bienne en pleine germination

Le café Graines de Vie a été rêvé et est désormais élaboré par un groupe de femmes déjà bien impliquées dans le domaine de la parentalité. Fabienne Pahud, Aya Kato, Fatima Kandil, Camille Monnier, Laura Ciavarella, Alexia Binggeli et Agnès Leonetti sont intéressées à encourager l'écologie tant humaine qu'environnementale au sein de leur projet.

———
Agnès Leonetti, Fabienne Pahud et Aya Kato Glutz
———

Le team : Agnès Leonetti, Fabienne Pahud, Aya Kato et Fatima Kandil

Le projet Café Graines de Vie s'inspire d'établissements tels que les Maisons vertes, concept de Françoise Dolto, à la différence qu'il s'adresse, ici, à un public plus large que les 0-4 ans et que l'équipe travaillera en étroite collaboration avec un réseau d'institutions et de professionnels locaux dans le domaine de l'accompagnement et de l'enfance.
Partant du constat qu'il n'y a, à Bienne, aucun café spécialement dédié aux familles, ouvert chaque jour, pouvant offrir l'occasion d'échanger, de se rencontrer et de trouver du soutien à tout moment, l'équipe s'est lancée dans l'élaboration du projet l'hiver dernier. Un besoin d'entraide et de partage se faisant de plus en plus sentir en cette époque tumultueuse, il semble que le temps soit venu d'offrir un tel espace aux familles biennoises, car fonder une famille questionne, bouscule et implique de nouveaux a pprentissages : respect dans la fratrie, écoute active, intelligence collective…

Chaque jour, outre la possibilité de boire et manger de délicieux produits bios et locaux, il y aura des activités ludiques proposées aux enfants afin de permettre aux parents de prendre un peu de temps pour eux et d'échanger entre eux et/ou avec l'équipe professionnelle toujours présente.
Des moments sans enfants seront aussi proposés ponctuellement, lors de cafés discussions/débats ou de conférences/ateliers. Ces conférences et ateliers aborderont des sujets liés à la parentalité tels que : être ou ne pas être parent de nos jours, devenir grands-parents, concilier famille et travail, éducation bienveillante, encouragement à l'allaitement, deuil périnatal, clés pour l'adolescence, sexualité, rôle d'une Doula (accompagnement non médicalisé à la grossesse, la naissance et le post-partum), cours de portage physiologique, de yoga enfants/pré et post natal, etc.
Trocs et gratiferias (dons d'objets/habits, chacun amène et chacun se sert) seront aussi organisés régulièrement, permettant à divers publics de se rencontrer.

Dans la mesure du possible, les prestations seront proposées dans différentes langues, cherchant ainsi à satisfaire les besoins du bilinguisme et des familles d'expatriés et migrantes.

Un fond financier sera mis à disposition, sur dossier, pour offrir l'accessibilité à des familles qui en auraient besoin aux services proposés par des accompagnements thérapeutes alternatives/ifs.

Le but de l'équipe est de voir fleurir beaucoup de synergies et de collaborations au sein du café ; en partageant le lieu, entre les familles elles-mêmes et avec les professionnels, mais aussi en travaillant avec des artisans locaux (produits bios et sans emballage, confection éthique de vêtements et matériel enfants et adultes, thérapies alternatives, ...).

Jusqu'à ce que l'endroit idéal soit trouvé, le café pourrait être itinérant.

Agnès Leonetti, d'origine Franco-Portugaise, 48 ans, mariée avec 3 grands enfants, vit à Bienne depuis 16 ans. Elle pratique des accompagnements psycho émotionnels, des massages et analyses de pieds et se forme désormais au métier de Doula. Elle a coorganisé le festival Biennois Biu en Vert l'été dernier ainsi que Perspectiva en 2019.

Fabienne Pahud, Suissesse, 40 ans, maman de deux enfants, vit à Frinvillier. Anciennement horlogère, elle est désormais mère au foyer et enseigne le portage physiologique, pratique la couture et la vente d'accessoires de maternage à travers sa boutique en ligne. Elle a organisé le festival Materne-moi en nov 2019 à Frinvillier. Elle pratique le maternage proximal et souhaite se former DME et Allaitement dans un premier temps.

Aya Kato Glutz : Japonaise et mère de deux enfants. Elle vit en Suisse depuis 2006. Elle a travaillé comme coordinatrice pour divers projets pour des agences de voyage entre la Suisse et le Japon. Elle a décidé de devenir Doula après son propre vécu de dépression post-partum et avoir travaillé comme interprète pour les femmes japoniases en post-partum dans un hôpital. Elle aimerait soutenir et accompagner les femmes comme médiatrice dans les domaines des soins périnatalité et le soutien à la parentalité.

Graines de Vie cherche

... des collaboratrices/teurs germanophones pour devenir bilingue, et participer à la cocréation du comme il se doit, au sein de la ville de Bienne. Pour l'instant l'équipe est francophone.

... l'endroit idéal pour pouvoir éclore et faire son nid d'ici au printemps/été 2021... avis à la population ! Un lieu spacieux, centré, avec plusieurs salles, une cuisine, de préférence avec un espace vert ou extérieur sécuritaire.

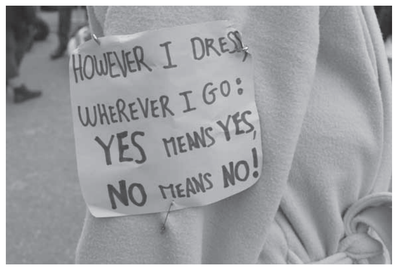
... de l'aide financière, pour le fond financier accessible aux familles et pour les frais de mise en place du projet. Vision 2035 met à disposition son compte, pour le départ de Graines de Vie, chez la Banque Alternative suisse.

Verein Vision 2035 Adresse : Marktgasse 34, 2502 Bienne
IBAN: CH10 0839 0034 2133 1000 0. **Mention:** Graines de Vie
C'est aussi possible de soutenir le projet
avec des mots d'encouragements et des idées :
Contact : grainesdevie.bienne@gmail.com
Facebook : https://www.facebook.com/grainesdevie.Bienne

Orange Days – 16 Tage gegen Gewalt an Frauen

Zum zweiten Mal finden heuer in Biel ab dem 25. November und bis am 10. Dezember Veranstaltungen zum Thema Frauenrechte und Gewalt an Frauen statt - eingebettet in eine weltweite Kampagne.

———
Verena Lafargue
———



Am Frauenstreik vom 14. Juni: klare Aussage.

Seit 1989 organisieren Menschenrechtsorganisationen jedes Jahr zum 25. November Veranstaltungen, bei denen die Einhaltung der Menschenrechte gegenüber Frauen und Mädchen thematisiert wird. Ziel ist die allgemeine Stärkung von Frauenrechten. Dabei sollen vor allem Themen wie Zwangsprostitution, sexueller Missbrauch, Sextourismus, Vergewaltigung, Beschneidung der Frauen, häusliche Gewalt, Zwangsheirat, vorgeburtliche Geschlechtsselektion, weibliche Armut und Femizid zur Sprache kommen. Ausserdem sollen Programme unterstützt werden, die sich ausdrücklich für eine Gleichstellung von Frauen einsetzen – in Bereichen wie Erbrecht, Bildung, Privateigentum, Wahlrecht, Kreditwürdigkeit, Rechtsfähigkeit. Hintergrund für die Initiierung des Aktionstages war der Fall der Schwestern Mirabal in der Dominikanischen Republik. Sie wurden am 25. November 1960 von Militärangehörigen des damaligen Diktators Trujillo verschleppt und ermordet. 1981 wurde bei einem Treffen lateinamerikanischer Feministinnen der 25. November zum Gedenktag der Opfer von Gewalt an Frauen ausgerufen. 1999 erklärte die UNO das Datum offiziell zum Internationalen Tag gegen Gewalt an Frauen. Die Schweiz hat sich der Bewegung 2008 angeschlossen.

In der Zeit zwischen dem 25. November, dem Internationalen Tag gegen Gewalt an Frauen, und dem 10. Dezember, dem Internationalen Tag der Menschenrechte, finden seitdem verschiedene Aktionen zum Thema Gewalt an Frauen statt. Seit letztem Jahr auch in Biel.

Verschiedene Frauenorganisationen aus Biel und der Region haben sich dafür zusammengetan unter dem nationalen Label «16 Tage gegen Gewalt an Frauen» und «Orange Days»: solidarité Femmes Biel/Bienne & Region, Mädchen House des Filles, Gleichstellungsbüro von Frau und Mann Kanton Bern, main-dans-la-main, Filmpodium und Bieler-Kollektiv Frauenstreik, Soroptimist International Biel, Zonta Club Biel.

Am 25. November 2020 um 18 Uhr findet der Auftakt rund um einen orange farbigen Teppich auf dem Bieler Zentralplatz statt. Orange ist die Kennfarbe der Bewegung. Seit ein paar Jahren ist pink dazu gekommen. Veranstaltungen zum Thema (siehe der Zeitung beigelegter Flyer) finden dann während 16 Tagen statt.

Verena Lafargue Rimann ist engagierte professionelle Künstlerin, wohnt in Biel und setzt sich für Frauen- sowie Kunstförderung ein. Sie ist in Biel aufgewachsen und nach 12 Jahren Frankreicherfahrung wieder in ihre Heimatstadt zurück gekehrt. Sie ist Fan von Biel und empfiehlt ihre Stadt allen aufs Wärmste weiter.

Orange Days

Das Bieler Programm unter www.16jours-bielbienne.ch
Das nationale Programm unter www.16tage.ch

Kleidertauschen ist Trend

Nach «Le Troc» in Biel erhält nun auch Nidau mit «Walk-in Closet» seine Kleidertauschbörse. Am 8. November ist es im Kreuz Nidau zum ersten Mal soweit.

———
Redaktion Vision 2035
———

Slow Fashion ist angesagt und erhält in der Modeszene sowie in den Sozialen Medien grosse Aufmerksamkeit. Der gemeinnützige Verein Walk-in Closet Schweiz bietet seit 2012 eine Alternative zum konventionellen Kleiderkonsum: Kleider tauschen statt Neue kaufen. Der riesige, begehbare Kleiderschrank ermöglicht den Besucherinnen und Besuchern, individuelle Stücke zu ergattern und gleichzeitig dem Massenkonsum entgegenzuwirken. Im Rahmen der Walk-in Closet Herbstreihe 2020 finden an verschiedenen Standorten in der Schweiz Kleidertauschbörsen statt - so auch in Nidau.
Das Prinzip des Kleidertauschs ist ganz einfach. Alle Tauschfreudigen bringen maximal 10 gut erhaltene und saubere Kleidungsstücke, Schuhe, Taschen oder sonstige Accessoires mit. Diese werden am Empfang abgegeben und von freiwilligen Helfern®Innen sortiert und im Raum verteilt. Danach steht der Suche nach neuen Lieblingsstücken nichts mehr im Weg. Dabei gilt eine wichtige Regel: Es dürfen nicht mehr als 10 Kleidungsstücke wieder mit nach Hause genommen werden.

Walk-in Closet Nidau

Wann: Sonntag, 8. November 2020, 13:00 bis 17:00 Uhr
Wo: Kultur Kreuz Nidau, Hauptstrasse 33, 2560 Nidau
Eintritt: 5 CHF
Verantwortliche Walk-in Closet Nidau: Melanie Spreitzer
www.walkinkloset.ch

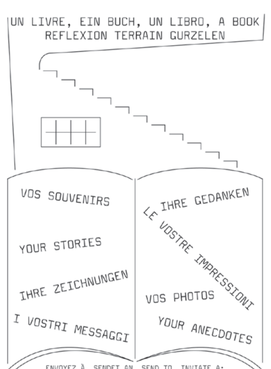
Le Troc Biel

Wann: Montag, 23. November 2020, 18:00 bis 20:00 Uhr, anlässlich des Circular Monday
Wo: Econest, Untergasse 34, 2502 Biel
Hier gilt: max. 5 gut erhaltene saisonale Kleiderstücke aus der eigenen Garderobe mitbringen (keine Unterwäsche und Schuhe), vor Ort deponieren und neue Klamotten finden. Einfach und ganz ohne Geldverkehr!
https://letroc.org

Terrain Gurzelen - ein Buch entsteht

Gedanken, Geschichten, Zeichnungen, Fotos, Anekdoten - Terrain Gurzelen sucht all das für ein Buch. Freundinnen, Nachbarn, Mitwirkende, aber auch Kritiker und Besucherinnen sind eingeladen bis Ende Februar Beiträge aller Art einzureichen.

———
Redaktion Vision 2035
———



Das Projekt Terrain Gurzelen existiert dank der Mobilisierung von Menschen, die sich in einem kollektiven und partizipativen Projekt engagieren. Terrain Gurzelen entwickelt sich in einer Grauzone, einem temporären Dazwischen. Gerade dadurch entsteht die Möglichkeit einer Utopie, einer offenen Stadt innerhalb der Stadt.
So beschreibt es Roman Luterbacher und ruft als Projektleitender des lancierten Buchprojekts Benutzer, Besucher und all jenen, die sich über das Projekt äussern möchten, dazu auf, Beiträge zu generieren und einzusenden.
«Wir versuchen verschiedene Meinungen zu integrieren. Ideen, Gefühle und Eindrücke abzubilden von Menschen, die das Terrain Gurzelen gesehen und erlebt haben. Es ist eine lebendige Retrospektive, eine Reflexion über den Ursprung, die aktuellen Ereignisse und die Zukunft dieses Projekts», so Luterbacher.
Entstehen solle daraus ein Archiv, das auf Geschichten basiert, ein Buch als Sammlung, eine Spur aus Erinnerungen, Träumen und Plänen, mit Interviews, Fotos, Texten, Zeichnungen. Das Buch als eine Möglichkeit, den Mythos Gurzelen lebendig und dauerhaft zu machen.

Wer sich beteiligen möchte, schreibt bis spätestens Ende Februar 2021 an: livre@terrain-gurzelen.org

Mit Kindern und Jugendlichen aktiv gegen Food Waste

Viele sind sich den enormen Auswirkungen der Lebensmittelverschwendung nach wie vor zu wenig bewusst oder es fehlt an konkreten Ideen, wie Food Waste verringert werden kann. Mit einem Strauss an Lern- und Sensibilisierungsmaterial unterstützt die Stiftung Pusch die Bevölkerung, insbesondere Schulen, bei diesem wichtigen Thema.

———
Lara Läubli
———

Geniessen statt wegwerfen. Aber wie?

In der Schweiz wird ein Drittel aller essbaren Lebensmittel verschwendet und damit gleichzeitig sämtliche Ressourcen, die für deren Produktion und Distribution benötigt wurden: Wasser, Energie, Treibstoff und weitere Güter wie Düngemittel, Pestizide, Chemikalien und Verpackungsmaterialien. Je später in der Wertschöpfungskette Lebensmittel verloren gehen, desto höher ist die Umweltbelastung. Die Vermeidung von Food Waste im Privatkonsum spielt daher eine besonders wichtige Rolle.

Praxisorientierte Materialien für mehr Lebensmittelrettung
Das Pusch-Schulangebot setzt beim Verhalten der Schülerinnen und Schüler an: Wie schätzen diese ihr Wissen ein? Wie fit sind sie im alltäglichen Umgang mit Lebensmitteln, verstehen sie Haltbarkeit, Lagerung und Resteverwertung? Selbsterkenntnis und Verstehen sind oft erste wichtige Schritte für eine Verhaltensänderung. Anhand eines spielerischen Food-Waste-Wissenstests finden die Jugendlichen heraus, wo sie mit ihrem Vorwissen stehen, und lernen Ursachen und Folgen von Food Waste sowie Handlungsmöglichkeiten kennen. Lehrpersonen steht neben Tipps, Rezepten und Literatur umfangreiches und altersgerechtes Lernmaterial für den Unterricht zur Verfügung. So zum Beispiel ein Erklärcomic, der digitale Food-Ninja-Test und verschiedene Unterrichtsvorschläge. Ausserdem gibt es im Rahmen der Kampagne «SAVE FOOD, FIGHT WASTE.» für 50 zusätzliche Oberstufenklassen einen kostenlosen Food-Waste-Unterricht durch erfahrene Umweltlehrpersonen (siehe QR-Code).

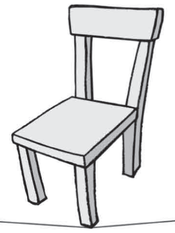
Lara Läubli arbeitet bei der Stiftung Pusch als Projektleiterin in der Abteilung Schulangebote. Die Stiftung Pusch ist eine Non-Profit-Organisation, welche sich für eine gesunde Umwelt, die nachhaltige Nutzung der natürlichen Ressourcen sowie vielfältige und artenreiche Lebensräume einsetzt. Sie motiviert und unterstützt Gemeinden, Schulen sowie Unternehmen in ihrem Engagement für Natur und Umwelt.

Weitere Informationen
Schulangebot von Pusch:
www.pusch.ch/savefood-schulen
Link zum Food-Ninja-Test:
www.savefood.ch/test-schule
Weitere Tipps zur Vermeidung von Food Waste:
www.savefood.ch

Kostenlosen Umweltunterricht «Abfall und Konsum» für 7. - 9. Klassen buchen (3 Lektionen)
https://www.pusch.ch/fuer-schulen/umweltunterricht/abfall-und-konsum/7-9-klassen

D E V I N E T T E

Qui suis-je ?



Antoine Glauser

Indices

Je suis jugé coresponsable d'énormes pertes financières,
engendrées à la société, et ponctionnées sur les Impôts des contribuables.

La loi m'inflige une dette, qui régulièrement est revue à la hausse,
car des millions de personnes veulent me faire payer mon incompétence.

Je suis restreint à vivre avec un strict minimum,
sous surveillance de toutes éventuelles rentrées financières qui me sont automatiquement retirées.

Je suis devenu un individu contrôlé très strictement,
devant me justifier et rendre des comptes tant sur le plan professionnel que privé.

Je dois bénéficier d'autorisations spéciales pour quitter mon domicile,
cela pour toutes périodes supérieures à 48 heures.

J'ai perdu mon droit à la protection de données tenues sous secret professionnel,
où des renseignements personnels peuvent être obtenus sans ma procuration.

Une société d'inspection spéciale à même été mise sur pied,
autorisée à enquêter sur ma situation à tout moment.

Menacé de sanctions, la loi peut même me retirer le droit à la dignité,
inscrit dans le droit constitutionnel suisse,
cela si un écart à des règles strictes est constaté.

Ma propre responsabilité est par déduction jugée très sérieuse,
car les oppressions matérielles et psychologies mentionnées sont,
elles, très sérieuses.

Réponse

Non, je ne suis pas un criminel.

Je suis même un être inconnu et honnête, mais traité comme plusieurs centaines de milliers en Suisse, car je n'ai pas réussi à retrouver un emploi après une période de chômage, et d'où par nécessité pour juste survivre, je bénéficie de l'aide sociale, mais aussi de toutes les discriminations qui en découlent.

Informations complémentaires

Places de travail limitées

Les méthodes de contrôle oppressives, ainsi que les mesures d'insertion professionnelle, qui varient selon les villes et cantons, renforcent toujours l'idée mensongère que l'incompétence des assistés est la cause des dépenses de l'aide sociale. Alors que pour toute personne qui sait compter, les places de travail existantes sont à l'évidence limitées. Sauf exception, la preuve en est que toutes les places de travail libérées ou crées sont rapidement occupées et que toujours des centaines de milliers d'individus sont sans emploi.

Env. 250 000 chômeurs *
Env. 260 000 bénéficiaires de l'aide sociale *
? personnes vivant avec moins que le minimum vital.
? personnes SDF (sans domicile fixe).

Proportionnellement à la population active évaluée à 5.1 millions *, le taux des personnes mentionnées ci-dessus est supérieur à 10 %, et s'élève donc dans certaines villes à plus de 20 %.

Propre responsabilité relative

Je ne rejette en rien ma propre responsabilité de me retrouver sans emploi, mais également à celui qui ne réussit pas à s'asseoir au fameux jeu d'enfants de la chaise musicale. Toutefois, compte tenu des places de travail limitées, je ne peux supporter que l'on s'obstine à me rendre responsable de la chaise manquante, et cela quel qu'en soit les arguments prétextés.

Argument 1 : **Abus de certains**

L›argument principal d'appliquer une politique oppressive au sein des services sociaux est l'abus de certains individus recevant des prestations dont ils n'ont pas besoin. Toutefois, jusqu'à preuve du contraire, il ne semble pas y avoir un taux d'individus profiteurs plus important chez les personnes sans emploi que dans n'importe quel autre milieu social ou professionnel. Pourtant, il semble tout normal et justifié, d'appliquer aux bénéficiaires de l'aide sociale, humiliations et discriminations, affectant ainsi une globalité d'individus honnêtes.

Argument 2 : **Economies**

Selon l'OFS*, l'ensemble des dépenses consacrées à l'aide sociale, infrastructure et employés inclus, représente moins de 1,5 % des dépenses sociales globales. Sachant cela, il me semble d'autant plus ahurissant de vouloir faire des économies sur le dos des bénéficiaires de l'aide sociale, ceux pour qui s'habiller, se soigner et se nourrir suffisamment, est dans le meilleur des cas, à la limite du possible. De plus, il n'est pas à négliger, que la totalité des dépenses faites aux bénéficiaires de l'aide sociale, sont par les bénéficiaires eux-mêmes, redistribuées chaque mois auprès des entreprises, magasins et commerces locaux, et qu'elles sont donc comme bien d'autres, sans pertes pour l'économie du pays.

Argument 3 : **Eviter de léser des travailleurs**

Un autre argument pour serrer la ceinture des bénéficiaires de l'aide sociale au strict minimum vital, est d'éviter au maximum qu'un travailleur mal payé se sente comparativement lésé. Mais dans un monde où les bienfaits de l'automatisation remplacent les postes de travail lucratifs, et où sans aucune limite des milliards sont autorisés à être bénéficiés individuellement, il serait peut-être plus approprié pour tendre à un minimum d'équilibre et de « répartie «, d'établir enfin un salaire minimum, et de pouvoir ainsi concéder aux bénéficiaires de l'aide sociale un petit lâché de lest. Car pour l'instant la réalité est que les 250 000 bénéficiaires de l'aide sociale, sont par leur reçu correspondant au minimum vital, tenus le nez hors de l'eau, mais maintenus fermement et en tous sens à cette limite.

Solidarité collective avec dette à vie

Les chômeurs, réfugiés, retraités et invalides méritent aussi de vivre dignement. Bien heureusement dans notre pays, pour subvenir à leurs besoins vitaux, tous bénéficient de financements inclus dans les dépenses sociales globales, par le biais d'impôts, d'assurances ou autre, ce qui est toujours une forme de solidarité collective. Mais pour les bénéficiaires de l'aide sociale, cette solidarité collective est à payer par une politique très oppressive, au point ahurissant que les sommes qui leur sont octroyées pour leur survie, représentent dans la grande majorité des cantons une dette à vie, soit une dette à vie pour celui qui peine déjà à remplir son frigo.

Durcissement des sanctions

Pour les bénéficiaires de l'aide sociale qui donc vivent avec le minimum vital, il est notamment dans le canton de Bern, strictement interdit de bénéficier du gain d'un petit travail, car pour déduction des prestations, même un cadeau tel qu'une paire de souliers pour passer l'hiver, est à indiquer. Et avec le renforcement du code pénal suisse du 1er octobre 2016, si un simple cadeau est remarqué comme non déclaré, le service social se doit obligatoirement de déposer une plainte auprès du ministère public, et que la condamnation incombe donc systématiquement aux tribunaux.

Perdre le droit à la dignité

Le droit à la dignité humaine, est un droit fondamental inscrit dans le droit constitutionnel suisse, établi pour que chaque citoyen puisse notamment bénéficier d'un minimum vital matériel. Pourtant, autant essentiel qu'il soit, ce droit à la dignité, peut être abrogé, supprimé au bénéficiaire de l'aide sociale, si celui-ci ne répond pas soumis aux aberrances administratives. Car le bénéficiaire de l'aide social, peut véritablement au moindre désaccord ou à la moindre mésentente, perdre son Droit à recevoir le minimum vital.

Atteinte à la personne

Selon l'OFS*, une durée prolongée de chômage peut, par effet d'un appauvrissement ou d'une exclusion sociale, avoir une incidence sur la santé. Alors il va de soi, qu'en plus d'un appauvrissement réduit au minimum vital et d'une exclusion sociale, subir d'humiliantes oppressions sous la menace de pouvoir en perdre son Droit à vivre avec dignité, peut d'autant plus porter atteinte à la personne, et même l'en affecter sévèrement, tant sur le plan psychique que physique.

Casquettes bien vissées

Face à une politique où la dignité de celui qui bénéficie de l'aide sociale est toujours plus compromise, il pourrait être justifié de crier sur une assistante sociale, qui comme aveuglée par la casquette de son précieux emploi, se permet d'appliquer de très violentes discriminations, en se justifiant être conforme aux directives de ses supérieurs hiérarchiques. Mais surtout, rien de cela n'est à faire, car les conséquences seraient promises plus contraignantes encore, et que les assistantes font toutefois souvent de leur mieux.

Politiciens bien intentionnés

Et à propos de ceux qui peut-être dorment de confort en pensant et en soulignant grassement, qu'il faut appliquer, voir même endurcir, une politique oppressive envers les bénéficiaires de l'aide sociale. S'ils ne sont pas des êtres ignobles, c'est qu'ils n'ont vraiment pas conscience des souffrances de celles et ceux qui en supportent les conséquences. Car pour survivre, les bénéficiaires de l'aide sociale qui subissent les coups d'humiliantes discriminations, sont comme sur un fil, maintenus sous une menace sérieuse, celle qu'un moindre faux pas, peut véritablement les faire tomber au plus profond de la précarité, là où le fondamental droit à la dignité humaine, n'existe simplement plus.

Injustices autorisées

Ces injustices sont appliquées, et même autorisées par un processus peu commode mais bien rôdé. Car chaque personne faisant appel à l'aide sociale, est d'entrée soumise à la condition de signer un accord de consentement. Concrètement, à celui qui est dans l'urgence matérielle vitale, et qui souvent en est déjà plongé dans une honte silencieuse, lui est offert par les services de l'aide sociale, un choix simple et radical :

A. Accepter une aide matérielle qui garantit le minimum vital, mais en se résignant sans condition, à signer un contrat dont les clauses incluent d'accepter de subir sous différentes formes, diffamations, humiliations et discriminations.

B. Renoncer à son droit à la dignité, au risque d'en perdre son domicile et son frigo.

Et le comble est que cette pratique violente et lourde de conséquences, mais si bien tissée d'arguments, et enrobée de politesse, se présente même comme être juste, appropriée et anodine. Pourtant nulle personne honnête, tout âge et milieu social confondus, n'estimerait justifiable à y être personnellement soumis, et cela quels qu'en soient les arguments.

Se résigner à l'indignation

Sous tant d'indignations maintenues par un système administratif étatisé, il semble bien difficile pour un pauvre et démuni de s'en défendre à forces égales. Subjugué, je me demande combien, parmi les 250 000 êtres qui bénéficient de l'aide sociale, finissent par se résigner à vivre sans plus agir, en silence et dans l'ombre d'une peur grandissante ? Et combien sont-ils encore, à avoir déjà perdu leur droit à la dignité, soit, d'avoir sous l'effet de discriminations, tout perdu, réduit à une vie sans même de toit ? Et je n'ose presque pas me demander, combien d'êtres honnêtes, victimes sous tant d'indignations, sont-ils déjà tombés à sombrer plus bas encore ?

Conclusion

Vu que notre marché de l'emploi ne réussit pas à couvrir les besoins de tous, et que personne n'en est plus responsable que quiconque, il serait temps d'épargner violence à ceux qui en sont déjà victime. Sans oublier que libérés du regard social au jugement diffamatoire, ce sont des êtres par grands nombres, qui hors de l'ombre, seraient certes bien mieux disposés à vivre avec plus d'enthousiasme, pour oeuvrer par simple dévouement au bien d'autrui, dans leurs environnements proches ou lointain, et donc communément aussi pour le bien de l'ensemble de la collectivité.

Mais sans même tenir compte de ce fait, si juste par bon sens, nous souhaitons vivre ensemble dans un pays où le fondamental droit à la dignité soit respecté pour tous, et que la misère quelle qu'elle soit, puisse dans la mesure du possible, être épargnée par la beauté de la solidarité collective, il est urgent d'accorder aux bénéficiaires de l'aide sociale un véritable respect. Car de violentes oppressions sans cesse endurcies, fondées d'arguments erronés, et portant véritablement préjudice à la personne, morale, psychique, et parfois même physique, pourraient chaque année, être épargnées à des centaines de milliers d'individus respectables.

Et au sein de notre pays qui est considéré être l'un des plus riche au monde, l'ampleur négative de l'oppression sociale actuelle est non seulement époustouflante, mais inacceptable. Car il s'agit d'environ 250.000 bénéficiaires de l'aide sociale qui en subissent directement les conséquences. Car il s'agit de chômeurs et de travailleurs qui craignent à devoir mettre eux aussi, un jour et par nécessité, pieds dans cet abîme social violent et dégradant. Car il s›agit encore et au comble de tout, d'êtres humains toujours plus nombreux, victimes et exclus de notre système social oppressif et indigne, abandonnés tels de tristes chiens, au point d'errer avec pour seul refuge que la misère de la rue.

Espoir

Mais comment garder espoir, comment changer le regard de mon assistante sociale, comment changer les objectifs économiques de ses supérieurs hiérarchiques ? Et donc, comment changer les fondements même de notre système social, sachant que ses non-sens découlent de la focalisation des tâches de chacun, totalement dissociées de deux évidences très importantes, celle que les places de travail sont limitées, et celle que toutes les ressources financières sociales dépendent de la solidarité collective ?

Décrite ci-dessous, une solution simple et même économique est possible !

Une caisse unie

Idée-Initiative 2019

Réalisation simple

Créer une caisse centrale, uniquement pour la gestion financière des ressources et des dépenses de 5 caisses sociales :

- Assurance chômage
- Assurance invalidité
- Aide sociales
- Retraite
- Caisse de compensation

Vue d'ensemble objective.

Pour enfin intégrer administrativement l'aspect que toutes les dépenses sociales proviennent de la solidarité collective, et qu'il est vain de reporter les dépenses d'une caisse sur celle d'une voisine. Et permettre ainsi une gestion plus simple et beaucoup plus économique, mais aussi plus constructive et plus humaine.

Avantages considérables pour tous.

1. Grandes économies.

Les économies faites seraient considérables, de par une simple centralisation, mais aussi parce que les coûts énormes de ces petites guerres, faites au sein des caisses, de pressions et d›oppressions, d'analyses controversées ou lacunaires, par des procédures administratives, médicales, et juridiques, parfois interminables, seraient souvent évités.

2. Solidarité et dignité.

Créer pour tous un terrain et un climat social plus uni, plus humain, car de très injustes pressions, oppressions et discriminations faites par de nombreuses caisses, telles que celles représentées par la « Devinette », seraient chaque jour évitées à des centaines de milliers d'individus. Et de plus, cela favoriserait fortement le sentiment de dignité à tous, dans l'ensemble de la collectivité, personnes sans emploi et travailleurs unis :

200 000 au chômage
250 000 à l'aide sociale
250 000 à l'assurance invalidité
1 500 000 à la retraite
5 000 000 de travailleurs, dont certains vivent au-dessous du minimum vital, dont la plupart sont tenus en haleine de tomber dans la tourmente d'une prestation sociale opprimante et discriminante, et dont tous en subissent des coûts inutiles.

Ultime conclusion

Pour demain.

Les pronostics tant démographiques qu'économiques du développement confirment tous que le nombre des retraités et des personnes touchées par le sans-emploi va, ces prochaines années, considérablement augmenter.

Mais sans même tenir compte de ce fait, il n'y a pas lieu d'attendre à s'entêter, à se juger, à oppresser, à opprimer, à discriminer, à se séparer les uns des autres, à nous réduire plus bas de stress et de peurs dans un monde où nous avons tous ce besoin de dignité.

Alors, il est juste à nous de choisir, pour moi, pour vous, pour nous, pour nos enfants, et peut-être même pour de nombreuses générations futures, et cela pour la dignité pour tous, avec compassion, au sein des pauvres, comme au sein des ultra-riches.

Agir, maintenant !

Car l'évidence ne peut plus être trompée.
Car le cœur ne peut avoir que bonne conscience.
Car la solidarité ne doit plus être que brillance superficielle.
Car il est temps de créer demain tel que nous le souhaitons aujourd'hui.
Car si une détermination ne peut aider qu'un être humain, elle en vaut déjà la peine.

---

* Données établies par l'OFS : Office fédéral de la statistique

Antoine Glauser est artisan bijoutier-joaillier de formation, et créateur plusridisciplinaire. Après avoir durant près de 7 années, tant bénéficié que subit l'aide sociale, il en est actuellement libéré.

Toute personne qui souhaite commenter l'idée «une caisse unie» d'Antoine Glauser ou faire un commentaire sur l'article peut le faire sur la page Facebook spécialement créée à cet effet : www.facebook.com/Devinette.Ratespiel

Devinette en français : www.vision2035.ch/devinette

Den ganzen Beitrag gibt es auch auf Deutsch unter: www.vision2035.ch/ratespiel

---

Ich verschenke die Vision 2035* an:
Abonnement cadeau* pour:

Name/nom: _____

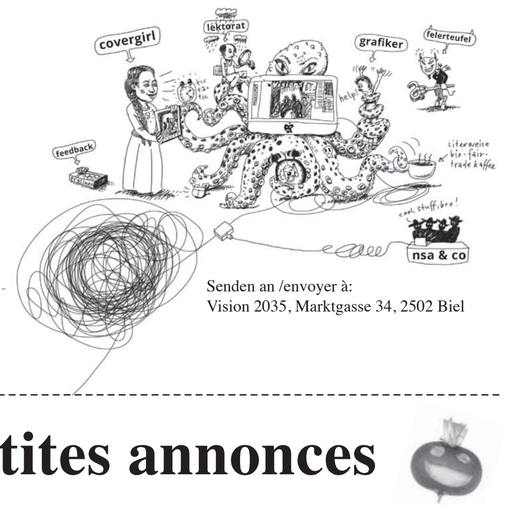
Adresse: _____

PLZ, Ort /CP, lieu: _____

Rechnungsadresse / adresse de facturation:

_____

* 25.– für 4 Ausgaben / pour 4 numéros



Senden an /envoyer à:
Vision 2035, Marktgasse 34, 2502 Biel

Kleinanzeigen — petites annonces

Kleinanzeigen erstellen
Insertion de petites annonces

Breite/ *Largeur:* 4.7cm
Höhe/ *Hauteur:* frei / libre

Deine Postadresse und Telefonnummer muss für die Redaktion ersichtlich sein.
La rédaction doit connaître ton adresse postale et ton numéro téléphone.

Mehrfachschaltungen möglich /
Possibilité de réinsérer l'annonce

Inserat inkl. Bargeld an:
Annonce et argent liquide à:

Vision2035, «Kleinanzeigen»
Obergasse 22, 2502 Biel
Annoncen.Vision2035@gmx.ch

Die Inserate werden in der Reihenfolge des Eintreffens berücksichtigt und in der nächsten Ausgabe publiziert.
Les annonces sont traitées par ordre d'arrivée et publié dans la prochaine édition.

Hier könnten Sie
gratis
Dinge anbieten, die Sie nicht mehr benötigen, die aber noch einwandfrei und zum Wegwerfen viel zu schade sind.

Preis für folgende Rubriken:
35 Rp./mm in der Höhe
Coût pour les rubriques suivantes: 35 Ct./mm à la hauteur

- Vermietung / *Location*
- Kauf / Verkauf / *Vente*
- Kursangebote / *Offres de cours*
- Ferienangebote / *offres de vacances*
- Dr. Love Kontakte / *Contacts* (Chiffre, plus 6.— Bearbeitungsgebühren/ Nachsendung)
- Dienstleistungen / Services

Preis für folgende Rubriken:
25 Rp./mm in der Höhe
Coût pour les rubriques suivantes: 25 Ct./mm à la hauteur

- Wohnen / Logement
- Arbeit / Travail,
- Verschiedenes / Divers

Folgende Rubrik ist kostenlos:
La rubrique suivante est gratuit:

- Gratis oder Tauschen / *à donner gratuitement ou à échanger*

Konto: Alternative Bank Schweiz
Vision2035, Obergasse 22, Biel
IBAN CH10 0839 0034 2133 1000 0

Hier könnte Ihr Inserat hervorstehen

Dienstleistungen • Services

Accompagnement à l'aménagement de jardin en permaculture.

Begleitung der Entwicklung von Gärten in Permakultur.

N'hésitez pas à me contacter au 079 964 23 91 ou me retrouver sur Facebook.

Zögern Sie nicht, mich unter 079 964 23 91 zu kontaktieren oder mich auf Facebook zu finden.

Katiusha Galli

Arbeitest Du an einem Projekt?
Bist Du Aktivistin? ***Suchst Du*** Verstärkung? ***Wünschst Du*** Dir Austausch oder Vernetzung? ***DER ORT bietet*** mitten in der Stadt Raum für ***all das!*** ***Hier findest Du*** einen Arbeitsplatz, kannst Deine Treffen abhalten, einen Kurs durchführen und Deine 7 Sachen verstauen. ***www.der-ort.ch*** an der Marktgasse 34, in Biel-Bienne.

Kauf • Verkauf • Vente

strickwerk bärtschiger
salomegasse 15,rue Salomé, 2503 biel/bienne

gestrickter & wolle tricots et laines zeine wolle, alpaca, cashmere,seide, pur laine, alpaca, cashmere, soie , leinen, baumwolle.. lin et coton..

grosse auswahl an sockenwolle / grand choix de laines de chaussettes

öffnungszeiten / heures d'ouverture:
mittwoch und donnerstag
mercredi et jeudi
9.30-12 /13.30-18 Uhr
oder nach vereinbarung /
ou sur rendez-vous

078 649 43 12
www.wolle-biel.ch

Mit Deiner Berufung erlebst Du Höhenflüge, aber die Buchhaltung hängt Dir noch wie ein Klotz am Bein?
Ich unterstütze Dich gerne dabei!

TREUHAND
BUCHHALTUNG
STEUERN
Melanie Spreitzer
Eidg. Dipl. Treuhänderin
mspreitzer@bluewin.ch Tel. 078 835 3746

2600 Franken WIR,
15% ermässigt abzugeben.
Info: nurjetzt@gmx.ch

Kauf • Verkauf • Vente

JA zum Leben

MüZu Wildkräuter
Magglingen
Naturbelassene Kräuterprodukte Verkauf 2020:
So. 29. Nov., Balade de Noël Altstadt Biel 11-18Uhr
Sa./So. 5./6.Dez., Adventmarkt Magglingen, Zeiten noch offen
Sa. 19. Dez., Chrüterstube 14-18Uhr MüZu Magglingen, mit Anmeldung
Individ. Teemischungen und Urtinkturen auf Anfrage
Weitere Verkaufsstelle: www.epicerei-macolin.ch oder nach Absprache direkt ab Hof
Anmeldung und Information: Müzu, Burgerweg 36, 2532 Magglingen 032 322 08 03-müzu.ch-info@müzu.ch

Dienstleistungen • Services

Dienstleistungen • Services

Tu t'engages dans un projet? ***Tu es*** un·e activiste? ***Tu cherches*** du soutien? ***Tu souhaites*** un échange actif? ***DER ORT t'offre*** un espace pour ***tout cela*** au milieu de la ville. Un lieu pour travailler, organiser des réunions ou proposer des cours, ranger ton matériel... ***tout cela est possible*** dans DER ORT.
www.der-ort.ch à la rue de marché 34, 2502 Biel-Bienne

Wohnen • Logement

Rejoignez-nous pour créer dans le Jura un lieu de vie s'inspirant de la permaculture. Situation proche de Delémont, terrain à bâtir et agricole avec ancien rural à revaloriser.
A bientôt! <koboutchu@gmail.com>

10 Jahre Kunst im Kiosk

Nebst der Vision 2035 feiert in diesem Herbst noch ein anderes engagiertes Projekt sein 10-jähriges Bestehen: Der Offspace Juraplatz, gegründet vom Künstler und Fotografen Enrique Muñoz García, der, wenn er von den Ausstellungen im ehemaligen Kiosk an der Bushaltestelle erzählt, richtig ins Schwärmen kommt. Hintergründe zu einem Ort, den Viele mehr oder weniger wahrnehmen.

———
Janosch Szabo
———

Als Enrique Muñoz García vor zehn Jahren an die Untergasse 47 zügelte, begannen in dem stattlichen Haus an der Ecke zum Juraplatz gerade umfangreiche Renovations- und Restaurationsarbeiten. Der Fotograf und Künstler fand das spannend, wie er erzählt, redete mit den Architekten, begleitete das Ganze mit seiner Kamera, stiess auf alte Pläne und vertiefte sich in die bewegte Geschichte des Hauses, welches früher das «Hotel du Jura» war (eröffnet 1836), dann die «Pharmacie du Jura» beherbergte und heute ein sogenanntes K-Objekt ist, ein kantonales schützenswertes und erhaltenswertes Objekt. Recherchiert hat Muñoz García zusammen mit Stadthistorikerin Margrit Wick Werder und so eine ganze Menge spannender Fakten und alter Bilder sowie Postkarten zu Tage gefördert.

Und da kommt nun die Bushaltestelle Juraplatz ins Spiel. «Ich brauchte einen Platz, wo ich diese Arbeit zeigen konnte», so Enrique Muñoz García, Mitbegründer des Lokal-Int. Er klopfte bei Schreiner Walter Schober an, der zu dieser Zeit den ehemaligen Kiosk der Haltestelle gemietet hatte und dort seine neusten Möbelkreationen präsentierte. Schober zeigte sich offen und alsbald so begeistert, dass er dem Künstler den Raum gleich für weitere Projekte kostenlos zur Verfügung stellte. Geboren war der Offspace Juraplatz, ein auf Passanten fokussierter öffentlicher Kunstraum - anfangs streng für Video-Werke konzipiert, mittlerweile sich aber mehr und mehr auch für andere Arten von Ausstellungen öffnend. So bot Muñoz García seinen einzigartigen Kunstraum, den er mittlerweile mit Unterstützungsgeldern von Stadt, Kanton und Stiftungen finanziert, zum Beispiel auch schon den Bieler Fototagen an.

Fokus auf Passanten

Doch nochmal zurück zu den Anfängen. Gleich die zweite Intervention im Offspace nämlich war insofern bedeutsam, als dass sie ein ausgelagerter Teil von «Dislocacion in Kontinuum» war, einer Ausstellung für die das Kunstmuseum Bern 2011 den Swiss Exhibition Award bekam für die beste Ausstellung des Jahres - kuratiert von der chilenischschweizerische Künstlerin Ingrid Wildi Merino. Und es folgten über die Jahre hinweg weitere renommierter Künstler: darunter Joan Fontcuberta, Rainer Ganahl und Augustin Rebetez.
Darauf ist Enrique Muñoz García stolz, und gleichwohl ist die Bekanntheit oder Unbekanntheit der ausstellenden Künstlerinnen und Künstler an diesem Ort weit weniger wichtig

als in einem Museum. «Wir sind hier nicht auf ein Kunstpublikum fokussiert, sondern auf Passanten.»
Sie, die hier auf den Bus warten, vorbeilaufen, oder im Bus sitzend beim Halt aus dem Fenster schauen, werden seit nunmehr 10 Jahren unvermittelt mit Videos, Fotografien, Performances und Kunstaktionen konfrontiert. 40 Ausstellungen sind es mittlerweile, der Initiant hat sie alle fein säuberlich auf der Website juraplatz.ch dokumentiert. Ein eindrücklicher Fächer lokalen und internationalen Kunstschaffens. In unregelmässigen Abständen ploppt wieder etwas Neues auf im ehemaligen Kioskhäuschen, in letzter Zeit öfter auch mal von einer Vernissage begleitet. Die Möglichkeiten sind mit den Unterstützungsgeldern grösser geworden. Seit diesem Jahr hilft zudem neu Carolina Borer, Mitbegründerin des Projektes Entre les temps, bei der Programmation im Juraplatz mit.

**Früher die Pferde,
jetzt bald nichts mehr**

Die einen freuen sich über die Ausstellungen, andere weniger. «Und manchmal gibt es gar Leute, die den Bus verpassen, wenn eine Arbeit gut ist», sagt Muñoz García und schmunzelt. Er liebt den Ort wie damals als alles anfing: «Die Bieler Altstadt ist unglaublich schön, diese Ecke im Besonderen.» Hier am Juraplatz sei im 19. Jahrhundert das Zentrum der Stadt gewesen, mit Hotel, Volkshochschule und Post. «Im heutigen Les Caves war der Stall, von wo aus die Postkutschen in alle Richtungen starteten oder auf dem Weg von Basel nach Bern die Pferde wechselten», so Muñoz García.

Später kam das Tram, dann der Bus, die Linie 1 als erste Buslinie von Biel. Und jetzt kommt bald nichts mehr. Ab Mitte Dezember fährt der Bus Nr. 1 auch auf dem Rückweg von den Stadien via Heilmannstrasse und nicht mehr via Juraplatz. «Das finde ich sehr schade», sagt der Künstler enttäuscht. Die Bushaltestelle verliert ihre Funktion. Aber der Offspace bleibt. Und vor allem wird nun erst einmal das Jubiläum gefeiert - am 13. November 2020 mit einer multimedialen Arbeit des Künstlers Monsignore Dies unter dem Titel «Ein Toter gibt Antwort». Vernissage und Konzert mit Hund und Schwein und DJ Caprese ab 19 Uhr.

Fotos: Enrique Muñoz García

5 Jahre Bücher in der Kabine

An der Bushaltestelle am Juraplatz gibt es nebst dem Offspace gleich noch eine zweite Besonderheit. Eine selbstverwaltete Bücherkabine. Sie feiert ihr 5-jähriges Bestehen und wird rege genutzt.

———
Mirjam Kuhn
———

Die Idee für die Bücherkabinen entstand 2014 aufgrund der massiven Kürzungen der Stadt Biel im Bildungs- und Kulturbereich. Betroffen war insbesondere die Stadtbibliothek, was zur Folge hatte, dass sie den Preis für das Bibliotheksabonnement erhöhte. Die verlassenen und verkommenden Telefonkabinen der Swisscom wurden daher bewusst besetzt und umfunktioniert, am Juraplatz wie auch nahe der Bushaltestelle Tiefenmatt an der Brüggstrasse.

Einerseits diente dazumal die autonome Aneignung als politische Intervention, indem die Bücherkabinen auf den grundsätzlichen Wert der Bildung im Allgemeinen verweisen und durch ihre Existenz und ihren Gebrauch gleichzeitig die radikale Demokratisierung von Bildung fordern, die noch immer nicht gegeben ist. Anderseits haben sie Diskussionen angestossen, welche die Rechtmässigkeit der Nutzung öffentlichen Raums zum Inhalt hatten. Bei der Erstellung ergaben sich essenzielle Fragen gesellschaftlichen Lebens durch die Eröffnung dieser neuen Erfahrungsräume:

Was ist öffentlicher Raum?

Was bedeutet Öffentlichkeit?

Wer darf wo, wie und wofür
öffentlichen Raum beanspruchen?

Wie wünschen wir uns öffentlichen
Raum in der Stadt Biel?

Funktioniert Selbstverwaltung
im öffentlichen Raum?

Die Bücherkabinen bieten allen die Möglichkeit, Bücher zu holen, zu bringen, zu verweilen, ohne dass man etwas zurückgeben muss.

Das Projekt aus dem Jahr 2015 war eine ästhetische und politische Intervention in gegebene gesellschaftliche Sachverhalte und Diskurse.

Nach fünf Jahren sind die Bücherkabinen nun ein fester Bestandteil im Quartier und werden rege genutzt. Erfreuliche Entwicklungen zeichnen sich seit einem Jahr ab, indem die Kabinen selbstverwaltet geführt werden.

Ein grosser Dank an alle, die dazumal die Bücherkabinen eingerichtet haben und sie heute pflegen.

Initiantin der Bücherkabinen **Mirjam Kuhn**

Anzeige

UMWELT-TIPP

Bio-Gemüsekorb aus der Region abonnieren

Am ökologischsten ist der Konsum saisonaler und regionaler Bio-Produkte. Ein einfacher Weg dazu: einen wöchentlichen Gemüse- und Früchtekorb abonnieren.

Möglichst direkte Wege zwischen Acker und Teller – so lautet das Credo der regionalen Vertragslandwirtschaft. Sie basiert auf einer direkten Verbindung von Produzierenden und Konsumierenden: Durch langfristige Verträge wird den Bauern die Abnahme der Produkte garantiert. Da es keinen Zwischenhandel gibt, können fairere Preise bezahlt werden. Die Konsumentinnen und Konsumenten erhalten frische, saisonale Bio-Lebensmittel aus der Region ohne lange Transportwege.

In Biel setzt der Verein TerreVision seit 2011 auf regionale Vertragslandwirtschaft. Einmal pro Woche können die bestellten Gemüsekörbe in drei Grössen in der Altstadt im Gärbi (Gerbergasse 25) sowie neu seit Oktober 2020 im Quartierinfo Mett (Poststrasse 41) abgeholt werden. Auch Brot, Honig, Eier und Käse gehören je nach Wunsch zum Angebot.

Abos bestellen unter: www.terrevision.ch
Mehr Umwelt-Tipps unter
www.biel-bienne.ch/umwelttipps

Energiestadt Biel european energy award

Stadt Biel
Ville de Bienne

ECO-CONSEIL

S'abonner à un panier de légumes bio de la région

Quoi de plus écologique que de manger des produits bio, régionaux et de saison? Une solution simple: s'abonner à un panier hebdomadaire de légumes et fruits.

L'agriculture contractuelle de proximité favorise les chemins courts entre le champ et l'assiette. Elle prône une relation directe entre les personnes qui produisent et celles qui consomment. Des contrats d'achat à long terme garantissent aux paysans que leurs produits seront vendus. Comme il n'y a pas d'intermédiaires, des prix équitables peuvent être payés. Quant aux consommateurs et consommatrices, ils reçoivent de la nourriture fraîche, bio, régionale et de saison, sans longs transports.

À Bienne, l'association TerreVision promeut depuis 2011 l'agriculture contractuelle de proximité. Une fois par semaine, les abonnés peuvent retirer leurs paniers de légumes, disponibles en trois tailles, en Vieille Ville au Gärbi (rue des Tanneurs 25) ou, depuis octobre 2020, à l'InfoQuartier Mâche (rue de la Poste 41). Pain, miel, œufs et fromage sont aussi proposés.

Pour s'abonner: www.terrevision.ch
D'autres éco-conseils sur
www.biel-bienne.ch/eco-conseils

Cité de l'énergie Bienne european energy award